



Message aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2021

www.cibc.com/francais

Le 26 août 2021

Message du président et chef de la direction

Vue d'ensemble des résultats

La Banque CIBC a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du troisième trimestre clos le 31 juillet 2021.

Points saillants du troisième trimestre

| | T3 2021 | T3 2020 | T2 2021 | Variation d'un exercice à l'autre | Variation d'un trimestre à l'autre |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------------------------------|------------------------------------|
| Résultat net comme présenté | 1 730 M\$ | 1 172 M\$ | 1 651 M\$ | +48 % | +5 % |
| Résultat net ajusté ¹ | 1 808 M\$ | 1 243 M\$ | 1 666 M\$ | +45 % | +9 % |
| Résultat dilué par action comme présenté | 3,76 \$ | 2,55 \$ | 3,55 \$ | +47 % | +6 % |
| Résultat dilué par action ajusté ¹ | 3,93 \$ | 2,71 \$ | 3,59 \$ | +45 % | +9 % |
| Rendement des capitaux propres (RCP) applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté | 17,1 % | 12,1 % | 17,1 % | | |
| RCP ajusté ¹ | 17,9 % | 12,9 % | 17,3 % | | |
| Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires | 12,3 % | 11,8 % | 12,4 % | | |

Les résultats du troisième trimestre de 2021 ont été touchés par les éléments d'importance suivants qui, regroupés, ont donné lieu à une incidence négative de 0,17 \$ par action :

- une augmentation de 85 M\$ (63 M\$ après impôt) au titre des provisions pour procédures judiciaires;
- un montant de 20 M\$ (15 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires s'est établi à 12,3 % au 31 juillet 2021, en regard de 12,4 % à la fin du trimestre précédent. Au 31 juillet 2021, le ratio de levier de la Banque CIBC était de 4,6 %.

Nous continuons de générer une croissance axée sur notre raison d'être dans l'ensemble de nos unités d'exploitation alors que nous travaillons avec nos clients pour les aider à réaliser leurs ambitions. Le chiffre d'affaires et le résultat par action ont atteint un niveau record au trimestre considéré, mettant ainsi en évidence l'ampleur et la qualité de la croissance que nous connaissons dans toutes nos principales unités d'exploitation, tandis que nous continuons de composer efficacement avec un environnement incertain en demeurant concentrés sur nos clients et le bien-être de notre équipe. Au cours du trimestre, nous avons continué d'investir stratégiquement dans notre croissance future, comme nous l'avons fait tout au long de la pandémie.

Rendement de nos activités essentielles

Services bancaires personnels et PME, région du Canada, a enregistré un résultat net de 642 M\$ au troisième trimestre, en hausse de 185 M\$, ou 40 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, du fait surtout de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et de l'augmentation des produits, en partie contrebalancées par la hausse des charges. Les résultats avant impôt et provisions ajustés¹ ont augmenté de 98 M\$, ou 12 %, par rapport à ceux du troisième trimestre il y a un an, en raison surtout de la hausse des produits attribuable à la croissance robuste des volumes et de l'augmentation des honoraires, contrebalancées en partie par la hausse des charges.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, a enregistré un résultat net de 470 M\$ au troisième trimestre, en hausse de 150 M\$, ou 47 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, du fait principalement de l'augmentation des produits et d'une reprise de la provision pour pertes sur créances au trimestre considéré, contrebalancées en partie par la hausse des charges. Les résultats avant impôt et provisions ajustés¹ ont augmenté de 96 M\$, ou 19 %, par rapport à ceux du troisième trimestre il y a un an, en lien essentiellement avec la hausse des honoraires et la solide croissance des volumes dans Groupe Entreprises, alors que les produits de Gestion des avoirs ont profité de la progression considérable du solde des actifs attribuable à l'appréciation des marchés, aux ventes de fonds communs de placement records et à l'accroissement des activités de placement des clients. L'augmentation des charges a été surtout causée par la rémunération variable fondée sur les produits, reflet des résultats favorables tirés des activités.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, a enregistré un résultat net de 266 M\$ au troisième trimestre, en hausse de 206 M\$, ou 343 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an. Compte non tenu des éléments d'importance, le résultat net ajusté¹ s'est établi à 279 M\$, en hausse de 204 M\$, ou 272 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, en raison d'une reprise de la provision pour pertes sur créances au trimestre considéré et de l'augmentation des produits libellés en dollars américains, partiellement contrebalancées par l'incidence de l'écart de change. En dollars américains, les résultats avant impôt et provisions ajustés¹ se sont élevés à 228 M\$ US, en hausse de

32 M\$ US, ou 16 %, par rapport à ceux du troisième trimestre il y a un an, du fait de l'augmentation des produits, attribuable à la croissance des volumes et à la progression des honoraires, en partie contrebalancée par la hausse des charges liées aux salaires du personnel.

Marchés des capitaux a enregistré un résultat net de 491 M\$ au troisième trimestre, en hausse de 48 M\$, ou 11 %, par rapport à celui du troisième trimestre il y a un an, essentiellement en raison d'une reprise de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par l'augmentation des charges. Les résultats avant impôt et provisions¹ ont reculé de 48 M\$, ou 7 %, par rapport à ceux du troisième trimestre il y a un an, du fait de la diminution des produits de négociation de Marchés CIBC, réseau mondial, et de l'augmentation des charges, partiellement contrebalancées par l'augmentation des produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement et de notre secteur Services financiers directs.

1) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions. Les résultats avant impôt et provisions correspondent aux produits, nets des charges autres que d'intérêts et constituent une mesure non conforme aux PCGR. Les résultats avant impôt et provisions ajustés correspondent aux produits, nets des charges autres que d'intérêts ajustées pour tenir compte des éléments d'importance et constituent une mesure non conforme aux PCGR.

Apporter davantage à nos collectivités

À la Banque CIBC, nous investissons temps et ressources pour éliminer les obstacles à l'atteinte des objectifs personnels et nous faisons la preuve qu'en unissant nos forces nous créons des changements positifs qui contribuent à l'essor des collectivités et des entreprises. Au cours du trimestre considéré, nous avons investi dans nos collectivités au moyen des initiatives suivantes :

- Une centaine d'employés ont versé 1,2 M\$ sur les 4,7 M\$ recueillis à l'occasion du Tour CIBC Charles-Bruneau, événement cycliste organisé chaque année en soutien à la recherche et aux soins dans le domaine du cancer pédiatrique.
- Nous avons fait un don de 75 000 \$ à la Croix-Rouge canadienne pour soutenir les opérations de secours visant à offrir une aide immédiate et continue aux personnes touchées par les feux de forêt en Colombie-Britannique.
- Nous avons lancé la période d'inscription pour l'édition 2021 de la Course à la vie CIBC de la Société canadienne du cancer, qui marque le 25^e anniversaire de la participation de la Banque CIBC en tant que partenaire en titre.
- Les employés de la Banque CIBC ont offert plus de 17 000 heures de travail bénévole au cours du trimestre considéré.
- Nous avons souligné la Journée mondiale de sensibilisation à l'accessibilité en lançant le volet Accès au travail du Défi de conception inclusive MaRS-CIBC qui vise à éliminer les obstacles à l'emploi des personnes handicapées.
- Nous avons souligné la Journée nationale des peuples autochtones, notamment en fermant plusieurs centres bancaires en signe de solidarité, et nous avons annoncé la création d'un comité d'action pour la réconciliation afin de renforcer notre appui aux peuples autochtones.

Victor G. Dodig

Président et chef de la direction

Groupe de travail sur les renseignements supplémentaires

En 2012, le groupe de travail sur les renseignements supplémentaires, mis sur pied par le Financial Stability Board, a publié son rapport intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*, qui comportait 32 recommandations sur les informations à fournir. L'index ci-dessous renferme la liste de ces informations ainsi que leur emplacement. Les informations du groupe de travail sont présentées dans notre Rapport annuel 2020, notre rapport aux actionnaires trimestriel ainsi que dans nos documents d'information financière supplémentaire, qui se trouvent sur notre site Web (www.cibc.com/francais). Aucune information du site Web de la CIBC, y compris les documents d'information financière supplémentaire, ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes.

| Sujets | Recommandations | Information à fournir | Troisième trimestre de 2021 | | | Rapport annuel 2020 |
|---|-----------------|---|-----------------------------|-----------------------------|---|---------------------|
| | | | Rapport de gestion | États financiers consolidés | Rapport au titre du troisième pilier et information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires | |
| | | | Pages | | | |
| Généralités | 1 | Index des informations en matière de risque – présente page | | | | |
| | 2 | Terminologie et mesures en matière de risque ¹ | | | 69–70 | |
| | 3 | Principaux risques et nouveaux risques | 23 | | | 50 |
| | 4 | Exigences liées aux ratios réglementaires futurs importants | 21, 36, 37 | 66 | 9, 16 | 36, 39, 76, 78, 166 |
| Gouvernance du risque, gestion du risque et modèle d'affaires | 5 | Structure de gestion du risque | | | | 44, 45 |
| | 6 | Culture de risque et intérêt à l'égard du risque | | | | 43, 46, 47 |
| | 7 | Risques découlant des activités commerciales | 26 | | | 48, 53 |
| | 8 | Simulations de crise à l'échelle de la Banque | 29 | | | 31, 49, 57, 71, 74 |
| Suffisance des fonds propres et actif pondéré en fonction du risque | 9 | Fonds propres réglementaires minimums | 18 | 66 | | 31, 166 |
| | 10 | Composantes de fonds propres et rapprochement avec le bilan réglementaire consolidé | | | 8–11 | 36 |
| | 11 | Tableau des flux de fonds propres réglementaires | | | 12 | 37 |
| | 12 | Gestion et planification des fonds propres | | | | 39, 166 |
| | 13 | Activités commerciales et actif pondéré en fonction du risque | 26 | | 4 | 38, 53 |
| | 14 | Actif pondéré en fonction du risque et exigences en matière de fonds propres | | | 4 | 33, 38 |
| | 15 | Risque de crédit par portefeuille important | | | 27–36 | 56–61 |
| | 16 | Tableau des variations de l'actif pondéré en fonction du risque | | | 4, 5 | 38 |
| | 17 | Application d'essais à rebours aux modèles | | | 67, 68 | 48, 57, 70 |
| Liquidités | 18 | Actifs liquides | 35 | | | 75 |
| Financement | 19 | Actifs grevés | 36 | | | 75 |
| | 20 | Échéance contractuelle des actifs, des passifs et des instruments hors bilan | 41 | | | 79 |
| | 21 | Stratégie et sources de financement | 39 | | | 77 |
| Risque de marché | 22 | Rapprochement des portefeuilles de négociation et des portefeuilles autres que de négociation avec le bilan consolidé | 32 | | | 69 |
| | 23 | Facteurs importants de risque de marché lié aux activités de négociation et autres que de négociation | 33-34 | | | 69–73 |
| | 24 | Hypothèses, limites et procédures de validation liées aux modèles | | | | 69–73 |
| | 25 | Simulations de crise et analyses de scénarios | | | | 31, 71 |
| Risque de crédit | 26 | Analyse des expositions au risque de crédit | 27-31 | | 6–7, 63–66 | 58–67, 138–145, 186 |
| | 27 | Prêts douteux et politique d'allègement | 27, 30 | | | 55, 65, 85, 116 |
| | 28 | Rapprochement de prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances | 30 | 59 | | 65, 139 |
| | 29 | Risque de crédit de contrepartie découlant de dérivés | 29 | | 66, 35 ² | 55, 59, 156–157 |
| | 30 | Atténuation du risque de crédit | 27 | | 20, 51, 66 | 55, 61, 156–157 |
| Autres risques | 31 | Autres risques | 42 | | | 80–82 |
| | 32 | Discussion sur des situations de risque connues | | 68 | | 80, 179 |

1) Un glossaire détaillé de notre terminologie sur les risques et les fonds propres est présenté aux pages 198 à 202 de notre Rapport annuel 2020.

2) Compris dans le document d'information financière supplémentaire.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est présenté afin de permettre aux lecteurs d'évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la CIBC au 31 juillet 2021 et pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes à cette date, comparativement aux périodes correspondantes. Le rapport de gestion doit être lu avec le Rapport annuel 2020 et les états financiers consolidés intermédiaires non audités compris dans le présent rapport. À moins d'indication contraire, toute l'information financière présentée dans le rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS ou PCGR) et tous les montants sont libellés en dollars canadiens. Certaines informations présentées dans le rapport de gestion ont été ombragées étant donné qu'elles font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Le rapport de gestion est en date du 25 août 2021. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 196 à 202 de notre Rapport annuel 2020.

Table des matières

| | | | |
|----------|--|-----------|---|
| 2 | Points saillants financiers du troisième trimestre | 17 | Situation financière |
| 3 | Modifications à la présentation de l'information financière | 17 | Revue du bilan consolidé résumé |
| 3 | Vue d'ensemble du rendement financier | 18 | Gestion des fonds propres |
| 3 | Perspectives économiques | 22 | Arrangements hors bilan |
| 4 | Événements importants | 23 | Gestion du risque |
| 4 | Revue des résultats financiers | 23 | Vue d'ensemble |
| 6 | Revue de l'information financière trimestrielle | 23 | Principaux risques et nouveaux risques |
| 8 | Mesures non conformes aux PCGR | 27 | Risque de crédit |
| 9 | Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques | 32 | Risque de marché |
| 10 | Services bancaires personnels et PME, région du Canada | 35 | Risque de liquidité |
| 11 | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada | 42 | Autres risques |
| 12 | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis | 42 | Questions relatives à la comptabilité et au contrôle |
| 14 | Marchés des capitaux | 42 | Méthodes comptables critiques et estimations |
| 16 | Siège social et autres | 43 | Faits nouveaux en matière de comptabilité |
| | | 43 | Autres faits nouveaux en matière de réglementation |
| | | 43 | Contrôles et procédures |
| | | 43 | Transactions entre parties liées |

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, et dans d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques », « Vue d'ensemble du rendement financier – Événements importants », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue des résultats financiers », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue de l'information financière trimestrielle », « Situation financière – Gestion des fonds propres », « Gestion du risque – Vue d'ensemble », « Gestion du risque – Principaux risques et nouveaux risques », « Gestion du risque – Risque de crédit », « Gestion du risque – Risque de marché », « Gestion du risque – Risque de liquidité », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Méthodes comptables critiques et estimations », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Faits nouveaux en matière de comptabilité » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Autres changements d'ordre réglementaire » du présent rapport de gestion, et d'autres énoncés sur nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion du risque, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et nos perspectives pour l'année 2021 et les périodes subséquentes. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « estimer », « prévoir », « cible », « objectif » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. Par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Étant donné l'incidence persistante de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur l'économie mondiale et les marchés financiers ainsi que sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, une plus grande part d'incertitude est forcément associée à nos hypothèses par comparaison avec les périodes précédentes. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : l'avènement, la persistance ou l'intensification d'urgences de santé publique, comme la pandémie de COVID-19, ainsi que les politiques et mesures gouvernementales s'y rattachant; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque lié au comportement et les risques juridiques, le risque de réglementation et le risque environnemental; les fluctuations de change et de taux d'intérêt, y compris celles découlant de la volatilité du marché et du prix du pétrole; l'efficacité et la pertinence de nos processus et modèles de gestion et d'évaluation des risques; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités, y compris la norme commune de déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques et des réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe, les normes mondiales concernant la réforme relative aux fonds propres et à la liquidité élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, et la réglementation concernant la recapitalisation des banques et le système de paiements au Canada; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et les lignes directrices réglementaires en matière de taux d'intérêt et de liquidité, et leur interprétation; l'issue de poursuites et d'enquêtes réglementaires, et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos notes de crédit; la situation et les changements politiques, y compris les modifications aux questions d'ordre économique ou commercial; l'incidence possible de conflits internationaux et d'actes terroristes, des catastrophes naturelles, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et de toute autre catastrophe sur nos activités; la dépendance envers des tiers pour fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; les perturbations potentielles à l'égard de nos systèmes de technologies de l'information et de nos services; l'augmentation des risques liés à la cybersécurité pouvant comprendre le vol ou la divulgation d'actifs, l'accès non autorisé à de l'information sensible ou une perturbation des activités; le risque lié aux médias sociaux; les pertes découlant de fraudes internes ou externes; la lutte contre le blanchiment d'argent; l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie en ce qui a trait à nos clients et à nos contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous et nos sociétés affiliées ou nos entreprises associées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers, notamment les services bancaires en direct et mobiles; l'évolution des technologies; la tenue des marchés des capitaux mondiaux; les modifications à la politique monétaire et économique; la conjoncture économique générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités, y compris la croissance du niveau d'endettement des ménages au Canada et les risques de crédit à l'échelle mondiale; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les produits que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'épargne; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés, notre capacité à réaliser nos stratégies et à mener à terme nos acquisitions et à intégrer les sociétés acquises et les coentreprises; le risque que les avantages attendus d'une acquisition, d'une fusion ou d'un dessaisissement ne se concrétisent pas dans les délais prévus ou qu'ils ne se concrétisent pas du tout; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs se fient indûment à ces énoncés prospectifs. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent rapport représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider nos actionnaires et les analystes financiers à comprendre notre situation financière, nos objectifs, nos priorités et nos attentes en matière de rendement financier aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

Points saillants financiers du troisième trimestre

| Non audité | Aux dates indiquées ou pour les trois mois clos les | | | Aux dates indiquées ou pour les neuf mois clos les | |
|---|--|-----------------|-------------------|---|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Résultats financiers (en millions de dollars) | | | | | |
| Produits nets d'intérêts | 2 893 \$ | 2 747 \$ | 2 729 \$ | 8 479 \$ | 8 252 \$ |
| Produits autres que d'intérêts | 2 163 | 2 185 | 1 979 | 6 472 | 5 889 |
| Total des produits | 5 056 | 4 932 | 4 708 | 14 951 | 14 141 |
| Dotations à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (99) | 32 | 525 | 80 | 2 198 |
| Charges autres que d'intérêts | 2 918 | 2 756 | 2 702 | 8 400 | 8 471 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 2 237 | 2 144 | 1 481 | 6 471 | 3 472 |
| Impôt sur le résultat | 507 | 493 | 309 | 1 465 | 696 |
| Résultat net | 1 730 \$ | 1 651 \$ | 1 172 \$ | 5 006 \$ | 2 776 \$ |
| Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle | 5 \$ | 4 \$ | 2 \$ | 13 \$ | 1 \$ |
| Porteurs d'actions privilégiées | 30 | 51 | 31 | 111 | 92 |
| Porteurs d'actions ordinaires | 1 695 | 1 596 | 1 139 | 4 882 | 2 683 |
| Résultat net applicable aux actionnaires | 1 725 \$ | 1 647 \$ | 1 170 \$ | 4 993 \$ | 2 775 \$ |
| Mesures financières | | | | | |
| Coefficient d'efficacité comme présenté | 57,7 % | 55,9 % | 57,4 % | 56,2 % | 59,9 % |
| Levier d'exploitation | (0,6) % | 5,8 % | (1,7) % | 6,6 % | (3,5) % |
| Coefficient de pertes sur créances ¹ | 0,10 % | 0,24 % | 0,29 % | 0,18 % | 0,29 % |
| Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté ² | 17,1 % | 17,1 % | 12,1 % | 17,1 % | 9,7 % |
| Marge d'intérêts nette | 1,42 % | 1,42 % | 1,43 % | 1,42 % | 1,53 % |
| Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen ³ | 1,60 % | 1,59 % | 1,61 % | 1,59 % | 1,72 % |
| Rendement de l'actif moyen ⁴ | 0,85 % | 0,85 % | 0,62 % | 0,84 % | 0,51 % |
| Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen ^{3, 4} | 0,96 % | 0,95 % | 0,69 % | 0,94 % | 0,58 % |
| Taux d'impôt effectif comme présenté | 22,7 % | 23,0 % | 20,9 % | 22,6 % | 20,1 % |
| Renseignements sur les actions ordinaires | | | | | |
| Par action (\$) | | | | | |
| – résultat de base | 3,77 \$ | 3,56 \$ | 2,56 \$ | 10,89 \$ | 6,03 \$ |
| – résultat dilué comme présenté | 3,76 | 3,55 | 2,55 | 10,86 | 6,02 |
| – dividendes | 1,46 | 1,46 | 1,46 | 4,38 | 4,36 |
| – valeur comptable | 90,06 | 86,70 | 83,17 | 90,06 | 83,17 |
| Cours de clôture de l'action (\$) | 145,07 | 127,78 | 92,73 | 145,07 | 92,73 |
| Nombre d'actions en circulation (en milliers) – moyen pondéré de base | 449 590 | 448 455 | 445 416 | 448 442 | 445 137 |
| – moyen pondéré dilué | 451 148 | 449 345 | 445 894 | 449 512 | 445 711 |
| – fin de la période | 450 082 | 449 093 | 446 009 | 450 082 | 446 009 |
| Capitalisation boursière (en millions de dollars) | 65 293 \$ | 57 385 \$ | 41 358 \$ | 65 293 \$ | 41 358 \$ |
| Mesures de valeur | | | | | |
| Rendement total pour les actionnaires | 14,68 % | 18,62 % | 14,24 % | 51,15 % | (13,47) % |
| Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action) | 4,0 % | 4,7 % | 6,3 % | 4,0 % | 6,3 % |
| Ratio de versement de dividendes comme présenté | 38,7 % | 41,0 % | 57,1 % | 40,2 % | 72,3 % |
| Cours/valeur comptable | 1,61 | 1,47 | 1,11 | 1,61 | 1,11 |
| Principales mesures financières – ajustées⁵ | | | | | |
| Coefficient d'efficacité ajusté ⁶ | 55,1 % | 54,9 % | 54,8 % | 54,6 % | 55,7 % |
| Levier d'exploitation ajusté | (0,6) % | 4,4 % | 1,1 % | 1,9 % | (0,6) % |
| Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté ² | 17,9 % | 17,3 % | 12,9 % | 17,5 % | 11,2 % |
| Taux d'impôt effectif ajusté | 22,8 % | 23,0 % | 21,2 % | 22,7 % | 20,7 % |
| Résultat dilué par action ajusté | 3,93 \$ | 3,59 \$ | 2,71 \$ | 11,10 \$ | 6,90 \$ |
| Ratio de versement de dividendes ajusté | 37,0 % | 40,7 % | 53,7 % | 39,4 % | 63,1 % |
| Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars) | | | | | |
| Trésorerie, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières | 207 774 \$ | 202 319 \$ | 212 766 \$ | 207 774 \$ | 212 766 \$ |
| Prêts et acceptations, nets de la provision | 449 167 | 432 120 | 414 457 | 449 167 | 414 457 |
| Total de l'actif | 806 067 | 782 878 | 768 545 | 806 067 | 768 545 |
| Dépôts | 602 969 | 576 563 | 566 135 | 602 969 | 566 135 |
| Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires | 40 533 | 38 935 | 37 095 | 40 533 | 37 095 |
| Actif moyen | 806 768 | 795 373 | 757 589 | 800 755 | 720 906 |
| Actif productif d'intérêts moyen ³ | 718 403 | 709 463 | 673 527 | 713 152 | 641 286 |
| Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires | 39 263 | 38 189 | 37 360 | 38 173 | 36 802 |
| Biens administrés ^{7, 8, 9} | 2 982 469 | 2 783 059 | 2 410 765 | 2 982 469 | 2 410 765 |
| Biens sous gestion ^{8, 9} | 310 560 | 293 488 | 262 636 | 310 560 | 262 636 |
| Mesures de qualité du bilan et mesures en matière de liquidité | | | | | |
| Actif pondéré en fonction du risque (APR) (en millions de dollars) | 268 999 \$ | 257 997 \$ | 256 683 \$ | 268 999 \$ | 256 683 \$ |
| Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ¹⁰ | 12,3 % | 12,4 % | 11,8 % | 12,3 % | 11,8 % |
| Ratio des fonds propres de première catégorie ¹⁰ | 13,7 % | 13,9 % | 13,0 % | 13,7 % | 13,0 % |
| Ratio du total des fonds propres ¹⁰ | 16,0 % | 16,2 % | 15,4 % | 16,0 % | 15,4 % |
| Ratio de levier | 4,6 % | 4,7 % | 4,6 % | 4,6 % | 4,6 % |
| Ratio de liquidité à court terme | 126 % | 134 % | 150 % | s. o. | s. o. |
| Autres renseignements | | | | | |
| Équivalents temps plein | 44 904 | 44 066 | 43 952 | 44 904 | 43 952 |

1) Ratio obtenu en divisant la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux par les prêts et acceptations bancaires moyens, net de la provision pour pertes sur créances.

2) Annualisé.

3) L'actif productif d'intérêts moyen comprend les dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques, les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada, les valeurs mobilières, les garanties au comptant au titre de valeurs empruntées ou les valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres, les prêts, nets des provisions, et certains actifs associés à des contrats de sous-location.

4) Résultat net exprimé en pourcentage de l'actif moyen ou de l'actif productif d'intérêts moyen.

5) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Les mesures ajustées sont calculées de la même façon que les mesures comme présentées, mis à part le fait que l'information financière utilisée dans le calcul des mesures ajustées a été ajustée pour éliminer l'incidence des éléments d'importance. Pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

6) Calculé sur une base d'imposition équivalente (BIE).

7) Comprennent le plein montant contractuel des biens administrés ou gardés par une coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon de 2 380,2 G\$ (2 212,3 G\$ au 30 avril 2021 et 1 903,7 G\$ au 31 juillet 2020).

8) Les biens sous gestion sont compris dans les montants présentés au titre des biens administrés.

9) Certaines informations des périodes précédentes ont été retraitées.

10) À partir du deuxième trimestre de 2020, les ratios reflètent les mesures transitoires relatives aux pertes de crédit attendues annoncées par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) le 27 mars 2020.

s. o. Sans objet.

Modifications à la présentation de l'information financière

Modifications apportées à nos secteurs d'activité

Les modifications suivantes ont été apportées à la présentation de l'information financière au cours du premier trimestre de 2021 :

- Les résultats de Financière Simplii et Pro-Investisseurs CIBC, qui étaient auparavant présentés dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, sont présentés dans le nouveau secteur Services financiers directs de Marchés des capitaux, à l'instar de ceux de certains autres services de paiement direct qui étaient déjà présentés dans Marchés des capitaux. Cette modification a été apportée pour assurer une meilleure harmonisation avec les mandats des unités d'exploitation stratégiques visées.
- Les résultats financiers liés aux activités de trésorerie aux États-Unis de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sont maintenant présentés dans l'unité Trésorerie de Siège social et autres. En outre, la méthode de fixation des prix de transfert entre Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et l'unité Trésorerie de Siège social et autres, a été améliorée. Ces deux modifications permettent d'aligner le traitement applicable à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sur celui qui s'applique à nos autres unités d'exploitation stratégiques et d'optimiser la gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité.

Les montants des périodes précédentes ont été révisés en conséquence. Les résultats de nos unités d'exploitation stratégiques et la méthode employée pour calculer leur rendement ont été touchés par ces modifications. Toutefois, elles n'ont eu aucune incidence sur nos résultats financiers consolidés.

Vue d'ensemble du rendement financier

Perspectives économiques

L'activité économique mondiale s'est intensifiée cette année, même si la pandémie de COVID-19, alimentée par le variant Delta plus contagieux, continue de nuire au rythme de la reprise, surtout dans les pays où les campagnes de vaccination accusent un retard. Les restrictions imposées par les gouvernements partout dans le monde pour limiter l'incidence de la vague d'infection ont été assouplies considérablement dans certains territoires, mais continuent de perturber les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale et les voyages internationaux. Le taux de vaccination a grimpé en flèche dans les pays développés et, bien que le virus demeure une menace, nos prévisions supposent que pour le contenir, des mesures sanitaires ciblées seront privilégiées plutôt que des arrêts généralisés de l'activité économique. Malgré l'accroissement de la demande de combustible à l'échelle mondiale, les prix du brut devraient se stabiliser près de leurs niveaux actuels pour le reste de l'année civile en raison du regain de l'offre des producteurs étrangers. Dans l'ensemble, le niveau des activités devrait continuer à reprendre de la vigueur dans les secteurs qui avaient été touchés par les mesures restrictives de santé publique.

Au Canada, après un recul de 5,3 % au cours de l'année civile 2020, le produit intérieur brut (PIB) réel devrait progresser d'environ 6 % au cours de l'année civile 2021, après une période de ralentissement au deuxième trimestre et un retour à une croissance plus rapide au cours du second semestre de l'année civile. Nous anticipons que le taux de chômage se situera, en moyenne, au milieu de la fourchette des 7 % au cours de l'année civile 2021, soit bien au-delà des niveaux du plein emploi. Une croissance supplémentaire de plus de 4 % est attendue au cours de l'année civile 2022 pour porter le taux de chômage sous la barre des 6 %, ce qui permettrait d'atteindre les niveaux du plein emploi au cours du deuxième semestre de l'année civile. Les entreprises et les ménages ont profité des mesures d'aide financière des gouvernements, ce qui devrait atténuer les répercussions du sous-emploi sur les taux d'insolvabilité, favoriser la croissance des activités et du crédit des ménages ainsi que le volume des transactions dans le commerce de détail par rapport au scénario qui se serait produit sans la mise en place des mesures. L'activité d'émission d'obligations d'État demeurera élevée afin de couvrir les déficits fédéraux et provinciaux en découlant. La Banque du Canada devrait continuer à maintenir ses taux d'intérêt à court terme aux niveaux actuels tout au long de l'année civile 2021, bien que les taux à plus long terme devraient grimper de pair sous l'effet de l'accélération de la croissance économique et de la réduction du programme d'achat d'actifs de la banque centrale au cours du reste de l'année. Nous devrions assister à une hausse du taux d'un quart de point vers la fin de l'année civile 2022 une fois que l'économie aura renoué avec le plein emploi.

Aux États-Unis, le PIB réel devrait s'accroître de plus de 6 % au cours de l'année civile 2021, après un recul de 3,5 % au cours de l'année civile précédente. Le taux de chômage devrait s'établir, en moyenne, au milieu de la fourchette des 5 % au cours de l'année civile 2021, soit plus d'un point de pourcentage au-dessus des niveaux du plein emploi. Le PIB réel devrait connaître une nouvelle hausse de plus de 4 % au cours de l'année civile 2022, ce qui devrait porter le taux de chômage sous la barre des 4 %. Les lois déjà adoptées pour assurer une relance massive devraient continuer à stimuler la demande et à offrir une aide accrue aux ménages et aux entreprises frappés par la pandémie, ce qui devrait réduire l'incidence de celle-ci sur les taux d'insolvabilité. Nous prévoyons que la Réserve fédérale américaine maintiendra ses taux d'intérêt à court terme aux alentours de zéro avant de les augmenter au cours du deuxième semestre de l'année civile 2022 et qu'elle attendra au début de 2022 pour commencer à ralentir le rythme des achats d'actifs effectués pour freiner la hausse des taux à long terme.

Les enjeux économiques découlant de la pandémie de COVID-19 se répercutent sur toutes nos unités d'exploitation stratégiques. Sur le plan du crédit, bien que nos perspectives se soient améliorées, portées par une croissance plus reluisante que prévu au cours des deux derniers trimestres, nous anticipons toujours que nos portefeuilles de prêts continueront de subir l'incidence défavorable des mesures sanitaires ciblées et de l'attitude prudente des consommateurs et des entreprises en réponse à la recrudescence de l'infection, le tout devant ainsi être atténué en partie par les programmes de relance massifs des gouvernements à l'intention des particuliers et des entreprises. Nous avons constaté des signes d'essoufflement dans la croissance, à mesure que le flux des sommes versées aux ménages et aux entreprises au titre des programmes de soutien gouvernementaux a diminué dans le contexte de reprise économique. Le contexte de faibles taux d'intérêt persistant devrait continuer à peser sur la marge d'intérêts nette de toutes nos unités d'exploitation stratégiques.

En ce qui a trait à Services bancaires personnels et PME, région du Canada, la croissance de la demande de prêts hypothécaires pourrait s'essouffler légèrement en raison de la nouvelle ligne directrice B-20 et des problèmes d'abordabilité. Nous prévoyons qu'elle continuera d'être modestement soutenue par la faiblesse des taux et que la demande de prêts non hypothécaires recommencera à croître légèrement sous l'effet de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie sur le plan de l'activité économique. La demande soutenue de prêts aux entreprises devrait se maintenir, les petites entreprises se préparant pour la reprise économique.

Nous anticipons que nos activités de gestion des avoirs au Canada et aux États-Unis profiteront de la poursuite de la reprise économique, les investisseurs étant à l'affût de solutions de rechange aux comptes d'épargne à faible taux.

Les activités de Marchés des capitaux devraient tirer parti des activités de fusions et acquisitions, compte tenu de l'augmentation des regroupements d'entreprises dans le contexte de la pandémie, et de l'accroissement de l'activité d'émission de titres de participation, mais pourraient aussi subir l'incidence défavorable de la diminution des émissions d'obligations de sociétés et de la baisse des produits de négociation par rapport aux sommets atteints en 2020.

La demande de prêts dans les activités de Groupe Entreprises au Canada et aux États-Unis a diminué au cours des derniers trimestres, mais elle devrait continuer à être soutenue par la poursuite de la reprise économique au second semestre de l'année civile.

Les perspectives économiques précitées s'appuient sur de nombreuses hypothèses et incertitudes quant aux répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 qui, au final, dépendront du taux d'adoption de la vaccination et de l'efficacité des vaccins pour contrôler à la fois les infections liées aux variants actuels et en émergence, ainsi que de la capacité des gouvernements, des entreprises et des systèmes de soins de santé à limiter efficacement la vague actuelle du virus et toute recrudescence future, dont celles liées aux nouveaux variants, de manière à éviter des arrêts généralisés de l'activité économique. Nos attentes sont fondées sur les informations actuellement à notre disposition, sous réserve de tout changement lorsque seront disponibles de nouveaux renseignements sur l'épidémiologie et les mesures sanitaires gouvernementales. Par conséquent, les résultats réels pourraient être très différents des résultats attendus.

La pandémie de COVID-19 et le contexte de faiblesse des taux d'intérêt continuent d'avoir des répercussions sur nos activités et nos résultats d'exploitation. Pour plus de précisions, se reporter aux sections Revue des résultats financiers et Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques. Mis à part les pressions précitées, notre situation financière et notre situation de fonds propres réglementaires et de liquidité demeurent saines. Pour plus de précisions, se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Risque de liquidité. L'incidence de la pandémie sur notre environnement de risque est décrite dans la section Principaux risques et nouveaux risques. Les variations du niveau d'incertitude économique attribuable à la pandémie continuent d'influer sur nos estimations et hypothèses comptables importantes, surtout en ce qui concerne l'estimation des pertes de crédit attendues. Pour plus de précisions, se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle et aux notes 2 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires. La reprise économique allant bon train et l'assouplissement des mesures restrictives de santé publique progressant de façon importante, nous avons réduit l'étendue de nos programmes d'aide aux clients au cours des derniers trimestres, leurs besoins ayant diminué. Pour plus de précisions sur nos programmes d'aide aux clients et les programmes d'allègement du gouvernement auxquels nous participons, se reporter aux sections Programmes d'aide aux clients de la CIBC en réponse à la COVID-19 et Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19.

Événements importants

Vente de FirstCaribbean International Bank Limited

Le 8 novembre 2019, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de 66,73 % des actions en circulation de FirstCaribbean International Bank Limited (CIBC FirstCaribbean) à GNB Financial Group Limited (GNB), sous réserve des approbations réglementaires, comme il a été énoncé à la note 4 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

En raison du long processus d'examen réglementaire, de l'incidence toujours plus néfaste de la pandémie de COVID-19 sur l'économie des Caraïbes et de nos nouvelles attentes quant à la probabilité et au moment de la réalisation d'une transaction éventuelle, nous avons mis fin au traitement comptable des actifs et passifs comme détenus en vue de la vente de CIBC FirstCaribbean au quatrième trimestre de 2020 et comptabilisé une dépréciation du goodwill de 220 M\$. Le 3 février 2021, nous avons annoncé que le projet de vente de CIBC FirstCaribbean à GNB n'avait pas reçu l'approbation des autorités de réglementation de CIBC FirstCaribbean et qu'il ne se réaliserait pas.

Revue des résultats financiers

Le résultat net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 1 730 M\$, en regard de 1 172 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 1 651 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat net ajusté¹ pour le trimestre s'est établi à 1 808 M\$, comparativement à 1 243 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 1 666 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action comme présenté pour le trimestre s'est établi à 3,76 \$, en regard de 2,55 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 3,55 \$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action ajusté¹ pour le trimestre considéré s'est établi à 3,93 \$, en regard de 2,71 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 3,59 \$ au trimestre précédent.

Au cours du trimestre considéré, les éléments d'importance suivants ont entraîné une augmentation des charges autres que d'intérêts de 105 M\$, une diminution de l'impôt sur le résultat de 27 M\$ et une baisse du résultat net de 78 M\$:

- une augmentation de 85 M\$ (63 M\$ après impôt) des provisions pour procédures judiciaires (Siège social et autres);
- un montant de 20 M\$ (15 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (13 M\$ après impôt pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et 2 M\$ après impôt pour Siège social et autres).

Produits nets d'intérêts²

Les produits nets d'intérêts ont progressé de 164 M\$, ou 6 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de l'accroissement des volumes dans l'ensemble de nos activités et de la hausse des produits de trésorerie, contrebalancés en partie par l'incidence de l'écart de change.

Les produits nets d'intérêts ont progressé de 146 M\$, ou 5 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des jours en plus que comptait le trimestre considéré, de l'accroissement des volumes et de la hausse des produits de trésorerie, le tout neutralisé en partie par la diminution des produits de négociation.

Les produits nets d'intérêts pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 ont progressé de 227 M\$, ou 3 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2020, en raison surtout de la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités et de la hausse des produits de négociation, contrebalancées en partie par le resserrement des marges sur produits en raison de l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt et l'incidence de l'écart de change.

Produits autres que d'intérêts²

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 184 M\$, ou 9 %, en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait essentiellement de l'augmentation des produits tirés des honoraires découlant d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés et de la croissance des ventes nettes, ainsi que de la progression de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation et des commissions sur crédit, le tout contrebalancé en partie par la baisse des produits de négociation. Les

données du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient également compte de l'incidence de rajustements de l'évaluation du crédit (REC) et de rajustements de l'évaluation liés au financement (REF) favorables.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 22 M\$, ou 1 %, en regard de ceux du trimestre précédent, du fait essentiellement de la diminution des produits de négociation, de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation, qui s'explique en partie par l'augmentation des produits tirés des honoraires découlant d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés et de la croissance des ventes nettes.

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 583 M\$, ou 10 %, en regard de ceux de la période correspondante de 2020, du fait essentiellement de l'augmentation des produits tirés des honoraires découlant d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés et de la croissance des ventes nettes, ainsi que de la progression de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation et des commissions sur crédit.

- 1) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.
- 2) Les activités de négociation et les stratégies de gestion des risques correspondantes peuvent périodiquement faire changer la nature des produits, tantôt des produits nets d'intérêts, tantôt des produits autres que d'intérêts. Par conséquent, nous considérons que le total des produits de négociation est la meilleure mesure du rendement des activités de négociation.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|---|------------------------------------|-----------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 ¹ | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 ¹ |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances – prêts douteux | | | | | |
| Services bancaires personnels et PME, région du Canada | 82 \$ | 206 \$ | 147 \$ | 397 \$ | 537 \$ |
| Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada | (11) | (8) | 45 | - | 141 |
| Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis | 25 | 23 | 42 | 96 | 78 |
| Marchés des capitaux | (18) | 8 | 60 | 32 | 101 |
| Siège social et autres | 30 | 17 | 6 | 65 | 30 |
| | 108 | 246 | 300 | 590 | 887 |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances – prêts productifs | | | | | |
| Services bancaires personnels et PME, région du Canada | (15) | (141) | 70 | (211) | 531 |
| Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada | (38) | (10) | 12 | (34) | 137 |
| Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis | (82) | (35) | 118 | (120) | 327 |
| Marchés des capitaux | (42) | (19) | 4 | (98) | 193 |
| Siège social et autres | (30) | (9) | 21 | (47) | 123 |
| | (207) | (214) | 225 | (510) | 1 311 |
| | (99)\$ | 32 \$ | 525 \$ | 80 \$ | 2 198 \$ |

1) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

La dotation à la provision pour pertes sur créances correspond à une reprise de la provision de 99 M\$ comparativement à une provision de 525 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs de 207 M\$ découle surtout d'une évolution favorable de nos perspectives économiques, alors qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une dotation à la provision pour pertes sur créances, attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19, avait été comptabilisée. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a reculé de 192 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait surtout de la diminution des dépréciations, déduction faite des reprises, dans l'ensemble de nos unités d'exploitation stratégiques, à l'exception de Siège social et autres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances correspond à une reprise de la provision au trimestre considéré, étant donné que la reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a été supérieure à la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux, comparativement à une dotation pour pertes sur créances au trimestre précédent caractérisée par une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux supérieure à la reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a été comparable à celle du trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué, en raison surtout d'une baisse des radiations et des dépréciations dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a diminué de 2 118 M\$, ou 96 %, par rapport à celle de la période correspondante de 2020. Nous avons comptabilisé une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs au cours de la période précédente, de même qu'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux par rapport à celle de la période précédente, compte tenu de l'évolution favorable de nos perspectives économiques au cours de la période considérée, comparativement à leur détérioration au cours de la période correspondante de l'exercice précédent sous l'effet néfaste du début de la pandémie de COVID-19.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 216 M\$, ou 8 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse de la rémunération liée au rendement et de l'augmentation des dépenses liées aux initiatives stratégiques. Au cours des deux trimestres, une hausse des provisions pour procédures judiciaires, présentée à titre d'élément d'importance, a été comptabilisée.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 162 M\$, ou 6 %, par rapport à celles du trimestre précédent, du fait surtout de la hausse susmentionnée des provisions pour procédures judiciaires, d'un ajustement favorable des taxes à la consommation au trimestre précédent et de l'augmentation de la rémunération liée au rendement.

Les charges autres que d'intérêts pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 ont diminué de 71 M\$, ou 1 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, étant donné que des charges de restructuration essentiellement liées à des indemnités de départ, et présentées à titre d'élément d'importance, avaient été comptabilisées à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période considérée, une baisse des coûts liés à l'expansion des affaires, une diminution des coûts liés à la pandémie de COVID-19 et un ajustement favorable des taxes à la consommation ont été pris en compte, le tout contrebalancé en partie par une hausse de la rémunération liée au rendement et une augmentation des dépenses liées aux initiatives stratégiques.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 198 M\$, ou 64 %, comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 14 M\$, ou 3 %, comparativement à celle du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

La charge d'impôt sur le résultat pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a augmenté de 769 M\$, ou 110 %, par rapport à celle de la période correspondante de 2020, ce qui s'explique principalement par la hausse du résultat.

Au cours d'exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a établi de nouvelles cotisations dans lesquelles elle refusait la déduction de paiements au titre du règlement dans l'affaire Enron et la déduction des frais juridiques connexes (les « frais liés à Enron »). En janvier 2019, la CIBC a conclu avec l'ARC une entente de règlement (l'« entente ») permettant d'établir avec certitude la partie des frais liés à Enron qui sont déductibles au Canada. L'entente a entraîné la comptabilisation d'un recouvrement d'impôt net de 38 M\$ au premier trimestre de 2019. Ce recouvrement d'impôt a été établi en tenant compte d'un remboursement d'intérêts imposable au Canada et de la partie des frais liés à Enron qui devraient être déductibles aux États-Unis (la « déduction aux États-Unis »). La déduction aux États-Unis n'a pas encore été acceptée par l'Internal Revenue Service. Le montant des avantages d'impôt comptabilisés aux États-Unis pourrait nécessiter des ajustements.

L'ARC a réclamé à la CIBC, dans le cadre de nouvelles cotisations, un montant d'impôt supplémentaire d'environ 1 420 M\$ au motif que certains dividendes reçus de sociétés canadiennes de 2011 à 2016 étaient non déductibles parce qu'ils s'inscrivaient dans le cadre d'un « mécanisme de transfert de dividendes ». Les dividendes visés par les nouvelles cotisations s'apparentent à ceux visés prospectivement par les règles proposées dans les budgets fédéraux canadiens de 2015 et de 2018. En août 2021, la CIBC a déposé un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt et l'affaire fait maintenant l'objet d'un litige. Il est possible que la CIBC fasse l'objet de nouvelles cotisations visant des années ultérieures pour les mêmes raisons. La CIBC est persuadée que ses positions fiscales sont justifiées et entend se défendre vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Change

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion du dollar américain sur les principaux postes de notre compte de résultat consolidé intermédiaire qui découle de fluctuations de taux de change moyens.

| En millions de dollars, sauf les montants par action | Pour les trois mois clos les | | Pour les neuf mois clos les |
|---|--|--|--|
| | 31 juill. 2021 par rapport au 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 par rapport au 30 avr. 2021 | 31 juill. 2021 par rapport au 31 juill. 2020 |
| Augmentation (diminution) estimative des éléments suivants : | | | |
| Total des produits | (105) \$ | (18) \$ | (243) \$ |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances | 10 | 2 | 11 |
| Charges autres que d'intérêts | (49) | (9) | (113) |
| Impôt sur le résultat | (10) | (2) | (20) |
| Résultat net | (56) | (9) | (121) |
| Incidence sur le résultat par action : | | | |
| De base | (0,12) \$ | (0,02) \$ | (0,27) \$ |
| Dilué | (0,12) | (0,02) | (0,27) |
| Appréciation (dépréciation) moyenne du \$ US par rapport au \$ CA | (9,3) % | (1,7) % | (7,1) % |

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données sur les actions, pour les trois mois clos les

| | 2021 | | | | 2020 | | 2019 | |
|--|-----------|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|----------|
| | 31 juill. | 30 avr. | 31 janv. | 31 oct. | 31 juill. | 30 avr. | 31 janv. | 31 oct. |
| Produits | | | | | | | | |
| Services bancaires personnels et PME, région du Canada ¹ | 2 056 \$ | 1 941 \$ | 2 025 \$ | 1 997 \$ | 1 910 \$ | 1 936 \$ | 2 079 \$ | 2 095 \$ |
| Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada | 1 207 | 1 135 | 1 088 | 1 028 | 1 013 | 1 025 | 1 055 | 1 026 |
| Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis ¹ | 539 | 532 | 561 | 519 | 512 | 511 | 501 | 492 |
| Marchés des capitaux ^{1,2} | 1 140 | 1 194 | 1 174 | 934 | 1 146 | 967 | 1 006 | 870 |
| Siège social et autres ^{1,2} | 114 | 130 | 115 | 122 | 127 | 139 | 214 | 289 |
| Total des produits | 5 056 \$ | 4 932 \$ | 4 963 \$ | 4 600 \$ | 4 708 \$ | 4 578 \$ | 4 855 \$ | 4 772 \$ |
| Produits nets d'intérêts | 2 893 \$ | 2 747 \$ | 2 839 \$ | 2 792 \$ | 2 729 \$ | 2 762 \$ | 2 761 \$ | 2 801 \$ |
| Produits autres que d'intérêts | 2 163 | 2 185 | 2 124 | 1 808 | 1 979 | 1 816 | 2 094 | 1 971 |
| Total des produits | 5 056 | 4 932 | 4 963 | 4 600 | 4 708 | 4 578 | 4 855 | 4 772 |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (99) | 32 | 147 | 291 | 525 | 1 412 | 261 | 402 |
| Charges autres que d'intérêts | 2 918 | 2 756 | 2 726 | 2 891 | 2 702 | 2 704 | 3 065 | 2 838 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 2 237 | 2 144 | 2 090 | 1 418 | 1 481 | 462 | 1 529 | 1 532 |
| Impôt sur le résultat | 507 | 493 | 465 | 402 | 309 | 70 | 317 | 339 |
| Résultat net | 1 730 \$ | 1 651 \$ | 1 625 \$ | 1 016 \$ | 1 172 \$ | 392 \$ | 1 212 \$ | 1 193 \$ |
| Résultat net (perte nette) applicable aux : | | | | | | | | |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 5 \$ | 4 \$ | 4 \$ | 1 \$ | 2 \$ | (8) \$ | 7 \$ | 8 \$ |
| Actionnaires | 1 725 | 1 647 | 1 621 | 1 015 | 1 170 | 400 | 1 205 | 1 185 |
| Résul – De base | 3,77 \$ | 3,56 \$ | 3,56 \$ | 2,21 \$ | 2,56 \$ | 0,83 \$ | 2,64 \$ | 2,59 \$ |
| – Dilué | 3,76 | 3,55 | 3,55 | 2,20 | 2,55 | 0,83 | 2,63 | 2,58 |

1) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

2) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux sont présentés sur une BIE, et les montants compensatoires équivalents inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat sont présentés dans Siège social et autres.

Les facteurs saisonniers ont une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le deuxième trimestre compte moins de jours que les autres trimestres, ce qui engendre généralement une diminution des résultats. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de négociation.

Produits

Les produits tirés des activités de prêts et de dépôts dépendent habituellement de l'environnement des taux d'intérêt, de la croissance des volumes et des honoraires tirés des activités transactionnelles des clients. Nos activités de gestion des avoirs sont arrimées à la conjoncture du marché et aux activités de ventes nettes, qui ont une incidence sur les biens sous gestion et les biens administrés, ainsi qu'au niveau d'activités de placement de nos clients. Les produits de Marchés des capitaux sont également tributaires, dans une mesure importante, de la conjoncture des marchés qui a une incidence sur l'activité de négociation des clients et sur les activités de prise ferme. La pandémie de COVID-19 qui sévit depuis le deuxième trimestre de 2020 et la faiblesse des taux d'intérêt continuent de se répercuter sur l'ensemble de nos unités d'exploitation stratégiques.

Les produits de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, ont été minés par la faiblesse des taux d'intérêt et par la baisse des activités transactionnelles des clients en raison de la pandémie de COVID-19, ce qui a été en partie compensé par la croissance des volumes.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, a profité de la croissance des volumes, tant au chapitre des prêts que des dépôts. La croissance des prêts avait été faible pendant la plus grande partie de l'exercice 2020 en raison de l'incertitude économique engendrée par la pandémie, mais elle s'est intensifiée au cours des deuxième et troisième trimestres de 2021, sous l'effet de la reprise économique. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le contexte de taux d'intérêt bas. L'accroissement des biens administrés et des biens sous gestion de Gestion des avoirs a été stimulé par le rendement robuste du marché et le fort dynamisme des ventes qui a fait suite à la période de volatilité des marchés observée au deuxième trimestre de 2020.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, a été stimulé par la croissance des clients stratégiques qui a généré une augmentation des prêts, des dépôts, des biens sous gestion et des honoraires. L'accroissement des biens administrés et des biens sous gestion de Gestion des avoirs a été stimulé par la reprise soutenue du marché et le fort dynamisme des ventes qui a fait suite à la période de volatilité des marchés observée au deuxième trimestre de 2020.

Marchés des capitaux avait affiché une baisse des produits de négociation aux deuxième et troisième trimestres de 2020, mais a présenté une hausse des produits tirés des activités de prise ferme et de consultation aux deuxième et troisième trimestres de 2021.

Les produits de Siège social et autres font état, à compter du premier trimestre de 2020, de l'incidence des changements liés à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, laquelle a été en grande partie contrebalancée dans les charges autres que d'intérêts. Du deuxième trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2021, la pandémie de COVID-19 a donné lieu à un coût de liquidités excédentaires qui a eu des répercussions défavorables sur les produits. L'environnement des taux d'intérêt et le resserrement des marges ont, quant à eux, fait reculer les produits des services bancaires internationaux. Les produits inscrits au quatrième trimestre de 2019 présentaient des produits d'intérêts au titre du règlement de certaines questions liées à l'impôt sur le résultat.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et de la performance au chapitre du crédit dans les portefeuilles de prêts ainsi que de l'évolution des perspectives économiques. Compte tenu de l'incidence de la pandémie de COVID-19 depuis le deuxième trimestre de 2020, nos portefeuilles de prêts ont subi l'effet du ralentissement de l'activité économique provoqué par les mesures restrictives de santé publique ainsi que du déclin des dépenses de consommation, effets qui ont été atténués dans une large mesure par les programmes de relance et d'allègement d'envergure des gouvernements à l'intention des particuliers et des entreprises. Les mesures de santé publique dans certains territoires ont été assouplies en réponse au taux de vaccination croissant et au début de la reprise économique, mais des incertitudes demeurent quant au contexte économique. L'estimation des pertes sur créances dans le contexte actuel nécessite une part de jugement considérable. L'incidence définitive de la COVID-19 dépendra du taux d'adoption de la vaccination et de l'efficacité des vaccins pour contrôler à la fois les infections liées aux variants actuels et en émergence, ainsi que de la capacité des gouvernements, des entreprises et des systèmes de soins de santé à limiter efficacement l'incidence des vagues de contagion attendues, dont celles liées aux variants, de manière à éviter des arrêts généralisés de l'activité économique. La mesure dans laquelle les mesures de santé publique limiteront l'activité économique est cruciale à la concrétisation de nos attentes quant à une reprise économique soutenue au cours du quatrième trimestre de 2021 et à la dotation à la provision pour pertes sur créances qui en découlera.

L'augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs au cours du deuxième trimestre et, dans une moindre mesure, du troisième trimestre de 2020 est attribuable à l'émergence de la pandémie de COVID-19 et à la pression persistante exercée sur les prix du pétrole, et qui se sont répercutées sur l'ensemble des unités d'exploitation stratégiques. Nos perspectives à l'égard des trois premiers trimestres de 2021 se sont légèrement améliorées.

Pour Services bancaires personnels et PME, région du Canada, les résultats du quatrième trimestre de 2019 comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus élevée dans le portefeuille des prêts personnels. Les résultats des troisième et quatrième trimestres de 2020 et du premier trimestre de 2021 tenaient compte d'une baisse du nombre de cas d'insolvabilité et des radiations au titre des cartes de crédit. La baisse du nombre de cas d'insolvabilité est conforme à la tendance nationale canadienne. Le nombre peu élevé de radiations s'explique par l'aide fournie aux clients dans le cadre des programmes de report de paiement de la Banque, la baisse des dépenses des clients et le soutien offert par le gouvernement. Les résultats du deuxième trimestre de 2021 comprenaient une augmentation des radiations au titre des cartes de crédit, principalement attribuable à un segment relativement petit de soldes de clients qui s'étaient auparavant prévalus des programmes de report de paiement et dont la sous-performance continue a mené à la radiation des montants connexes après leur sortie des programmes.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, une dotation à la provision pour dépréciation liée à la fraude a été comptabilisée aux premier et troisième trimestres de 2020, de même qu'au quatrième trimestre de 2019.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, les résultats du premier trimestre de 2021, du deuxième semestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019 comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus importante. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux aux États-Unis demeure élevée.

Pour Marchés des capitaux, les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2020 et du deuxième semestre de 2019 comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus élevée dans le secteur pétrolier et gazier.

Pour Siège social et autres, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été plus élevée au troisième trimestre de 2021, fait surtout attribuable à CIBC FirstCaribbean.

Charges autres que d'intérêts

Les fluctuations des charges autres que d'intérêts au cours de la période ont découlé en grande partie des variations de salaire du personnel, des investissements dans les initiatives stratégiques et des variations des taux de change. Les résultats du quatrième trimestre de 2019 et ceux des deuxième et quatrième trimestres de 2020 présentaient des dépréciations du goodwill lié à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean. Des augmentations des provisions pour procédures judiciaires dans Siège social et autres, présentées à titre d'élément d'importance, ont été comptabilisées au quatrième trimestre de 2019, au troisième trimestre de 2020 et au troisième trimestre de 2021. Les résultats du

premier trimestre de 2020 comprenaient des charges de restructuration liées aux initiatives en cours visant à transformer notre structure de coût et à simplifier notre Banque. Les résultats du quatrième trimestre de 2020 incluaient une charge liée à la consolidation de notre portefeuille de prêts immobiliers du fait de notre emménagement prochain dans notre nouveau siège social mondial ainsi qu'un profit attribuable aux modifications apportées aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat fluctue en fonction des variations du résultat assujéti à l'impôt et des territoires desquels le résultat provient. Il peut également subir l'incidence d'éléments importants et du montant du résultat exonéré d'impôt.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous avons recours à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité, tel qu'il est décrit ci-après. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR (IFRS), tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent permettre aux investisseurs de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes.

La direction évalue les résultats comme présentés et ajustés et juge que les deux façons sont des mesures de performance utiles. Les résultats ajustés excluent les éléments d'importance des résultats présentés et servent à calculer nos mesures ajustées. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR.

Pour plus de précisions sur les mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 16 de notre Rapport annuel 2020.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR.

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|---|---------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Résultats d'exploitation – comme présentés | | | | | |
| Total des produits | 5 056 \$ | 4 932 \$ | 4 708 \$ | 14 951 \$ | 14 141 \$ |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (99) | 32 | 525 | 80 | 2 198 |
| Charges autres que d'intérêts | 2 918 | 2 756 | 2 702 | 8 400 | 8 471 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 2 237 | 2 144 | 1 481 | 6 471 | 3 472 |
| Impôt sur le résultat | 507 | 493 | 309 | 1 465 | 696 |
| Résultat net | 1 730 | 1 651 | 1 172 | 5 006 | 2 776 |
| Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle | 5 | 4 | 2 | 13 | 1 |
| Résultat net applicable aux actionnaires | 1 725 | 1 647 | 1 170 | 4 993 | 2 775 |
| Résultat dilué par action (\$) | 3,76 \$ | 3,55 \$ | 2,55 \$ | 10,86 \$ | 6,02 \$ |
| Incidence des éléments d'importance¹ | | | | | |
| Charges autres que d'intérêts | | | | | |
| Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ² | (20) \$ | (20) \$ | (26) \$ | (60) \$ | (82) \$ |
| Charges de restructuration ³ | - | - | - | - | (339) |
| Dépréciation du goodwill ⁴ | - | - | - | - | (28) |
| Augmentation des provisions pour procédures judiciaires ⁵ | (85) | - | (70) | (85) | (70) |
| Incidence des éléments d'importance sur les charges autres que d'intérêts | (105) | (20) | (96) | (145) | (519) |
| Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net | 105 | 20 | 96 | 145 | 519 |
| Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ² | 5 | 5 | 6 | 15 | 20 |
| Charges de restructuration ³ | - | - | - | - | 89 |
| Augmentation des provisions pour procédures judiciaires ⁵ | 22 | - | 19 | 22 | 19 |
| Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat | 27 | 5 | 25 | 37 | 128 |
| Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net | 78 | 15 | 71 | 108 | 391 |
| Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$) | 0,17 \$ | 0,04 \$ | 0,16 \$ | 0,24 \$ | 0,88 \$ |
| Résultats d'exploitation – ajustés⁶ | | | | | |
| Total des produits ⁷ | 5 056 \$ | 4 932 \$ | 4 708 \$ | 14 951 \$ | 14 141 \$ |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (99) | 32 | 525 | 80 | 2 198 |
| Charges autres que d'intérêts | 2 813 | 2 736 | 2 606 | 8 255 | 7 952 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 2 342 | 2 164 | 1 577 | 6 616 | 3 991 |
| Impôt sur le résultat | 534 | 498 | 334 | 1 502 | 824 |
| Résultat net | 1 808 | 1 666 | 1 243 | 5 114 | 3 167 |
| Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle | 5 | 4 | 2 | 13 | 1 |
| Résultat net applicable aux actionnaires | 1 803 | 1 662 | 1 241 | 5 101 | 3 166 |
| Résultat dilué par action ajusté (\$) | 3,93 \$ | 3,59 \$ | 2,71 \$ | 11,10 \$ | 6,90 \$ |

1) Reflète l'incidence des éléments d'importance sur les résultats ajustés par comparaison avec les résultats comme présentés.

2) L'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions est comptabilisé dans l'unité d'exploitation stratégique de la société acquise ou dans Siège social et autres. Le tableau ci-après en présente un sommaire.

| | | | | | |
|---|------|------|--------|------|--------|
| Services bancaires personnels et PME, région du Canada (avant impôt) | - \$ | - \$ | (2) \$ | - \$ | (6) \$ |
| Services bancaires personnels et PME, région du Canada (après impôt) | - | - | (2) | - | (5) |
| Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (avant impôt) | (17) | (18) | (21) | (52) | (66) |
| Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (après impôt) | (13) | (13) | (15) | (38) | (48) |
| Siège social et autres (avant impôt) | (3) | (2) | (3) | (8) | (10) |
| Siège social et autres (après impôt) | (2) | (2) | (3) | (7) | (9) |

3) Charges de restructuration liées aux efforts soutenus visant à transformer notre structure de coûts et à simplifier les activités de la Banque. Ces charges, présentées à titre d'élément d'importance, sont essentiellement liées à des indemnités de départ et aux coûts connexes et ont été comptabilisées dans Siège social et autres.

4) Dépréciation du goodwill liée à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean comptabilisée dans Siège social et autres.

5) Comptabilisée dans Siège social et autres.

6) Ajustés pour ne pas tenir compte de l'incidence des éléments d'importance.

7) Compte non tenu d'un ajustement selon la base d'imposition équivalente (BIE) de 51 M\$ pour le trimestre considéré (51 M\$ au 30 avril 2021 et 51 M\$ au 31 juillet 2020) et de 156 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (146 M\$ au 31 juillet 2020). Notre coefficient d'efficacité ajusté et notre levier d'exploitation ajusté sont calculés selon une BIE. Pour plus de précisions sur la BIE se reporter aux pages 16 et 19 de notre Rapport annuel 2020.

Le tableau ci-après présente le sommaire des résultats ajustés par unité d'exploitation stratégique¹.

| En millions de dollars, pour les trois mois clos les | | Services bancaires personnels et PME, région du Canada | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis | Marchés des capitaux | Siège social et autres | Total CIBC |
|--|--|--|--|---|----------------------|------------------------|-----------------|
| 31 juill. 2021 | Résultat net (perte nette) comme présenté(e) | 642 \$ | 470 \$ | 266 \$ | 491 \$ | (139) \$ | 1 730 \$ |
| | Incidence après impôt des éléments d'importance¹ | - | - | 13 | - | 65 | 78 |
| | Résultat net (perte nette) ajusté(e)² | 642 \$ | 470 \$ | 279 \$ | 491 \$ | (74) \$ | 1 808 \$ |
| 30 avr. 2021 | Résultat net (perte nette) comme présenté(e) | 603 \$ | 399 \$ | 216 \$ | 495 \$ | (62) \$ | 1 651 \$ |
| | Incidence après impôt des éléments d'importance ¹ | - | - | 13 | - | 2 | 15 |
| | Résultat net (perte nette) ajusté(e) ² | 603 \$ | 399 \$ | 229 \$ | 495 \$ | (60) \$ | 1 666 \$ |
| 31 juill. 2020 ³ | Résultat net (perte nette) comme présenté(e) | 457 \$ | 320 \$ | 60 \$ | 443 \$ | (108) \$ | 1 172 \$ |
| | Incidence après impôt des éléments d'importance ¹ | 2 | - | 15 | - | 54 | 71 |
| | Résultat net (perte nette) ajusté(e) ² | 459 \$ | 320 \$ | 75 \$ | 443 \$ | (54) \$ | 1 243 \$ |
| En millions de dollars, pour les neuf mois clos les | | | | | | | |
| 31 juill. 2021 | Résultat net (perte nette) comme présenté(e) | 1 897 \$ | 1 223 \$ | 670 \$ | 1 479 \$ | (263) \$ | 5 006 \$ |
| | Incidence après impôt des éléments d'importance¹ | - | - | 38 | - | 70 | 108 |
| | Résultat net (perte nette) ajusté(e)² | 1 897 \$ | 1 223 \$ | 708 \$ | 1 479 \$ | (193) \$ | 5 114 \$ |
| 31 juill. 2020 ³ | Résultat net (perte nette) comme présenté(e) | 1 195 \$ | 862 \$ | 240 \$ | 998 \$ | (519) \$ | 2 776 \$ |
| | Incidence après impôt des éléments d'importance ¹ | 5 | - | 48 | - | 338 | 391 |
| | Résultat net (perte nette) ajusté(e) ² | 1 200 \$ | 862 \$ | 288 \$ | 998 \$ | (181) \$ | 3 167 \$ |

1) Reflète l'incidence des éléments d'importance susmentionnés.

2) Mesure non conforme aux PCGR.

3) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégiques

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégiques : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégiques bénéficient du soutien des groupes fonctionnels suivants qui font tous partie de Siège social et autres : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement dans l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les principales méthodes et hypothèses utilisées dans la présentation des résultats financiers des unités d'exploitation stratégiques sont présentées à la page 19 de notre Rapport annuel 2020.

Des modifications à la présentation de l'information financière ont été apportées au premier trimestre de 2021, lesquelles ont eu une incidence sur les résultats des unités d'exploitation stratégiques. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada

Services bancaires personnels et PME, région du Canada, offre aux particuliers et aux entreprises au Canada des conseils, des produits et des services financiers par l'entremise de centres bancaires et de canaux numériques, mobiles ou d'accès à distance.

Résultats¹

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|---|------------------------------|--------------|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 ² | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 ² |
| Produits | 2 056 \$ | 1 941 \$ | 1 910 \$ | 6 022 \$ | 5 925 \$ |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | | | | | |
| Prêts douteux | 82 | 206 | 147 | 397 | 537 |
| Prêts productifs | (15) | (141) | 70 | (211) | 531 |
| Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances | 67 | 65 | 217 | 186 | 1 068 |
| Charges autres que d'intérêts | 1 118 | 1 058 | 1 072 | 3 262 | 3 232 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 871 | 818 | 621 | 2 574 | 1 625 |
| Impôt sur le résultat | 229 | 215 | 164 | 677 | 430 |
| Résultat net | 642 \$ | 603 \$ | 457 \$ | 1 897 \$ | 1 195 \$ |
| Résultat net applicable aux : | | | | | |
| Actionnaires | 642 \$ | 603 \$ | 457 \$ | 1 897 \$ | 1 195 \$ |
| Coefficient d'efficacité | 54,4 % | 54,5 % | 56,1 % | 54,2 % | 54,5 % |
| Rendement des capitaux propres ³ | 38,6 % | 37,9 % | 27,7 % | 38,8 % | 24,1 % |
| Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ³ | 6 595 \$ | 6 530 \$ | 6 574 \$ | 6 536 \$ | 6 618 \$ |
| Équivalents temps plein | 12 578 | 12 525 | 12 287 | 12 578 | 12 287 |

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

Aperçu financier

Le résultat net du trimestre s'est établi à 642 M\$, en hausse de 185 M\$, en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la hausse des produits, contrebalancées en partie par l'accroissement des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net a progressé de 39 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement de l'augmentation des produits, en partie neutralisée par la hausse des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 s'est établi à 1 897 M\$, en hausse de 702 M\$ en regard de celui de la période correspondante de 2020, du fait essentiellement de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Produits

Les produits ont augmenté de 146 M\$, ou 8 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la croissance des volumes et de la progression des honoraires, le tout contrebalancé en partie par la diminution des marges sur produits du fait surtout de l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt.

Les produits se sont accrus de 115 M\$, ou 6 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des jours en plus que comptait le trimestre considéré, de l'accroissement des volumes et la progression des honoraires.

Les produits pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 ont progressé de 97 M\$, ou 2 %, par rapport à ceux de la période correspondante de 2020, en raison surtout de l'accroissement des volumes et de la progression des honoraires, contrebalancés en partie par la diminution des marges sur produits du fait surtout de l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 150 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au trimestre considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant essentiellement d'une évolution favorable de nos perspectives économiques a été comptabilisée, alors qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent il s'agissait d'une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué, du fait de la diminution des radiations au titre des prêts personnels et de la baisse de la dotation à la provision au titre des prêts personnels et des prêts hypothécaires à l'habitation, neutralisées en partie par l'augmentation des radiations au titre des cartes de crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué sous l'effet de la détérioration des perspectives issues des indicateurs prospectifs à l'égard des prêts personnels, alors, qu'au trimestre précédent, un nombre plus élevé de prêts productifs avaient été reclassés en prêts douteux. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a chuté, en raison de la baisse des radiations au titre des cartes de crédit et de la diminution de la dotation à la provision dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a diminué de 882 M\$ par rapport à celle de la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs et sur prêts douteux a diminué par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur cette dernière.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 46 M\$, ou 4 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation des dépenses liées aux initiatives stratégiques et des salaires du personnel.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 60 M\$, ou 6 %, par rapport à celles du trimestre précédent, du fait surtout d'un ajustement favorable des taxes à la consommation au trimestre précédent et de l'augmentation des salaires du personnel.

Les charges autres que d'intérêts pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 ont progressé de 30 M\$, ou 1 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, en lien surtout avec l'augmentation des dépenses liées aux initiatives stratégiques et des salaires du personnel, partiellement contrebalancée par un ajustement favorable des taxes à la consommation au cours de la période considérée.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 65 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 14 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

L'impôt sur le résultat pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a augmenté de 247 M\$, comparativement à celui de la période correspondante de 2020, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse du résultat.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada, ainsi que des services de gestion d'actifs aux investisseurs institutionnels.

Résultats¹

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|---|------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Produits | | | | | |
| Groupe Entreprises | 475 \$ | 435 \$ | 417 \$ | 1 338 \$ | 1 254 \$ |
| Gestion des avoirs | 732 | 700 | 596 | 2 092 | 1 839 |
| Total des produits | 1 207 | 1 135 | 1 013 | 3 430 | 3 093 |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | | | | | |
| Prêts douteux | (11) | (8) | 45 | - | 141 |
| Prêts productifs | (38) | (10) | 12 | (34) | 137 |
| Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (49) | (18) | 57 | (34) | 278 |
| Charges autres que d'intérêts | 617 | 608 | 519 | 1 797 | 1 639 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 639 | 545 | 437 | 1 667 | 1 176 |
| Impôt sur le résultat | 169 | 146 | 117 | 444 | 314 |
| Résultat net | 470 \$ | 399 \$ | 320 \$ | 1 223 \$ | 862 \$ |
| Résultat net applicable aux : | | | | | |
| Actionnaires | 470 \$ | 399 \$ | 320 \$ | 1 223 \$ | 862 \$ |
| Coefficient d'efficacité | 51,2 % | 53,5 % | 51,2 % | 52,4 % | 53,0 % |
| Rendement des capitaux propres ² | 27,2 % | 24,4 % | 19,4 % | 24,4 % | 17,9 % |
| Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ² | 6 863 \$ | 6 704 \$ | 6 591 \$ | 6 712 \$ | 6 421 \$ |
| Équivalents temps plein | 5 256 | 5 136 | 4 981 | 5 256 | 4 981 |

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

Aperçu financier

Le résultat net pour le trimestre considéré s'est établi à 470 M\$, en hausse de 150 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des produits, ainsi que par la prise en compte d'une reprise de la provision au trimestre considéré comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances à l'exercice précédent, le tout en partie contrebalancé par une hausse des charges autres que d'intérêts.

Au cours du trimestre considéré, le résultat net a progressé de 71 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement de l'accroissement des produits et de la hausse de la reprise de la provision pour pertes sur créances, neutralisés en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 s'est établi à 1 223 M\$, en hausse de 361 M\$ par rapport à celui de la période correspondante de 2020, ce qui découle surtout de l'augmentation des produits et de la prise en compte d'une reprise de la provision pour la période considérée comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances pour la période précédente, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges autres que d'intérêts.

Produits

Les produits ont augmenté de 194 M\$, ou 19 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 58 M\$, en raison essentiellement de la hausse des honoraires et de la croissance des volumes.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 136 M\$ en raison principalement de la hausse des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et de la croissance des ventes nettes, et de l'augmentation des produits tirés des commissions liée à l'accroissement des activités des clients.

Les produits ont augmenté de 72 M\$, ou 6 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 40 M\$, en lien surtout avec la croissance des volumes, l'incidence de jours en plus que comptait le trimestre considéré et la progression des honoraires.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 32 M\$ en raison surtout de l'augmentation des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, les produits se sont accrus de 337 M\$, ou 11 %, en comparaison de ceux de la période correspondante de 2020.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 84 M\$, en raison essentiellement de la hausse des honoraires et de la croissance des volumes, en partie contrebalancées par le resserrement de l'écart de taux lié aux produits.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 253 M\$ en raison principalement de la hausse des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et de la croissance des ventes nettes, et de l'augmentation des produits tirés des commissions liée à l'accroissement des activités des clients.

Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances correspond à une reprise de la provision de 49 M\$ comparativement à une provision pour pertes sur créances de 57 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au trimestre considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques a été comptabilisée, alors qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons inscrit une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à l'augmentation de la dotation à la provision au début de la pandémie de COVID-19. Au trimestre considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts douteux liée aux secteurs des services de détail et de gros a été enregistrée, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances découlant surtout des secteurs des services de détail et de gros au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La reprise de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 31 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté particulièrement sous l'effet d'une évolution encore plus favorable de nos perspectives économiques. La reprise de la provision pour pertes sur prêts douteux a été comparable à celle du trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 correspond à une reprise de la provision 34 M\$ par rapport à une provision de 278 M\$ à la période correspondante de 2020. Au cours de la période de neuf mois de l'exercice considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques a été enregistrée, par comparaison avec une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19 au trimestre correspondant de l'exercice 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur la période de neuf mois de l'exercice 2020.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 98 M\$, ou 19 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 9 M\$, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse de la rémunération liée au rendement.

Les charges autres que d'intérêts pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 ont grimpé de 158 M\$, ou 10 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, en raison principalement de la hausse de la rémunération liée au rendement.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 52 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 23 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

L'impôt sur le résultat pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a augmenté de 130 M\$, comparativement à celui de la période correspondante de 2020, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse du résultat.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, offre des services bancaires commerciaux et des services de gestion privée de patrimoine aux États-Unis, ainsi que des services bancaires aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises dans quatre marchés du Midwest américain. Ses activités sont principalement axées sur les sociétés du marché intermédiaire et les sociétés de taille moyenne, ainsi que sur les particuliers et les familles à valeur nette élevée.

Résultats en dollars canadiens¹

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|------------------------------|-----------------|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 ² | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 ² |
| Produits | | | | | |
| Groupe Entreprises | 350 \$ | 347 \$ | 362 \$ | 1 078 \$ | 1 059 \$ |
| Gestion des avoirs ³ | 189 | 185 | 150 | 554 | 465 |
| Total des produits ⁴ | 539 | 532 | 512 | 1 632 | 1 524 |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | | | | | |
| Prêts douteux | 25 | 23 | 42 | 96 | 78 |
| Prêts productifs | (82) | (35) | 118 | (120) | 327 |
| Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (57) | (12) | 160 | (24) | 405 |
| Charges autres que d'intérêts | 274 | 271 | 270 | 825 | 859 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 322 | 273 | 82 | 831 | 260 |
| Impôt sur le résultat | 56 | 57 | 22 | 161 | 20 |
| Résultat net | 266 \$ | 216 \$ | 60 \$ | 670 \$ | 240 \$ |
| Résultat net applicable aux : | | | | | |
| Actionnaires | 266 \$ | 216 \$ | 60 \$ | 670 \$ | 240 \$ |
| Coefficient d'efficacité | 50,9 % | 51,0 % | 52,6 % | 50,6 % | 56,3 % |
| Rendement des capitaux propres ⁵ | 12,1 % | 9,9 % | 2,5 % | 10,0 % | 3,5 % |
| Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires ⁵ | 8 738 \$ | 8 974 \$ | 9 488 \$ | 8 938 \$ | 9 219 \$ |
| Équivalents temps plein | 2 155 | 2 105 | 2 087 | 2 155 | 2 087 |

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Comprend les produits attribuables au programme de protection des salaires (Paycheck Protection Program ou PPP) aux États-Unis.

4) Comprend des produits de 3 M\$ liés à la désactualisation de l'écart associé à la juste valeur des prêts acquis à la date d'acquisition de The PrivateBank pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (5 M\$ au 30 avril 2021 et 5 M\$ au 31 juillet 2020) et de 12 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (15 M\$ au 31 juillet 2020).

5) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

Résultats en dollars américains¹

| En millions de dollars américains | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|---|------------------------------------|-----------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 ² | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 ² |
| Produits | | | | | |
| Groupe Entreprises | 284 \$ | 278 \$ | 267 \$ | 858 \$ | 784 \$ |
| Gestion des avoirs ³ | 154 | 147 | 110 | 442 | 344 |
| Total des produits ⁴ | 438 | 425 | 377 | 1 300 | 1 128 |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | | | | | |
| Prêts douteux | 19 | 19 | 32 | 75 | 58 |
| Prêts productifs | (65) | (29) | 89 | (96) | 239 |
| Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (46) | (10) | 121 | (21) | 297 |
| Charges autres que d'intérêts | 223 | 217 | 197 | 658 | 635 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 261 | 218 | 59 | 663 | 196 |
| Impôt sur le résultat | 45 | 45 | 16 | 128 | 16 |
| Résultat net | 216 \$ | 173 \$ | 43 \$ | 535 \$ | 180 \$ |
| Résultat net applicable aux : | | | | | |
| Actionnaires | 216 \$ | 173 \$ | 43 \$ | 535 \$ | 180 \$ |

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Comprend les produits attribuables au programme de protection des salaires (Paycheck Protection Program ou PPP) aux États-Unis.

4) Comprend des produits de 2 M\$ US liés à la désactualisation de l'écart associé à la juste valeur des prêts acquis à la date d'acquisition de The PrivateBank pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (4 M\$ US au 30 avril 2021 et 4 M\$ US au 31 juillet 2020) et de 9 M\$ US pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (11 M\$ US au 31 juillet 2020).

Aperçu financier

Le résultat net pour le trimestre considéré s'est chiffré à 266 M\$ (216 M\$ US), en hausse de 206 M\$ (173 M\$ US) par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la prise en compte d'une reprise de la provision pour le trimestre considéré comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances à l'exercice précédent.

Le résultat net a augmenté de 50 M\$ (43 M\$ US) par rapport à celui du trimestre précédent, du fait surtout de la prise en compte d'une reprise de la provision plus importante au trimestre considéré.

Le résultat net pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 s'est établi à 670 M\$ (535 M\$ US), en hausse de 430 M\$ (355 M\$ US) par rapport à celui de la période correspondante de 2020, ce qui découle surtout de la prise en compte d'une reprise de la provision pour la période considérée comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances pour la période précédente et de l'augmentation des produits.

Produits

Les produits ont augmenté de 61 M\$ US, ou 16 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 17 M\$ US, en raison essentiellement de la croissance des volumes, de la progression des honoraires et de la hausse des marges sur produits.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 44 M\$ US, du fait surtout de la hausse des produits tirés des honoraires portée par la moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes ainsi que de l'augmentation des marges sur produits.

Les produits ont augmenté de 13 M\$ US, ou 3 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 6 M\$ US, essentiellement par suite de l'incidence des jours en plus que comptait le trimestre considéré, de la progression des honoraires et l'accroissement des volumes, le tout contrebalancé en partie par la diminution des marges sur produits.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 7 M\$ US, du fait surtout de la hausse des produits tirés des honoraires sous l'effet de la moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, les produits se sont accrus de 172 M\$ US, ou 15 %, en comparaison de ceux de la période correspondante de 2020.

Les produits de Groupe Entreprises ont grimpé de 74 M\$ US, ce qui s'explique surtout par la croissance des volumes et la progression des honoraires, neutralisées en partie par la diminution des marges sur produits.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 98 M\$ US, du fait surtout de la hausse des produits tirés des honoraires portée par la moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes, de l'accroissement des volumes ainsi que de l'augmentation des marges sur produits.

Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a donné lieu à une reprise de 46 M\$ US au trimestre considéré comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 121 M\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au trimestre considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques a été comptabilisée, alors qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons inscrit une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué sous l'effet de la diminution de la dotation à la provision dans les secteurs du tourisme d'accueil et des services.

La reprise de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 36 M\$ US par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté sous l'effet surtout d'une évolution plus favorable de nos perspectives économiques. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été comparable à celle du trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 correspond à une reprise de la provision de 21 M\$ US comparativement à une provision de 297 M\$ US à la période correspondante de 2020. Pour la période de neuf mois de l'exercice considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques a été enregistrée, par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19 à la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, en lien surtout avec le secteur de l'immobilier.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 26 M\$ US, ou 13 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement des salaires du personnel.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 6 M\$, ou 3 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de la rémunération liée au rendement.

Les charges autres que d'intérêts pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 ont augmenté de 23 M\$ US, ou 4 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, en raison principalement de la hausse des salaires du personnel, neutralisée en partie par la diminution des coûts liés à l'expansion des affaires et l'incidence du calendrier des dépenses liées aux initiatives stratégiques.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 29 M\$ US par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

L'impôt sur le résultat a été comparable à celui du trimestre précédent, et ce, malgré la hausse du résultat, du fait de divers ajustements fiscaux apportés au cours du trimestre considéré.

L'impôt sur le résultat pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a augmenté de 112 M\$ US par rapport à celui de la période correspondante de 2020, ce qui s'explique principalement par la hausse du résultat.

Marchés des capitaux

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services consultatifs et d'exécution en placement, des solutions de services financiers aux entreprises et des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Il comprend les Services financiers directs, qui cherchent à accroître les capacités numériques de la CIBC afin d'offrir un ensemble cohérent de services bancaires directs et de solutions de placement direct ainsi que de paiement multidevises novateurs aux clients de la CIBC.

Résultats¹

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|---|---------------------------------|-----------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 ² | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 ² |
| Produits | | | | | |
| Marchés CIBC, réseau mondial | 503 \$ | 539 \$ | 610 \$ | 1 656 \$ | 1 572 \$ |
| Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement | 428 | 448 | 363 | 1 234 | 1 022 |
| Services financiers directs | 209 | 207 | 173 | 618 | 525 |
| Total des produits ³ | 1 140 | 1 194 | 1 146 | 3 508 | 3 119 |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | | | | | |
| Prêts douteux | (18) | 8 | 60 | 32 | 101 |
| Prêts productifs | (42) | (19) | 4 | (98) | 193 |
| Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (60) | (11) | 64 | (66) | 294 |
| Charges autres que d'intérêts | 529 | 538 | 487 | 1 589 | 1 471 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 671 | 667 | 595 | 1 985 | 1 354 |
| Impôt sur le résultat ³ | 180 | 172 | 152 | 506 | 356 |
| Résultat net | 491 \$ | 495 \$ | 443 \$ | 1 479 \$ | 998 \$ |
| Résultat net applicable aux : | | | | | |
| Actionnaires | 491 \$ | 495 \$ | 443 \$ | 1 479 \$ | 998 \$ |
| Coefficient d'efficacité | 46,4 % | 45,0 % | 42,5 % | 45,3 % | 47,2 % |
| Rendement des capitaux propres ⁴ | 26,6 % | 29,0 % | 24,8 % | 27,8 % | 19,2 % |
| Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis ⁴ | 7 331 \$ | 7 003 \$ | 7 111 \$ | 7 110 \$ | 6 956 \$ |
| Équivalents temps plein ⁵ | 2 259 | 2 120 | 1 929 | 2 259 | 1 929 |

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Les produits et l'impôt sur le résultat sont présentés sur une BIE. Par conséquent, les produits et l'impôt sur le résultat comprennent un ajustement selon la BIE de 51 M\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (51 M\$ au 30 avril 2021 et 51 M\$ au 31 juillet 2020) et de 156 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (146 M\$ au 31 juillet 2020). Des montants correspondants sont inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat de Siège social et autres.

4) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions.

5) Au deuxième trimestre de 2021, 79 équivalents temps plein liés aux activités du centre d'appels de Financière Simplii ont fait l'objet d'un transfert de Siège social et autres à Marchés des capitaux, sans qu'il y ait d'incidence financière, car les coûts étaient auparavant attribués aux Services financiers directs.

Aperçu financier

Le résultat net pour le trimestre considéré s'est établi à 491 M\$, en hausse de 48 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la prise en compte d'une reprise de la provision au trimestre considéré comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances au trimestre précédent, le tout en partie contrebalancé par une hausse des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net a reculé de 4 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement d'une baisse des produits, partiellement contrebalancée par une reprise de la provision pour pertes sur créances plus élevée.

Le résultat net pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 s'est élevé à 1 479 M\$, en hausse de 481 M\$ par rapport à celui de la période correspondante de 2020, ce qui découle surtout de l'augmentation des produits, ainsi que de la prise en compte d'une reprise de la provision pour la période considérée comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances pour la période précédente, le tout en partie contrebalancé par la hausse des charges autres que d'intérêts.

Produits

Les produits ont reculé de 6 M\$, ou 1 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont fléchi de 107 M\$, surtout en raison de la baisse des produits tirés de nos activités de négociation de titres à revenu fixe et de dérivés sur marchandises, en partie contrebalancée par la hausse des produits tirés de la négociation des dérivés sur actions et des opérations de change. Les données du trimestre correspondant de l'exercice précédent tenaient également compte de l'incidence de REC et de REF favorables.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 65 M\$, essentiellement en raison de l'accroissement des activités de prise ferme de titres de créance et de titres de participation, de la progression des produits tirés des activités de services consultatifs et de la hausse des produits tirés des services financiers aux entreprises.

Les produits de Services financiers directs ont augmenté de 36 M\$, principalement en raison de l'accroissement du volume et de la croissance de nos activités d'opérations de change et de paiements novatrices.

Les produits ont baissé de 54 M\$, ou 5 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont fléchi de 36 M\$, en raison surtout de la baisse des produits tirés des activités de négociation de dérivés sur marchandises.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont fléchi de 20 M\$, essentiellement en raison de la baisse des produits tirés des services consultatifs et de la diminution des activités de prise ferme, compensées en partie par la hausse des produits tirés des services financiers aux entreprises et l'augmentation de l'émission de titres de créance.

Les produits de Services financiers directs ont été comparables à ceux du trimestre précédent, la diminution du volume de transactions au titre des activités de courtage en direct ayant été contrebalancée par l'accroissement des volumes au titre des services bancaires directs et la croissance de nos activités novatrices d'opérations de change et de paiements.

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, les produits se sont accrus de 389 M\$, ou 12 %, en comparaison de ceux de la période correspondante de 2020.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont augmenté de 84 M\$, surtout en raison de la hausse des produits tirés de nos activités de négociation de titres de participation et l'incidence de REC et de REF défavorables, en partie contrebalancées par la diminution des produits tirés de la négociation de titres à revenu fixe et des opérations de change.

Les produits de Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement ont augmenté de 212 M\$, essentiellement en raison de l'accroissement des activités de prise ferme de titres de participation et de titres de créance, de la progression des produits tirés des activités de services consultatifs et de la hausse des produits tirés des services financiers aux entreprises.

Les produits de Services financiers directs ont augmenté de 93 M\$, principalement en raison de l'accroissement du volume et de la croissance de nos activités d'opérations de change et de paiements novatrices.

Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a donné lieu à une reprise de 60 M\$ comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 64 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au trimestre considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant de l'évolution favorable de nos perspectives économiques et de la migration du crédit avantageuse a été comptabilisée, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances peu élevée au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué principalement en raison de la reprise de la provision plus importante, déduction faite des dotations à la provision, dans le secteur pétrolier et gazier.

La reprise de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 49 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté sous l'effet surtout de la migration du crédit avantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué principalement en raison de la reprise de la provision plus importante, déduction faite des dotations à la provision, dans le secteur pétrolier et gazier.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 correspond à une reprise de la provision de 66 M\$ comparativement à une provision de 294 M\$ à la période correspondante de 2020. Pour la période de neuf mois de l'exercice considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant d'une évolution favorable de nos perspectives économiques a été enregistrée, par rapport à une dotation à la provision pour pertes sur créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19 à la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué, sous l'effet de la baisse de la dotation à la provision dans le secteur pétrolier et gazier, partiellement neutralisée par la hausse de la dotation à la provision dans le secteur des services publics.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 42 M\$, ou 9 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des investissements dans des initiatives stratégiques et des salaires du personnel.

Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 9 M\$, ou 2 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison principalement de la baisse de la rémunération liée au rendement, compensée en partie par la hausse des salaires et des avantages et de l'incidence du calendrier des dépenses liées aux initiatives stratégiques.

Les charges autres que d'intérêts pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 ont augmenté de 118 M\$, ou 8 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, en raison principalement de la progression des salaires du personnel et de l'incidence du calendrier des dépenses liées aux initiatives stratégiques.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 28 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 8 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

L'impôt sur le résultat pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a augmenté de 150 M\$ par rapport à celui de la période correspondante de 2020, ce qui s'explique principalement par la hausse du résultat.

Siège social et autres

Siège social et autres comprend les groupes fonctionnels suivants : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement dans l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Résultats¹

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|---------------------------------|-----------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 ² | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 ² |
| Produits | | | | | |
| Services bancaires internationaux | 165 \$ | 168 \$ | 180 \$ | 507 \$ | 556 \$ |
| Divers | (51) | (38) | (53) | (148) | (76) |
| Total des produits ³ | 114 | 130 | 127 | 359 | 480 |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | | | | | |
| Prêts douteux | 30 | 17 | 6 | 65 | 30 |
| Prêts productifs | (30) | (9) | 21 | (47) | 123 |
| Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances | - | 8 | 27 | 18 | 153 |
| Charges autres que d'intérêts | 380 | 281 | 354 | 927 | 1 270 |
| Perte avant impôt sur le résultat | (266) | (159) | (254) | (586) | (943) |
| Impôt sur le résultat ³ | (127) | (97) | (146) | (323) | (424) |
| Résultat net (perte nette) | (139) \$ | (62) \$ | (108) \$ | (263) \$ | (519) \$ |
| Résultat net (perte nette) applicable aux : | | | | | |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 5 \$ | 4 \$ | 2 \$ | 13 \$ | 1 \$ |
| Actionnaires | (144) | (66) | (110) | (276) | (520) |
| Équivalents temps plein | 22 656 | 22 180 | 22 668 | 22 656 | 22 668 |

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux sont présentés selon la BIE. Des montants correspondants sont inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat de Siège social et autres. Par conséquent, les produits et l'impôt sur le résultat comprennent un ajustement selon la BIE de 51 M\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (51 M\$ au 30 avril 2021 et 51 M\$ au 31 juillet 2020) et de 156 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (146 M\$ au 31 juillet 2020).

Aperçu financier

La perte nette pour le trimestre considéré s'est établie à 139 M\$, comparativement à une perte nette de 108 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des charges autres que d'intérêts et à la baisse des produits, contrebalancées en partie par une dotation à la provision pour pertes sur créances au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La perte nette pour le trimestre considéré s'est établie à 139 M\$, comparativement à une perte nette de 62 M\$ au trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable à la hausse des charges autres que d'intérêts et à la baisse des produits.

La perte nette pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 s'est chiffrée à 263 M\$, comparativement à une perte nette de 519 M\$ pour la période correspondante de 2020, étant donné qu'à la période précédente une charge de restructuration, présentée à titre d'élément d'importance, et une dotation à la provision pour pertes sur créances plus élevée ont été comptabilisées. La période considérée tenait compte d'une diminution des produits.

Produits

Les produits ont reculé de 13 M\$, ou 10 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Services bancaires internationaux ont diminué de 15 M\$, du fait surtout de l'incidence de l'écart de change.

Les produits Divers ont été comparables à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, puisque la hausse des produits de trésorerie, attribuable en grande partie au coût des liquidités excédentaires à l'exercice précédent, a été compensée dans une large mesure par la diminution des produits liés à nos investissements stratégiques, et puisque des produits d'intérêts liés au règlement de certaines questions fiscales liées à l'impôt sur le résultat avaient été comptabilisés au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits ont connu une baisse de 16 M\$, ou 12 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Services bancaires internationaux ont diminué de 3 M\$, ce qui est surtout attribuable à l'incidence de l'écart de change. Les produits libellés en dollars américains tirés de CIBC FirstCaribbean ont été comparables à ceux du trimestre précédent, les provisions plus élevées pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance, la hausse des produits tirés des honoraires et l'incidence des jours en plus que comptait le trimestre considéré ayant été grandement contrebalancées par la diminution des marges sur produits.

Les produits Divers ont reculé de 13 M\$, en raison principalement de l'incidence de l'écart de change et de la baisse des produits liés aux investissements stratégiques.

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, les produits ont reculé de 121 M\$, ou 25 %, en comparaison de ceux de la période correspondante de 2020.

Les produits de Services bancaires internationaux ont diminué de 49 M\$, ce qui est surtout attribuable à l'incidence de l'écart de change et à la baisse des produits libellés en dollars américains tirés de CIBC FirstCaribbean en lien avec la diminution des marges sur produits, le tout partiellement contrebalancé par les provisions plus élevées pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance à la période précédente et l'accroissement des volumes.

Les produits Divers ont reculé de 72 M\$, en raison principalement d'une baisse des produits de trésorerie attribuable en grande partie au coût des liquidités excédentaires, de la diminution des produits liés aux investissements stratégiques et de l'incidence des produits d'intérêts liés au règlement de certaines questions fiscales liées à l'impôt sur le résultat qui avaient été comptabilisés à la période précédente.

Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 27 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au trimestre considéré, une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant de l'incidence favorable des mises à jour des modèles, en partie neutralisée par une migration du crédit avantageuse, a été comptabilisée, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur

créances attribuable à la détérioration de nos perspectives économiques au début de la pandémie de COVID-19 au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté principalement en raison de la dotation à la provision plus élevée dans CIBC FirstCaribbean.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 8 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté sous l'effet des mises à jour des modèles susmentionnées, en partie compensées par la migration de crédit défavorable précitée. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté principalement en raison de la dotation à la provision plus élevée dans CIBC FirstCaribbean.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a diminué de 135 M\$ par rapport à celle de la période correspondante de 2020. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué par rapport à celle de la période correspondante de 2020, le début de la pandémie de COVID-19 ayant eu une incidence défavorable sur cette dernière. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté principalement en raison de la dotation à la provision plus élevée dans CIBC FirstCaribbean.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 26 M\$, ou 7 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'une hausse des coûts de soutien du siège social non répartis, partiellement neutralisée par les coûts liés à la pandémie de COVID-19 au trimestre correspondant de l'exercice précédent et la diminution des dépenses dans CIBC FirstCaribbean. Des augmentations des provisions pour procédures judiciaires, présentées à titre d'élément d'importance, ont été inscrites au trimestre considéré et au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 99 M\$, ou 35 %, par rapport à celles du trimestre précédent, du fait surtout de la hausse susmentionnée des provisions pour procédures judiciaires et de la hausse des coûts de soutien du siège social non répartis, le tout en partie compensé par la diminution des dépenses dans CIBC FirstCaribbean.

Les charges autres que d'intérêts pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 ont reculé de 343 M\$, ou 27 %, par rapport à celles de la période correspondante de 2020, étant donné qu'une charge de restructuration et une dépréciation du goodwill, toutes deux présentées à titre d'élément d'importance, ainsi que les coûts liés à la pandémie de COVID-19 avaient été comptabilisés au cours de la période précédente. La baisse a été en partie atténuée par la hausse des coûts de soutien du siège social non répartis.

Impôt sur le résultat

L'économie d'impôt sur le résultat a diminué de 19 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent ayant profité d'ajustements d'impôt favorables.

L'économie d'impôt sur le résultat a augmenté de 30 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, en raison surtout d'une perte plus importante.

L'économie d'impôt sur le résultat pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a diminué de 101 M\$ par rapport à celle de la période correspondante de 2020, ce qui s'explique essentiellement par une perte moins importante.

Situation financière

Revue du bilan consolidé résumé

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| Actif | | |
| Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques | 50 296 \$ | 62 518 \$ |
| Valeurs mobilières | 157 478 | 149 046 |
| Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres | 76 206 | 74 142 |
| Prêts et acceptations, nets de la provision | 449 167 | 416 388 |
| Dérivés | 34 360 | 32 730 |
| Autres actifs | 38 560 | 34 727 |
| | 806 067 \$ | 769 551 \$ |
| Passif et capitaux propres | | |
| Dépôts | 602 969 \$ | 570 740 \$ |
| Engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres | 90 059 | 89 440 |
| Dérivés | 29 291 | 30 508 |
| Autres passifs | 33 810 | 31 816 |
| Titres secondaires | 5 653 | 5 712 |
| Capitaux propres | 44 285 | 41 335 |
| | 806 067 \$ | 769 551 \$ |

Actif

Au 31 juillet 2021, le total de l'actif avait progressé de 36,5 G\$, ou 5 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2020, net d'une diminution d'environ 15 G\$ découlant de la dépréciation du dollar américain.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres banques ont diminué de 12,2 G\$, ou 20 %, essentiellement en raison de la baisse des placements de trésorerie à court terme.

L'augmentation de 8,4 G\$, ou 6 %, des valeurs mobilières est principalement attribuable à la hausse des titres de participation de sociétés et des titres de créance des gouvernements d'autres pays, contrebalancée en partie par la diminution des titres de créance des gouvernements canadiens.

Les valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres se sont accrues de 2,1 G\$, ou 3 %, en raison essentiellement des activités des clients.

Les prêts et acceptations, nets de la provision, ont augmenté de 32,8 G\$, ou 8 %, du fait essentiellement de l'accroissement des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens et des prêts aux entreprises et aux gouvernements.

Les dérivés ont augmenté de 1,6 G\$, ou 5 %, sous l'effet principalement de la hausse des évaluations des dérivés sur d'autres marchandises et sur actions, contrebalancée en partie par la baisse des évaluations des dérivés de taux d'intérêt.

Les autres actifs ont augmenté de 3,8 G\$, ou 11 %, en raison surtout d'une hausse des montants à recevoir des courtiers et des biens donnés en garantie sur dérivés et des métaux précieux.

Passif

Au 31 juillet 2021, le total du passif avait augmenté de 33,6 G\$, ou 5 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2020, net d'une diminution d'environ 15 G\$ découlant de la dépréciation du dollar américain.

Les dépôts ont augmenté de 32,2 G\$, ou 6 %, en raison surtout de l'accroissement du financement de gros et de la croissance des volumes dans les dépôts de détail au Canada. Pour plus de précisions sur la composition des dépôts, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert et en vertu de mises en pension de titres ont augmenté de 0,6 G\$, ou 1 %, en raison essentiellement des activités des clients.

Les dérivés ont fléchi de 1,2 G\$, ou 4 %, sous l'effet principalement de la baisse des évaluations des dérivés de taux d'intérêt et de change, contrebalancée en partie par la hausse des évaluations des dérivés sur actions.

Les autres passifs ont augmenté de 2,0 G\$, ou 6 %, en raison surtout de la hausse des acceptations et des biens reçus en garantie sur dérivés.

Les titres secondaires ont reculé de 0,1 G\$, ou 1 %. Au premier trimestre, nous avons racheté des titres secondaires, et au deuxième trimestre, nous en avons émis. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

Capitaux propres

Au 31 juillet 2021, les capitaux propres avaient augmenté de 3,0 G\$, ou 7 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2020, en raison surtout d'une hausse nette des résultats non distribués, neutralisée en partie par une diminution du cumul des autres éléments du résultat global découlant d'une perte nette issue de l'écart de change, en partie compensée par une réévaluation nette des profits au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies.

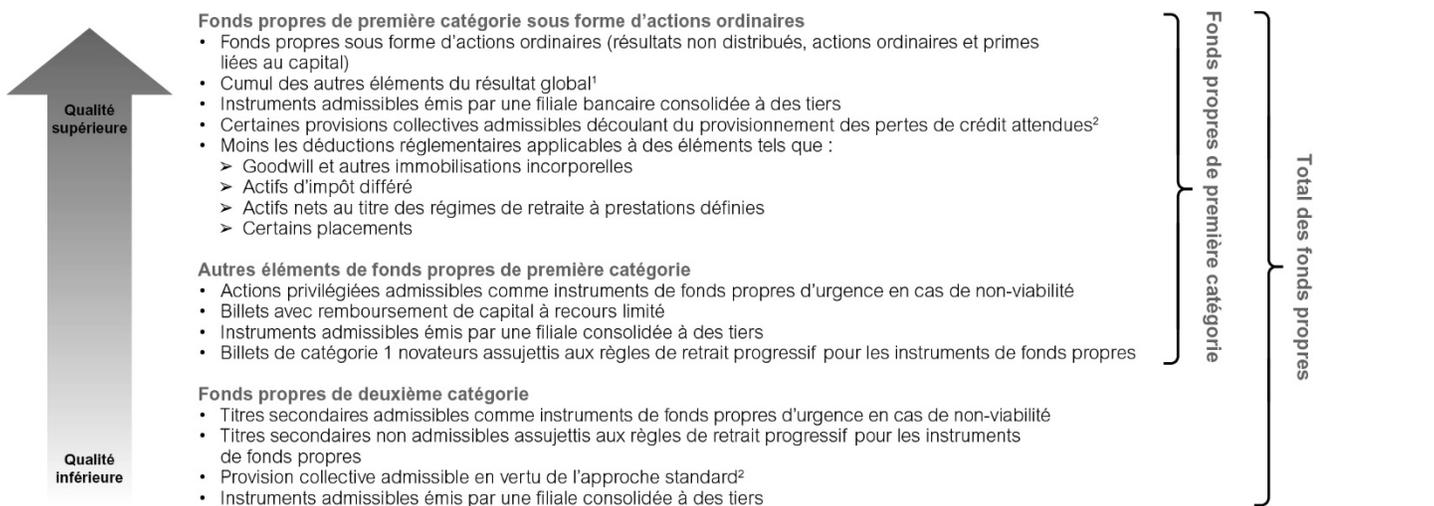
Gestion des fonds propres

Nous gérons activement nos fonds propres pour maintenir des sources de capitaux solides et efficaces qui favorisent la robustesse de notre bilan, l'accroissement de nos activités et la mise en œuvre de notre stratégie, tout en satisfaisant aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions sur la gestion des fonds propres, se reporter aux pages 31 à 42 de notre Rapport annuel 2020.

Exigences en matière de fonds propres réglementaires selon Bâle III

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du BSIF, lesquelles découlent du cadre normatif sur les fonds propres élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

Les fonds propres réglementaires sont composés des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de première catégorie et des fonds propres de deuxième catégorie. Les catégories de fonds propres réglementaires démontrent une augmentation de la qualité et de la permanence ainsi qu'une meilleure capacité d'absorber les pertes. Les principales composantes de nos fonds propres réglementaires se résument comme suit :



1) Excluant le cumul des autres éléments du résultat global lié aux couvertures de flux de trésorerie et les variations de la juste valeur des passifs désignés à la juste valeur attribuables aux variations du risque de crédit propre.

2) En réponse à la pandémie de COVID-19, le BSIF a assoupli les attentes réglementaires par la mise en place de mesures transitoires relatives au traitement du provisionnement des pertes de crédit attendues de sorte qu'une partie des provisions qui aurait autrement fait partie des fonds propres de deuxième catégorie puisse plutôt être incluse dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, sous réserve de certains facteurs scalaires et limites jusqu'à l'exercice 2022. Se reporter à la section Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires pour plus de précisions.

Les instruments de fonds propres réglementaires admissibles doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière. Les instruments de fonds propres de première catégorie et de deuxième catégorie non admissibles sont exclus des fonds propres réglementaires à un taux de 10 % par année, jusqu'au 1^{er} novembre 2021, date à partir de laquelle ils n'auront pas de valeur réglementaire.

Le BSIF exige que toutes les institutions atteignent des ratios cibles de fonds propres qui comprennent des réserves. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. La CIBC, tout comme la Banque de Montréal, La Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque Nationale du Canada, la Banque Royale et La Banque Toronto-Dominion, a été désignée par le BSIF comme une banque d'importance systémique nationale (BISN) au Canada. Les BISN sont assujetties à un supplément de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspondant à 1,0 % de l'APR et à une réserve pour stabilité intérieure (RSI) qui vise à répondre aux risques associés au deuxième pilier qui ne sont pas adéquatement pris en compte dans les exigences du premier pilier. La RSI est actuellement établie à 1,0 %, mais elle peut être de l'ordre de 0 % à 2,5 % de l'APR. Pour plus de précisions à l'égard de la récente augmentation des exigences de la RSI qui prendra effet le 31 octobre 2021, se reporter à la section Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires. De plus, les banques doivent conserver une réserve anticyclique de fonds propres supplémentaire équivalente à leur réserve moyenne pondérée au Canada et dans certains autres États où elles sont exposées au risque de crédit du secteur privé. Les cibles actuelles du BSIF se résument comme suit :

| Au 31 juillet 2021 | Minimum | Réserve de conservation des fonds propres | Réserve applicable aux BISN | Cibles du premier pilier ¹ | Réserve pour stabilité intérieure ² | Cibles, y compris toutes les réserves |
|---|---------|---|-----------------------------|---------------------------------------|--|---------------------------------------|
| Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires | 4,5 % | 2,5 % | 1,0 % | 8,0 % | 1,0 % | 9,0 % |
| Ratio des fonds propres de première catégorie | 6,0 % | 2,5 % | 1,0 % | 9,5 % | 1,0 % | 10,5 % |
| Ratio du total des fonds propres | 8,0 % | 2,5 % | 1,0 % | 11,5 % | 1,0 % | 12,5 % |

1) La réserve anticyclique de fonds propres applicable était négligeable pour la CIBC au 31 juillet 2021.

2) La RSI augmentera pour passer à 2,5 % à partir du 31 octobre 2021. Se reporter à la section Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires pour plus de précisions.

Les exigences en matière de suffisance des fonds propres sont appliquées de façon consolidée, comme c'est le cas pour nos états financiers, à l'exception de nos filiales du domaine de l'assurance (CIBC Cayman Reinsurance Limited et Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée), lesquelles ont été exclues du périmètre réglementaire de consolidation. La méthode de consolidation appliquée aux états financiers est décrite à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée est assujettie au test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie du BSIF.

Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires

Le CBCB et le BSIF ont publié diverses propositions visant l'apport de changements aux exigences actuelles de fonds propres réglementaires afin de renforcer la réglementation relative aux banques, ainsi que leur supervision et l'encadrement de leurs pratiques dans l'objectif général d'améliorer la stabilité financière (se reporter aux pages 34 et 35 de notre Rapport annuel 2020). Les paragraphes ci-dessous présentent un résumé des publications du CBCB et du BSIF depuis la publication de notre Rapport annuel 2020.

Le 15 mars 2021, le BSIF a publié une version révisée de sa décision ayant valeur de précédent du 18 juillet 2020 portant sur la comptabilisation des billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans sa décision ayant valeur de précédent du 18 juillet 2020, le BSIF avait évalué les billets avec remboursement de capital à recours limité à la lumière des critères d'admissibilité énoncés dans la ligne directrice Normes de fonds propres et déterminé que les billets avec remboursement de capital à recours limité sont admissibles à titre d'autres éléments de fonds propres de catégorie 1, sous réserve de certaines limites et exigences de communication. Les révisions apportées en 2021 fournissent des précisions quant aux conditions et aux limites du bassin d'investisseurs autorisé, ainsi qu'au plafond du montant des émissions de billets avec remboursement de capital à recours limité pouvant être comptabilisés à titre de fonds propres réglementaires.

Le 16 mars 2021, le BSIF a annoncé que la réduction temporaire des multiplicateurs de la valeur à risque simulée utilisés pour déterminer les exigences de fonds propres au titre du risque de marché, qui avait été mise en œuvre en réponse à la COVID-19, serait levée à partir du 1^{er} mai 2021.

Le 12 août 2021, le BSIF a indiqué que l'exclusion temporaire des titres émis par des emprunteurs souverains admissibles de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier, qui avait été annoncée le 9 avril 2020 dans le contexte du début de la pandémie de COVID-19, prendrait fin le 31 décembre 2021. Les réserves auprès des banques centrales seront cependant exemptées de cette mesure.

Le 13 août 2021, le BSIF a publié la version révisée de son préavis *Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles*. La version révisée fait le point sur les changements apportés aux exigences de divulgation qui figurent dans la méthode d'évaluation remaniée du CBCB pour recenser les banques d'importance systémique mondiale (BISM) et fournit des consignes supplémentaires sur la disponibilité des indicateurs publiés par des BISM et sur la nature des informations quantitatives accompagnant les obligations redditionnelles. La version révisée de cette méthode d'évaluation entrera en vigueur pour l'exercice d'évaluation des BISM de 2022.

Mesures transitoires relatives au traitement du provisionnement des pertes de crédit attendues aux fins des fonds propres

En réponse à la pandémie de COVID-19, le BSIF a instauré des mesures transitoires relatives au traitement du provisionnement des pertes de crédit attendues qui sont prévues par le dispositif de Bâle. Ces mesures transitoires sont entrées en vigueur en date de la publication du communiqué du BSIF à cet effet le 27 mars 2020 et aux termes de celles-ci, une partie des provisions qui auraient été incluses autrement dans les fonds propres de deuxième catégorie peuvent être incluses dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires. La partie de la provision pour pertes de crédit attendues pouvant être incluse dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires est déterminée en fonction de l'augmentation des provisions pour les premier et deuxième stades par rapport aux soldes au 31 janvier 2020 utilisés à titre de niveau de référence. Ce montant est ensuite ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un facteur scalaire qui diminue au fil du temps. Le facteur scalaire est fixé à 70 % pour l'exercice 2020, à 50 % pour l'exercice 2021 et à 25 % pour l'exercice 2022. Pour les expositions traitées selon l'approche fondée sur les notations internes (NI), le moindre d'entre ce montant et l'excédent de l'encours des provisions autrement admissibles à l'inclusion dans les fonds propres de deuxième catégorie est inclus dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires selon les mesures transitoires.

Réformes de Bâle III

En mars et en juin 2021, le BSIF a lancé des consultations publiques sur la mise en œuvre des dernières réformes de Bâle III à ses normes de fonds propres, à ses exigences de levier et aux exigences connexes en matière de communication, et a également publié certaines mises à jour quant au traitement du rajustement de l'évaluation du crédit (RVC) et de la couverture du risque de marché d'autres ajustements de valorisation visant les dérivés de gré à gré ainsi qu'à la gestion du risque opérationnel. Les propositions du BSIF s'arriment aux normes du CBCB, tout en tenant compte des réalités du marché canadien. Les changements proposés par le BSIF comprennent ce qui suit :

- révisions à l'approche fondée sur les notations internes et à l'approche standard visant le risque de crédit;
- cadres révisés pour le risque opérationnel, le risque de marché et les REC;
- actualisation des déductions des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires pour certains actifs;
- actualisation du plancher de fonds propres selon l'approche standard susmentionnée, avec adoption progressive du coefficient de plancher sur une période de trois ans à compter de 2023;
- modification du cadre régissant le ratio de levier, dont l'imposition d'une exigence de réserve pour les BISN.

La mise en œuvre des changements proposés devrait avoir lieu au premier trimestre de 2023, à l'exception des révisions aux REC et aux cadres de risque de marché qui sont prévues pour le premier trimestre de 2024.

Réserve pour stabilité intérieure

En réponse à la pandémie de COVID-19 et à la conjoncture des marchés, le BSIF avait annoncé la réduction immédiate de la RSI, la faisant passer de 2,0 % à 1,0 % à compter du 13 mars 2020. Cette réduction s'est traduite par la baisse des ratios cibles de fonds propres du BSIF, y compris toutes les réserves pour les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres, qui devront s'établir respectivement à 9,0 %, 10,5 % et 12,5 %. Ayant maintenu depuis la RSI à 1,0 %, le BSIF a annoncé le 17 juin 2021 qu'elle passerait à 2,5 % à partir du 31 octobre 2021. Les ratios cibles de fonds propres du BSIF, y compris toutes les réserves pour les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres, augmenteront pour se fixer respectivement à 10,5 %, 12,0 % et 14,0 %.

Régime au regard des normes de fonds propres d'un programme fédéral de soutien pour les secteurs très touchés

En janvier 2021, le BSIF a fourni un cadre d'orientation quant au régime de fonds propres applicable aux prêts garantis par le gouvernement octroyés aux termes de la Garantie du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) de la Banque du développement du Canada (BDC). Les prêts seront considérés comme des prêts accordés à une entité souveraine en raison de la garantie de BDC et, par conséquent, la pondération du risque appropriée sera appliquée conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres*. Le montant du prêt en entier sera inclus dans la mesure de l'exposition utilisée aux fins du calcul du ratio de levier. Pour plus de précisions, se reporter à la section Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19.

Exigences de capacité totale d'absorption des pertes

À compter du premier trimestre de l'exercice 2022, les BISN seront tenues de maintenir un ratio de CTAP cible prudentiel (composé d'un ratio minimum de CTAP fondé sur les risques de 21,5 % et des exigences de RSI alors applicables) ainsi qu'un ratio de levier CTAP minimum de 6,75 %. La norme sur la CTAP vise à faire en sorte qu'une banque non viable dispose d'une capacité d'absorption de pertes suffisante, à l'aide de ses instruments de fonds propres réglementaires et de recapitalisation interne admissibles, pour assurer sa recapitalisation. Conformément aux règlements sur la conversion aux fins de recapitalisation interne du ministère des Finances, les créances de premier rang émises par les BISN à compter du 23 septembre 2018, d'une durée initiale jusqu'à l'échéance de plus de 400 jours (y compris les options explicites ou intégrées) qui sont non garanties ou partiellement garanties sont admissibles à la recapitalisation interne. Les dépôts des clients, certains dérivés, les obligations sécurisées et certains billets structurés ne sont pas admissibles à la recapitalisation interne.

Nous continuons de suivre les développements ayant une incidence sur les exigences de fonds propres réglementaires et les informations à fournir à cet égard et de nous y préparer.

Fonds propres réglementaires

Nos ratios et fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau ci-après :

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|--|-------------------|-----------------|
| Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ¹ | 33 095 \$ | 30 876 \$ |
| Fonds propres de première catégorie | 36 940 | 34 775 |
| Total des fonds propres | 42 902 | 40 969 |
| L'APR se compose de ce qui suit : | | |
| Risque de crédit | 226 977 | 218 694 |
| Risque de marché | 10 939 | 5 858 |
| Risque opérationnel | 31 083 | 30 319 |
| Total de l'APR | 268 999 | 254 871 |
| Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires | 12,3 % | 12,1 % |
| Ratio des fonds propres de première catégorie | 13,7 % | 13,6 % |
| Ratio du total des fonds propres | 16,0 % | 16,1 % |

1) Comprend l'incidence des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes de crédit attendues annoncées par le BSIF le 27 mars 2020. Les mesures transitoires permettent d'inclure dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires une partie des provisions pour pertes de crédit attendues qui aurait autrement figuré dans les fonds propres de deuxième catégorie. Le montant est soumis à certains ajustements et à des restrictions jusqu'à l'exercice 2022.

Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires

Au 31 juillet 2021, le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires avait augmenté de 0,2 % par rapport à celui du 31 octobre 2020, l'augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ayant été en partie contrebalancée par l'incidence d'une hausse de l'APR.

L'augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires était essentiellement attribuable au capital autogénéral (résultat net moins les dividendes), neutralisé en partie par une baisse du cumul des autres éléments du résultat global (découlant en grande partie de l'incidence de l'écart de change). La hausse de l'APR s'explique surtout par l'accroissement de la taille du portefeuille, les mises à jour de la méthodologie et des modèles surtout en lien avec le risque de marché, y compris la diminution de la réduction temporaire des multiplicateurs de la valeur à risque simulée conformément à l'annonce du BSIF faite en mars 2021, et les niveaux de risques de marché accrus, contrebalancés en partie par l'incidence de l'écart de change et l'amélioration de la qualité du crédit.

L'incidence du calcul des pertes attendues aux fins des fonds propres réglementaires et l'APR reflétant le risque de crédit pourraient compromettre l'incidence favorable du résultat sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires au cours des périodes ultérieures dans la mesure où les soldes augmentent, les taux d'utilisation et de défaillance s'accroissent et les cotes de risque et les autres cotes de crédit se dégradent conformément à nos informations prospectives.

Ratio des fonds propres de première catégorie

Au 31 juillet 2021, le ratio des fonds propres de première catégorie avait augmenté de 0,1 % par rapport à celui au 31 octobre 2020, en raison surtout des facteurs susmentionnés qui ont eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires.

Ratio du total des fonds propres

Au 31 juillet 2021, le ratio du total des fonds propres avait diminué de 0,1 % par rapport à celui au 31 octobre 2020. Le total des fonds propres a été avantagé par les facteurs susmentionnés qui ont eu des répercussions sur le ratio des fonds propres de première catégorie, tout en subissant l'incidence défavorable d'une diminution du plafond établi sur l'inclusion d'instruments non admissibles. L'incidence défavorable d'un remboursement de titres secondaires au cours du premier trimestre a été compensée par l'émission de titres secondaires au deuxième trimestre (pour plus de précisions, se reporter à la section Activités importantes de gestion du capital).

Ratio de levier

Les normes relatives aux fonds propres selon le dispositif de Bâle III comprennent une mesure des fonds propres non fondée sur le risque, soit le ratio de levier, qui vient compléter les exigences de fonds propres fondées sur le risque. Le ratio de levier représente les fonds propres de première catégorie divisés par l'exposition au ratio de levier. Le ratio de levier est décrit dans les règlements comme étant la somme des éléments suivants :

- i) les actifs au bilan moins les ajustements réglementaires des fonds propres de première catégorie;
- ii) les expositions sur dérivés;
- iii) les expositions sur opérations de financement par titres;
- iv) les expositions hors bilan (engagements, substituts directs de crédit, lettres de crédit et expositions de titrisation).

Le BSIF s'attend à ce que les institutions de dépôt fédérales adoptent des ratios de levier qui soient au moins équivalents à 3,0 %. Au gré du BSIF, ces ratios peuvent être plus élevés pour certaines institutions.

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|---|-------------------|-----------------|
| Fonds propres de première catégorie | 36 940 \$ | 34 775 \$ |
| Expositions du ratio de levier ¹ | 795 642 | 741 760 |
| Ratio de levier | 4,6 % | 4,7 % |

1) Comprennent l'incidence de l'assouplissement par le BSIF des attentes réglementaires quant aux réserves auprès des banques centrales et aux titres d'émetteurs souverains qui sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité. À l'heure actuelle, le traitement autorisé par le BSIF permet d'exclure ces éléments de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier, mais cette exemption prendra fin le 31 décembre 2021 à l'égard des titres d'émetteurs souverains.

Au 31 juillet 2021, le ratio de levier avait diminué de 0,1 % par rapport à celui au 31 octobre 2020, l'incidence de l'augmentation des fonds propres de première catégorie ayant été compensée par une augmentation des expositions du ratio de levier. L'augmentation des expositions du ratio de levier est principalement attribuable à des hausses des expositions au bilan.

Activités importantes de gestion du capital

En parallèle avec son communiqué du 13 mars 2020 visant la réduction de la RSI à 1,0 % en réponse à la pandémie de COVID-19, le BSIF a également annoncé qu'il s'attend à ce que les institutions financières fédérales interrompent pour le moment les processus d'augmentation des dividendes et de rachats d'actions pour que les fonds propres supplémentaires disponibles soient utilisés à l'appui des activités de prêts au Canada. Voici les principales initiatives liées aux fonds propres mises en œuvre en 2021 :

Régime d'achat d'actions par les employés

Aux termes du régime d'achat d'actions par les employés, nous avons émis 292 863 actions ordinaires pour une contrepartie de 41 M\$ pour le trimestre considéré et 948 076 actions ordinaires pour une contrepartie de 116 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021.

Régime d'investissement à l'intention des actionnaires

Aux termes du régime d'investissement à l'intention des actionnaires, nous avons émis 227 896 actions ordinaires pour une contrepartie de 33 M\$ pour le trimestre considéré et 781 991 actions ordinaires pour une contrepartie de 98 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021.

Titres secondaires

Le 26 janvier 2021, nous avons racheté la totalité de nos débentures d'un montant de 1,0 G\$ portant intérêt à 3,42 % et échéant le 26 janvier 2026. Conformément aux modalités des débentures, le prix de rachat était équivalant à 100 % du montant en principal, majoré des intérêts courus et impayés sur celui-ci.

Le 19 avril 2021, nous avons émis des débentures à 1,96 % d'un montant en capital de 1,0 G\$ échéant le 21 avril 2031 (titres secondaires). Les débentures portent intérêt à un taux fixe de 1,96 % par année (payable semestriellement) jusqu'au 21 avril 2026 et par la suite, au taux offert en dollars canadiens (CDOR) à trois mois majoré de 0,56 % par année (payable trimestriellement) jusqu'à leur échéance, le 21 avril 2031.

Données sur les actions en circulation

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actions en circulation, de nos instruments de FPUNV en circulation et du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion ou à l'exercice.

| En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action, au 31 juillet 2021 | Actions en circulation | | Prix minimal de conversion par action ordinaire | Nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion |
|--|------------------------|-----------------|---|---|
| | Nombre d'actions | Valeur nominale | | |
| Actions privilégiées^{1, 2} | | | | |
| Série 39 (FPUNV) | 16 000 000 | 400 \$ | 5,00 \$ | 80 000 000 |
| Série 41 (FPUNV) | 12 000 000 | 300 | 5,00 | 60 000 000 |
| Série 43 (FPUNV) | 12 000 000 | 300 | 5,00 | 60 000 000 |
| Série 45 (FPUNV) | 32 000 000 | 800 | 5,00 | 160 000 000 |
| Série 47 (FPUNV) | 18 000 000 | 450 | 5,00 | 90 000 000 |
| Série 49 (FPUNV) | 13 000 000 | 325 | 5,00 | 65 000 000 |
| Série 51 (FPUNV) | 10 000 000 | 250 | 5,00 | 50 000 000 |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité^{2, 3} | | | | |
| Billets de série 1 avec remboursement de capital à recours limité à 4,375 % (FPUNV) | s. o. | 750 | 5,00 | 150 000 000 |
| Titres secondaires^{2, 4} | | | | |
| Débitures à 3,45 % échéant le 4 avril 2028 (FPUNV) | s. o. | 1 500 | 5,00 | 450 000 000 |
| Débitures à 2,95 % échéant le 19 juin 2029 (FPUNV) | s. o. | 1 500 | 5,00 | 450 000 000 |
| Débitures à 2,01 % échéant le 21 juillet 2030 (FPUNV) | s. o. | 1 000 | 5,00 | 300 000 000 |
| Débitures à 1,96 % échéant le 21 avril 2031 (FPUNV) | s. o. | 1 000 | 5,00 | 300 000 000 |
| Total | | 8 575 \$ | | 2 215 000 000 |

- 1) Lorsqu'un événement déclencheur survient, chacune des actions est convertible en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant la valeur nominale de 25,00 \$ l'action, plus les dividendes déclarés et non versés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent). Les porteurs d'actions privilégiées n'ont pas le droit de convertir leurs actions en actions ordinaires.
 - 2) Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion ne tient pas compte de l'incidence des dividendes déclarés et non versés et des intérêts courus.
 - 3) Lorsqu'un événement déclencheur survient, les actions privilégiées de série 53 détenues dans la fiducie à recours limité au soutien des billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant la valeur nominale de 1 000 \$ par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent).
 - 4) Lorsqu'un événement déclencheur survient, les débitures sont convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant 150 % de la valeur nominale, plus les intérêts courus et non payés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent).
- s. o. Sans objet.

La survenance d'un événement déclencheur entraînerait la conversion de la totalité des instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité en circulation dont il est fait mention ci-dessus, ce qui représenterait un effet dilutif de 83 % selon le nombre d'actions ordinaires de la CIBC en circulation au 31 juillet 2021. Tel qu'il a été décrit dans la ligne directrice *Normes de fonds propres*, un événement déclencheur se produit lorsque le BSIF détermine que la banque n'est plus viable, ou qu'elle est sur le point de le devenir, et, si une fois tous les instruments de fonds propres d'urgence convertis et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents, il est raisonnablement probable que la viabilité de la banque sera rétablie ou maintenue ou, si la banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la banque non viable.

En plus des effets dilutifs éventuels liés aux instruments de FPUNV susmentionnés, au 31 juillet 2021, 30,6 G\$ (19,9 G\$ au 31 octobre 2020) de nos passifs en cours étaient assujettis à la conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques. Aux termes du régime de recapitalisation interne, il n'y a pas de ratio de conversion contractuel fixe et préétabli pour la conversion de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC qui sont assujettis à la conversion en actions ordinaires aux fins de la recapitalisation interne, et il n'y a pas d'exigence particulière quant à la conversion des passifs assujettis en actions ordinaires de la CIBC ou un membre de son groupe. La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) décide du moment de la conversion aux fins de la recapitalisation interne et du montant des actions et des passifs admissibles devant être convertis ainsi que des modalités de la conversion, sous réserve des paramètres énoncés dans le régime de recapitalisation interne. Se reporter à la section Exigences de capacité totale d'absorption des pertes pour plus de précisions.

Arrangements hors bilan

Nous concluons des arrangements hors bilan dans le cours normal des affaires. Pour plus de précisions sur les arrangements hors bilan liés à la pandémie de COVID-19, se reporter à la section Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19. D'autres précisions sur nos arrangements hors bilan figurent également à la page 41 de notre Rapport annuel 2020 ainsi qu'aux notes 7 et 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 43 à 82 de notre Rapport annuel 2020.

Vue d'ensemble

La CIBC fait face à un grand nombre de risques, dans tous ses secteurs d'activité. Le recensement et l'analyse des risques et de leurs répercussions permettent à la CIBC de déterminer son intérêt à l'égard du risque et ses pratiques en matière de gestion du risque. La définition des niveaux de risque acceptables et l'établissement de solides principes, politiques et pratiques en gestion des risques sont essentiels à l'atteinte d'un rendement constant et durable à long terme, tout en demeurant dans les limites de notre intérêt à l'égard du risque.

Notre intérêt à l'égard du risque définit les niveaux de tolérance envers divers risques. Il jette les assises sur lesquelles reposent notre culture et notre cadre de gestion du risque.

Notre cadre de gestion du risque comprend :

- les énoncés sur la tolérance au risque de la CIBC, des unités d'exploitation stratégiques et des groupes fonctionnels;
- des cadres, des politiques, des procédures et des limites de risque visant à harmoniser les activités avec notre intérêt à l'égard du risque;
- la production de rapports périodiques sur la gestion du risque pour établir et communiquer les niveaux de risque;
- un cadre de contrôle indépendant pour identifier et tester la conception et l'efficacité du fonctionnement de nos principaux contrôles;
- des simulations de crise afin d'évaluer les répercussions possibles des changements dans l'environnement de l'entreprise sur le capital, la situation de trésorerie et les résultats;
- la prise en compte proactive des options d'atténuation des risques afin d'optimiser les résultats;
- une surveillance grâce à nos comités axés sur les risques et à notre structure de gouvernance.

La responsabilité de la gestion des risques incombe à tous les employés de la CIBC. Les professionnels des unités d'exploitation et de la gestion du risque travaillent ensemble pour veiller à ce que les stratégies et les activités d'entreprise correspondent à notre intérêt à l'égard du risque. L'approche de la CIBC à l'égard de la gestion du risque à l'échelle de l'entreprise correspond au modèle à trois lignes de défense :

- i) En tant que première ligne de défense, les unités d'exploitation stratégiques et les groupes fonctionnels de la CIBC sont responsables du recensement et de l'appréciation des risques inhérents à ses activités en fonction de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC, et d'en rendre compte. De plus, ils doivent établir et maintenir des contrôles pour atténuer ces risques. La première ligne de défense peut inclure des groupes de gouvernance relevant du secteur approprié pour faciliter les processus liés au cadre de contrôle et les autres processus relatifs aux risques. Les groupes de contrôle fournissent une expertise aux secteurs d'activité et peuvent également mettre en place et gérer des programmes et des activités de contrôle à l'échelle organisationnelle. En plus de collaborer avec les secteurs d'activité pour recenser et gérer les risques, les groupes de contrôle remettent en question les décisions et les stratégies d'atténuation à l'égard des risques.
- ii) La deuxième ligne de défense est indépendante de la première et fournit une vue d'ensemble des types de risques précis à l'échelle de la Banque, établit des lignes directrices et remet en question de façon efficace les activités liées aux risques et aux contrôles. La fonction Gestion du risque constitue la principale deuxième ligne de défense. Elle peut avoir recours ou se fier à l'expertise technique d'autres groupes (p. ex., des tiers ou des groupes de contrôle) pour mieux orienter ses évaluations indépendantes, s'il y a lieu.
- iii) En tant que troisième ligne de défense, la fonction Vérification interne de la CIBC fournit une assurance raisonnable à la haute direction et au Comité de vérification du conseil d'administration (conseil) quant à l'efficacité des pratiques de gouvernance, des processus de gestion du risque, et du contrôle interne de la CIBC dans le cadre de son plan de vérification axé sur les risques et conformément à son mandat, comme il est décrit dans la Charte de vérification interne.

Une culture de risque éprouvée et une communication fluide entre les trois lignes de défense constituent des éléments essentiels d'une gestion du risque efficace.

Nous exerçons une surveillance constante sur notre profil de risque en le comparant avec l'intérêt à l'égard du risque que nous avons établi et les limites connexes, et en prenant les mesures qui s'imposent pour maintenir un équilibre entre les risques courus et le rendement obtenu. Pour surveiller notre profil de risque, nous effectuons une analyse prospective de la sensibilité par rapport à des facteurs locaux et mondiaux du marché, à la conjoncture économique et au contexte géopolitique et réglementaire ayant une incidence sur notre profil de risque global.

La tenue de discussions et la production de rapports périodiques et clairs sur les risques par les comités de la haute direction facilitent la communication des risques et l'analyse des stratégies en gestion de risques à l'échelle de l'entreprise.

Principaux risques et nouveaux risques

Nous faisons le suivi des principaux risques et des nouveaux risques qui peuvent avoir une incidence sur nos résultats futurs, nous les examinons et nous prenons les mesures qui s'imposent pour réduire les risques éventuels. Nous procédons à des analyses approfondies, notamment par des simulations de crise de nos expositions aux risques, et nous informons le conseil sur une base régulière des nouveautés et des changements connexes. Les principaux risques et les nouveaux risques sont ceux qui pourraient avoir, à notre avis, une incidence négative qui est importante pour la CIBC. Se reporter aux pages 50 à 53 de notre Rapport annuel 2020 pour plus de précisions sur les principaux risques et nouveaux risques suivants :

- Risque de désintermédiation
- Lutte contre le blanchiment d'argent
- Réglementation bancaire aux États-Unis
- Risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité
- Risque lié aux tiers
- Risque lié au changement climatique
- Transactions d'entreprise

Le reste de la présente section décrit les principaux risques et les nouveaux risques qui ont été mis à jour pour tenir compte des faits nouveaux survenus depuis la publication de notre Rapport annuel 2020, ainsi que des faits nouveaux en matière de réglementation et de comptabilité qui sont importants pour la CIBC.

Pandémies

La pandémie de COVID-19 continue de perturber l'économie mondiale, les marchés financiers, les chaînes d'approvisionnement et la productivité des entreprises de manière imprévisible et sans précédent. Malgré l'accélération de l'économie attribuable au fait que les restrictions imposées par les gouvernements partout dans le monde pour limiter l'incidence de la pandémie ont été considérablement assouplies considérablement dans certains territoires et que les taux de vaccination ont fortement augmenté dans les pays développés, la reprise économique reste menacée par les variants du virus, nouveaux et en émergence, ainsi que par la réticence à la vaccination. Nos perspectives sont fondées sur l'hypothèse que des mesures sanitaires ciblées seront utilisées pour freiner les prochaines vagues d'infection plutôt que des arrêts généralisés de l'activité économique.

La COVID-19 a eu un effet défavorable sur notre organisation, et une certaine incertitude demeure quant à la pleine incidence de la COVID-19 sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, notamment notre situation de fonds propres réglementaires et de liquidité et notre capacité à satisfaire aux diverses exigences, dont celles d'ordre réglementaire, de même que sur l'économie et les marchés des capitaux à l'échelle mondiale. Ces incidences dépendront de l'évolution de la situation, notamment de la gravité et de la durée de la pandémie, ce qui comprend l'apparition et la progression de nouveaux variants ainsi que les mesures instaurées par les gouvernements, les autorités monétaires, les organismes de réglementation, les institutions financières et d'autres tiers en réponse à une recrudescence des cas.

Une part importante de nos activités consiste à consentir du crédit ou autrement à fournir des ressources financières aux particuliers, aux entreprises, aux secteurs et aux gouvernements que la pandémie a pu malmenier en minant leur capacité à respecter les dispositions initiales de leurs prêts et, éventuellement, à rembourser ces prêts. Bien que nos estimations des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs tiennent compte de la probabilité et de l'étendue des défauts de paiement et de la dépréciation futurs, les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations actuelles, compte tenu de l'incertitude rattachée à la COVID-19. Si le contexte de nos activités commerciales ou du taux de chômage ne s'améliore pas conformément à nos attentes en raison de variants nouveaux et en émergence, ou si les défauts de paiement des prêts des clients sont supérieurs à nos prévisions actuelles, nous pourrions avoir à comptabiliser d'autres pertes de crédit, en plus de celles reflétées dans les pertes de crédit attendues du trimestre considéré. L'efficacité des divers programmes gouvernementaux d'allègement à l'intention des particuliers et des entreprises et la capacité des vaccins à contrôler les variants nouveaux et en émergence ont aussi des répercussions sur nos attentes. Dans la même optique, compte tenu de l'évolution de la conjoncture du marché et de l'économie, nous pourrions avoir à comptabiliser des pertes, des dépréciations ou des réductions dans les autres éléments du résultat global relativement à d'autres actifs au cours des périodes ultérieures.

Les produits nets d'intérêts sont fortement tributaires des taux d'intérêt du marché. La réduction des taux d'intérêt de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine en réponse à la COVID-19 a eu une incidence défavorable sur nos produits d'intérêts nets. L'incidence globale des taux d'intérêt affaiblis, ou potentiellement négatifs, est difficile à prévoir et dépendra des prochaines mesures que mettront éventuellement en place la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine pour augmenter ou abaisser les taux ciblés en réponse à la COVID-19 et à d'autres facteurs.

Les gouvernements, les autorités monétaires, les organismes de réglementation et les institutions financières ont également mis en place des mesures pour soutenir l'économie, accroître les liquidités, atténuer le chômage, offrir une aide financière provisoire et un assouplissement des attentes réglementaires et mettre en œuvre d'autres mesures en vue d'atténuer ou de contrebalancer les répercussions économiques néfastes de la pandémie. Nous continuons de travailler avec les organismes de réglementation et les gouvernements des territoires où nous exerçons nos activités pour soutenir et aider nos clients devant s'inscrire aux programmes des gouvernements. La nature, l'étendue et la vitesse de mise en œuvre sans précédent des différentes mesures essentielles pour atténuer les contrecoups de la crise sur l'économie exposent la CIBC à des risques supplémentaires.

Nous continuons d'ajuster notre modèle opérationnel en veillant à assurer constamment la sécurité des membres de notre équipe puisque, dans les régions où les directives des gouvernements et des autorités de santé publique le permettent, certains d'entre eux sont de retour au bureau. Les modalités de travail à distance prévalent toujours dans la mesure du possible, et notre stratégie de retour au bureau est en constante évolution.

Dans l'ensemble, la Banque s'est bien adaptée à la situation. Les mesures du risque opérationnel applicables font encore état d'un niveau acceptable. La résilience et la viabilité opérationnelles demeurent les aspects fondamentaux sur lesquels nous nous concentrons. Nous continuerons de surveiller notre position en matière de risque et les tendances pour assurer la gestion appropriée et opportune des risques opérationnels à mesure que nous sortons de la pandémie.

Advenant que la pandémie de COVID-19 se poursuive au-delà de nos prévisions, ou que l'émergence d'autres variants ait des incidences similaires que les vaccins ne sont pas en mesure d'atténuer efficacement et en temps opportun et qu'il faille de nouveau imposer des arrêts généralisés de l'activité économique pour composer avec de futures vagues d'infection, les répercussions futures sur l'économie et les marchés financiers pourraient s'aggraver et entraîner davantage de volatilité. Tout fait nouveau imprévu touchant les marchés financiers, le contexte réglementaire ou le comportement ou la confiance des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable additionnelle sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière.

Prix des marchandises

Au cours du troisième trimestre, nous avons assisté à un redressement soutenu du prix du pétrole alors que le pétrole brut West Texas Intermediate se négocie à ses niveaux les plus élevés en près de trois ans. Ce redressement est attribuable à la levée des restrictions liées à la pandémie dans de nombreux pays, aux données économiques solides alimentées par l'accroissement de la demande et à une reprise générale des marchés. Sur le plan de l'offre, en juillet, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et les pays alliés non membres de l'OPEP ont conclu une entente visant l'élimination progressive des réductions de production mises en œuvre au début de 2020. Une brève période de ventes massives a constitué la réaction initiale des marchés, mais les prix se sont redressés depuis grâce à l'optimisme soutenu suscité par les excellentes prévisions de croissance.

Néanmoins, nous continuons de surveiller plusieurs risques. L'incidence persistante de la pandémie de COVID-19 du fait du variant Delta pourrait influencer sur la demande, alors que l'offre demeurera sensible à la coopération des pays producteurs de pétrole sur le plan des politiques. En outre, l'attention accrue à l'égard des changements climatiques et des énergies vertes pourrait avoir pour effet de limiter la production et la demande à terme. Nous avons également assisté récemment à un redressement soutenu des prix du gaz naturel. L'accroissement de la demande attribuable au temps chaud, le volume élevé des exportations de gaz naturel liquéfié et la part moins grande des autres sources d'énergie dans la production énergétique ont réduit les stocks aux États-Unis. Cette réduction a fait augmenter les prix du gaz naturel et pourrait faire en sorte que les stocks des États-Unis soient à leur niveau le plus bas depuis plusieurs années au début de l'hiver qui est la saison d'utilisation de ces stocks. Nous continuons d'évaluer les clients de notre portefeuille de titres dans le secteur du pétrole et du gaz selon nos mesures de risque améliorées qui tiennent compte du contexte actuel.

Risque géopolitique

Le risque géopolitique s'intensifie à certains moments. Bien que l'incidence précise sur l'économie mondiale et sur les marchés du crédit et des capitaux mondiaux dépende de la nature de l'événement, tout événement majeur pourrait être en règle générale une source d'instabilité et de volatilité, ce qui occasionnerait l'élargissement des écarts de taux, une diminution de la valeur des actions, une ruée vers les devises refuges et l'augmentation des achats d'or. À court terme, la perturbation des marchés peut nuire au résultat net tiré de nos positions de risque de marché dans les activités de négociation et les activités autres que de négociation. Le risque géopolitique pourrait entraîner un ralentissement de la croissance économique et, de pair avec les répercussions possibles sur les prix des marchandises et la montée récente du protectionnisme, pourrait avoir des conséquences très graves sur les activités économiques et bancaires courantes. À l'heure actuelle, il existe plusieurs facteurs préoccupants :

- l'incertitude et les répercussions sur les marchés à l'échelle mondiale liées à la propagation de la COVID-19, dont les préoccupations liées à la vague d'infection actuelle et aux vagues subséquentes, ainsi que la hausse du nombre de cas dans d'autres pays, la propagation de variants préoccupants et les taux de vaccination;
- les enjeux commerciaux persistants et les relations tendues entre les États-Unis et la Chine;
- les tensions diplomatiques et le différend commercial entre le Canada et la Chine;
- les répercussions de la politique d'achat aux États-Unis (« Buy American »);
- les relations entre les États-Unis et l'Iran;
- l'escalade des tensions au Moyen-Orient;
- les préoccupations à la suite de la conclusion de l'entente sur le Brexit.

Bien qu'il soit impossible de prédire quels pays connaîtront des conflits géopolitiques, nous surveillons étroitement les marchés et les régions actuellement ou récemment instables afin d'évaluer l'incidence de ces situations sur les marchés et les secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités.

Endettement des consommateurs canadiens et marché du logement canadien

Les mesures réglementaires, dont la révision des lignes directrices sur la souscription de prêts hypothécaires (ligne directrice B-20) et la taxe sur les investissements étrangers, jumelées au contexte de chômage à la baisse antérieur, ont eu l'effet escompté, les ratios de la dette au revenu s'étant par la suite aplanis en 2018 et en 2019. Cependant, pour contrer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, le gouvernement a instauré plusieurs programmes de soutien, la Banque du Canada a abaissé son taux d'intérêt et la CIBC et d'autres banques canadiennes ont mis en place des mesures d'aide temporaires à l'égard de l'ensemble de leurs produits de détail, dont les prêts hypothécaires, pour soutenir ses clients. Malgré l'incertitude persistante sur le plan de l'économie et de l'emploi, le marché du logement a fortement rebondi et les prix ont dépassé les niveaux d'avant la pandémie de COVID-19, ce qui a entraîné un risque que nos emprunteurs ne soient pas en mesure de rembourser leurs prêts. À compter du 1^{er} juin 2021, nous avons commencé à déterminer l'admissibilité aux prêts hypothécaires non assurés et assurés en fonction du taux le plus élevé entre le taux du contrat hypothécaire majoré de 2 %, ou 5,25 %, conformément à la ligne directrice B-20 révisée. De plus, nous avons mené des simulations statistiques de crise à l'échelle de l'entreprise supposant une baisse des prix des habitations afin de déterminer les pertes directes potentielles, et nous avons également mené des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une hausse du taux de chômage sur la capacité des emprunteurs à rembourser leurs prêts.

Transition liée à la réforme des taux interbancaires offerts

Les taux d'intérêt de référence, dont le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) et d'autres taux de référence, font l'objet d'une réforme et sont remplacés par de nouveaux taux sans risque largement fondés sur les marchés. La Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a initialement annoncé en juillet 2017 qu'elle n'obligerait pas les banques à soumettre des taux LIBOR après décembre 2021. En mars 2021, la FCA et le ICE Benchmark Administrator (IBA) ont annoncé les dates prévues pour l'abandon ou la perte de représentativité de divers taux LIBOR, notamment que certains taux LIBOR autres qu'en dollars américains cesseront d'être utilisés le 31 décembre 2021 et que la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains seront abandonnées le 30 juin 2023. Étant donné que les taux interbancaires offerts sont utilisés pour un grand volume de dérivés, de prêts et d'instruments en espèces, la transition comporte un certain nombre de risques pour la CIBC et pour l'ensemble du secteur. Les risques liés à la transition comprennent le risque de marché (du fait de l'apparition de nouveaux risques de base), le risque lié aux modèles, le risque opérationnel (à mesure que des processus sont modifiés ou que de nouveaux processus sont mis en œuvre), les risques juridiques (à mesure que les contrats sont révisés) et le risque lié au comportement (pour faire en sorte que les clients soient dûment avisés et qu'ils soient prêts). La CIBC a mis en place un programme complet à l'échelle de l'entreprise afin de gérer et coordonner tous les aspects liés à la transition, dont l'identification et l'atténuation des risques précités. Se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation pour plus de précisions.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Pour plus de précisions sur les faits nouveaux en matière de réglementation, se reporter aux sections Gestion des fonds propres, Risque de crédit, Risque de liquidité et Questions relatives à la comptabilité et au contrôle.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Pour plus de précisions sur les faits nouveaux en matière de comptabilité, se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Risques découlant des activités commerciales

Le graphique ci-dessous présente nos activités commerciales et les mesures de risque correspondantes fondées sur l'APR, ainsi que les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis au 31 juillet 2021 :

| | CIBC | | | | | Siège social et autres |
|--|--|--|--|--|--|---|
| Unités d'exploitation stratégiques | Services bancaires personnels et PME, région du Canada | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis | Marchés des capitaux | | |
| Activités commerciales | <ul style="list-style-type: none"> Dépôts Prêts hypothécaires à l'habitation Prêts personnels Cartes de crédit Prêts aux entreprises Assurance | <ul style="list-style-type: none"> Groupe Entreprises Courtage de plein exercice Gestion d'actifs Gestion privée de patrimoine | <ul style="list-style-type: none"> Groupe Entreprises Gestion d'actifs Gestion privée de patrimoine Services bancaires personnels et PME | <ul style="list-style-type: none"> Produits de crédit Marchés CIBC, réseau mondial Services bancaires d'investissement Portefeuilles de placement Services financiers directs | | <ul style="list-style-type: none"> Services bancaires internationaux Portefeuilles de placement Coentreprises Groupes fonctionnels et de soutien (voir page 16) |
| Bilan | (en millions de dollars) Actif moyen 276 572 Dépôts moyens 188 624 | (en millions de dollars) Actif moyen 71 863 Dépôts moyens 82 541 | (en millions de dollars) Actif moyen 45 772 Dépôts moyens 40 776 | (en millions de dollars) Actif moyen 256 512 Dépôts moyens 85 519 | (en millions de dollars) Actif moyen 156 049 Dépôts moyens 201 823 | |
| APR | (en millions de dollars) Risque de crédit 49 808 Risque de marché - Risque opérationnel 11 553 | (en millions de dollars) Risque de crédit 53 400 Risque de marché - Risque opérationnel 6 776 | (en millions de dollars) Risque de crédit ¹ 45 595 Risque de marché 26 Risque opérationnel 3 603 | (en millions de dollars) Risque de crédit ² 58 113 Risque de marché 10 508 Risque opérationnel 8 173 | (en millions de dollars) Risque de crédit ³ 20 061 Risque de marché 405 Risque opérationnel 978 | |
| Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis⁴ | (%) Proportion du total de la CIBC 17 Comprend : Risque de crédit 77 Risque de marché - Risque opérationnel 18 Autres risques ⁵ 5 | (%) Proportion du total de la CIBC 18 Comprend : Risque de crédit 76 Risque de marché - Risque opérationnel 10 Autres risques ⁵ 14 | (%) Proportion du total de la CIBC 22 Comprend : Risque de crédit 51 Risque de marché - Risque opérationnel 4 Autres risques ⁵ 45 | (%) Proportion du total de la CIBC 19 Comprend : Risque de crédit 75 Risque de marché 13 Risque opérationnel 11 Autres risques ⁵ 1 | (%) Proportion du total de la CIBC 24 Comprend : Risque de crédit 70 Risque de marché 3 Risque opérationnel 8 Autres risques ⁵ 19 | |
| Profil de risque | Nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité et au risque opérationnel, ainsi qu'à d'autres risques, comprenant notamment le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité, les risques juridiques et de réputation, les risques liés à la conformité réglementaire, de même que le risque environnemental et social. | | | | | |

1) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 110 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

2) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 18 219 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

3) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 168 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

4) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 16 de notre Rapport annuel 2020 pour plus de précisions.

5) Correspondent aux capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis liés aux déductions en capital, comme le goodwill et les immobilisations incorporelles, conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres* du BSIF.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Le risque de crédit découle des activités de prêts dans chacune de nos unités d'exploitation stratégiques. Le risque de crédit provient également d'autres sources, notamment de nos activités de négociation, ce qui comprend nos dérivés de gré à gré, nos titres de créance et nos transactions assimilées à des mises en pension de titres. En plus des pertes en cas de défaut d'un emprunteur ou d'une contrepartie, des profits latents ou des pertes latentes peuvent survenir en raison des variations des écarts de taux de la contrepartie qui pourraient influencer sur la valeur comptable ou la juste valeur de nos actifs.

Expositions au risque de crédit

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|--|-------------------|-----------------|
| Portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche fondée sur les notations internes avancée | | |
| Engagements utilisés | 244 572 \$ | 248 265 \$ |
| Engagements non utilisés | 66 819 | 59 379 |
| Transactions assimilées à des mises en pension de titres | 229 930 | 202 809 |
| Divers – hors bilan | 75 704 | 75 399 |
| Dérivés de gré à gré | 20 550 | 18 850 |
| Expositions en cas de défaillance (ECD) du portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut | 637 575 | 604 702 |
| Moins : garanties détenues aux fins de transactions assimilées à des mises en pension de titres | 214 184 | 187 832 |
| ECD du portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net | 423 391 | 416 870 |
| Portefeuille de détail – approche NI avancée | | |
| Engagements utilisés | 287 089 | 265 097 |
| Engagements non utilisés | 93 090 | 87 294 |
| Divers – hors bilan | 352 | 306 |
| ECD du portefeuille de détail, montant brut | 380 531 | 352 697 |
| Portefeuilles normalisés ¹ | 81 224 | 79 350 |
| Expositions de titrisation – approche NI avancée | 10 267 | 12 276 |
| ECD, montant brut | 1 109 597 \$ | 1 049 \$ |
| ECD, montant net | 895 413 \$ | 861 193 \$ |

1) Comprennent un montant de 70,2 G\$ lié aux prêts aux entreprises et aux gouvernements (69,7 G\$ au 31 octobre 2020), un montant de 6,2 G\$ lié aux portefeuilles de détail (6,2 G\$ au 31 octobre 2020) et un montant de 4,8 G\$ (3,5 G\$ au 31 octobre 2020) lié aux expositions de titrisation. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements assujettis à l'approche standard comprennent un montant de 43,9 G\$ au titre de prêts aux entreprises (45,7 G\$ au 31 octobre 2020), un montant de 24,4 G\$ au titre de prêts aux entités souveraines (22,7 G\$ au 31 octobre 2020) et un montant de 1,9 G\$ au titre de prêts aux banques (1,3 G\$ au 31 octobre 2020).

Politique en matière d'allègement

Nous utilisons des techniques d'allègement pour gérer les relations avec nos clients et réduire les pertes sur créances en cas de défaut, de saisie ou de reprise de possession. Dans certains cas, nous devons peut-être modifier les modalités d'un emprunt pour des raisons découlant des difficultés financières d'un emprunteur, réduisant ainsi la possibilité de défaut. La restructuration de la dette totale est soumise à notre test courant de dépréciation trimestriel qui évalue, entre autres facteurs, les clauses restrictives ou les défauts de paiement. La dotation à la provision pour pertes sur créances est ajustée, le cas échéant.

En ce qui concerne les prêts de détail, les techniques d'allègement comprennent la capitalisation des intérêts, la révision de l'amortissement et la consolidation de dettes. Nous avons instauré des conditions d'admissibilité qui permettent à l'équipe de la Gestion des comptes de clients de formuler des mesures correctives qui conviennent et de proposer des solutions adaptées à la situation de chaque emprunteur.

Les solutions qui existent pour les entreprises clientes et les clients commerciaux dépendent de la situation de chaque client et sont offertes de façon circonspecte dans les cas où il a été établi que le client a ou risque d'avoir de la difficulté à s'acquitter de ses obligations. Les clauses restrictives permettent souvent de déceler des changements dans la situation financière du client avant que ne se concrétise un changement sur le plan de ses habitudes de remboursement, et prévoient généralement un droit pour la Banque de rajuster le taux d'intérêt ou d'accélérer le remboursement du prêt. Les solutions peuvent être temporaires ou peuvent faire intervenir d'autres options spéciales de gestion.

Programmes d'aide aux clients de la CIBC en réponse à la COVID-19

Au début de la pandémie, nous nous sommes livrés diligemment à des activités de prêt pour appuyer les clients qui éprouvaient des difficultés financières en raison de la pandémie de COVID-19. D'autres précisions sur les programmes d'aide aux clients que nous offrons figurent à la page 62 de notre Rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Le nombre de clients s'étant prévalu de ces programmes de report des paiements a continué de baisser considérablement par rapport aux deuxième et troisième trimestres de 2020. Après l'échéance de leurs modalités de report de versements, la majorité de ces clients ont repris les versements réguliers de leurs prêts, un secteur relativement petit des comptes de clients ayant été radié. Au 31 juillet 2021, l'encours des prêts bruts au titre desquels la CIBC a accordé le report des paiements était négligeable pour les prêts et les produits de détail au Canada et dans les Caraïbes (3,3 G\$ au 31 octobre 2020) et de 0,6 G\$ pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements (2,5 G\$ au 31 octobre 2020), dont 0,3 G\$ au Canada et aux États-Unis (1,0 G\$ au 31 octobre 2020) et 0,3 G\$ dans les Caraïbes (1,5 G\$ au 31 octobre 2020). Outre les prêts auxquels des programmes de reports de paiement ont été accordés dans les Caraïbes, des prêts supplémentaires totalisant 0,3 G\$ devraient subir une restructuration à court terme.

Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19

En 2020, la CIBC a participé à un certain nombre de programmes de prêts du gouvernement du Canada, dont le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et le Programme de crédit aux entreprises (PCE), qui ont été mis en place afin de favoriser l'accès au crédit et au financement pour les entreprises canadiennes qui ont des difficultés de flux de trésorerie opérationnels et de liquidités pendant la période de grande incertitude causée par la pandémie de COVID-19. En outre, le gouvernement fédéral américain a présenté un programme de prêts avec garantie gouvernementale et d'autres programmes de financement pour les petites et moyennes entreprises, dont le programme de protection des salaires aux États-Unis (Paycheck Protection Program ou PPP) en vertu de la loi intitulée *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (loi CARES). D'autres précisions sur les programmes figurent à la page 62 de notre Rapport annuel 2020 et à la note 2 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

Le 26 janvier 2021, le gouvernement du Canada a instauré le PCSTT, qui est un nouveau programme de prêts garantis en totalité par la BDC accessible aux petites et moyennes entreprises les plus durement touchées par la pandémie. Les entreprises admissibles ont pu commencer à soumettre une demande le 1^{er} février 2021. Les prêts accordés par la CIBC aux termes du PCSTT seront comptabilisés dans notre bilan consolidé lorsqu'ils auront été financés.

Au 31 juillet 2021, des prêts de 4,5 G\$ (2,9 G\$ au 31 octobre 2020) avaient été accordés à nos clients dans le cadre du programme du CUJEC et étaient comptabilisés hors bilan. En outre, l'encours des prêts financés aux termes du PCE et du PCSTT figurant au bilan consolidé intermédiaire s'établissait à 0,3 G\$ (0,2 G\$ au 31 octobre 2020), tandis que l'encours des prêts accordés dans le cadre du PPP aux États-Unis se chiffrait à 0,8 G\$ US (1,9 G\$ US au 31 octobre 2020).

Prêts personnels garantis par des biens immobiliers

Le portefeuille de prêts personnels garantis par des biens immobiliers comprend des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts personnels et des marges garanties par des biens immobiliers résidentiels. Ce portefeuille ne présente qu'un faible risque, car nous détenons un privilège de premier rang sur la plupart des biens immobiliers et un privilège de deuxième rang sur une petite partie du portefeuille. Nous utilisons les mêmes critères de prêt pour approuver les prêts, qu'ils soient assortis d'un privilège de premier rang ou de deuxième rang.

Le tableau suivant présente le détail de nos portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de marges de crédit hypothécaires :

| En milliards de dollars, au 31 juillet 2021 | Prêts hypothécaires à l'habitation ¹ | | | | Marges de crédit hypothécaires ² | | Total | | | |
|--|---|-------------|-----------------|-------------|---|--------------|----------------|-------------|-----------------|-------------|
| | Assurés | | Non assurés | | Non assurées | | Assurés | | Non assurés | |
| Ontario ³ | 26,2 \$ | 21 % | 100,9 \$ | 79 % | 10,0 \$ | 100 % | 26,2 \$ | 19 % | 110,9 \$ | 81 % |
| Colombie-Britannique et territoires ⁴ | 9,0 | 19 | 38,9 | 81 | 3,8 | 100 | 9,0 | 17 | 42,7 | 83 |
| Alberta | 13,1 | 50 | 13,2 | 50 | 2,2 | 100 | 13,1 | 46 | 15,4 | 54 |
| Québec | 5,7 | 31 | 12,5 | 69 | 1,1 | 100 | 5,7 | 30 | 13,6 | 70 |
| Provinces des Prairies / du Centre | 3,5 | 47 | 4,0 | 53 | 0,6 | 100 | 3,5 | 43 | 4,6 | 57 |
| Provinces de l'Atlantique | 3,8 | 44 | 4,9 | 56 | 0,7 | 100 | 3,8 | 40 | 5,6 | 60 |
| Portefeuille canadien ^{5, 6} | 61,3 | 26 | 174,4 | 74 | 18,4 | 100 | 61,3 | 24 | 192,8 | 76 |
| Portefeuille américain ⁵ | - | - | 2,0 | 100 | - | - | - | - | 2,0 | 100 |
| Autre portefeuille international ⁵ | - | - | 2,4 | 100 | - | - | - | - | 2,4 | 100 |
| Total des portefeuilles | 61,3 \$ | 26 % | 178,8 \$ | 74 % | 18,4 \$ | 100 % | 61,3 \$ | 24 % | 197,2 \$ | 76 % |
| 31 octobre 2020 | 67,0 \$ | 31 % | 149,0 \$ | 69 % | 19,6 \$ | 100 % | 67,0 \$ | 28 % | 168,6 \$ | 72 % |

1) Les soldes reflètent la valeur du capital.

2) Nous n'avions aucune marge de crédit hypothécaire assurée au 31 juillet 2021 et 31 octobre 2020.

3) Comprend un montant de 12,2 G\$ (13,8 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 64,5 G\$ (53,4 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 5,8 G\$ (6,1 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Toronto.

4) Comprend un montant de 4,0 G\$ (4,5 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 26,8 G\$ (22,9 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 2,4 G\$ (2,5 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Vancouver.

5) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.

6) Une tranche de 65 % (71 % au 31 octobre 2020) des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens sont assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et le solde, par deux assureurs canadiens du secteur privé, tous les deux notés au moins AA (faible) par DBRS Limited (DBRS).

Le tableau suivant présente les ratios prêt-garantie¹ moyens pour nos prêts hypothécaires à l'habitation et nos marges de crédit hypothécaires non assurés qui ont été montés et acquis au cours du trimestre et des neuf mois clos le 31 juillet 2021.

| | Pour les trois mois clos les | | | | | | Pour les neuf mois clos les | | | |
|--|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| | 31 juill. 2021 | | 30 avr. 2021 | | 31 juill. 2020 | | 31 juill. 2021 | | 31 juill. 2020 | |
| | Prêts hypothécaires à l'habitation | Marges de crédit hypothécaires | Prêts hypothécaires à l'habitation | Marges de crédit hypothécaires | Prêts hypothécaires à l'habitation | Marges de crédit hypothécaires | Prêts hypothécaires à l'habitation | Marges de crédit hypothécaires | Prêts hypothécaires à l'habitation | Marges de crédit hypothécaires |
| Ontario ² | 64 % | 67 % | 63 % | 68 % | 63 % | 68 % | 63 % | 68 % | 63 % | 68 % |
| Colombie-Britannique et territoires ³ | 61 | 65 | 60 | 66 | 60 | 65 | 60 | 66 | 60 | 65 |
| Alberta | 69 | 73 | 68 | 74 | 67 | 72 | 68 | 73 | 68 | 72 |
| Québec | 68 | 73 | 68 | 73 | 67 | 73 | 68 | 73 | 68 | 73 |
| Provinces des Prairies / du Centre | 70 | 73 | 68 | 75 | 68 | 75 | 69 | 74 | 69 | 74 |
| Provinces de l'Atlantique | 69 | 73 | 70 | 75 | 72 | 74 | 69 | 74 | 72 | 74 |
| Portefeuille canadien ⁴ | 64 % | 68 % | 63 % | 69 % | 63 % | 69 % | 63 % | 68 % | 64 % | 68 % |
| Portefeuille américain ⁴ | 66 % | 65 % | 64 % | 71 % | 63 % | 64 % | 64 % | 65 % | 65 % | 65 % |
| Autre portefeuille international ⁴ | 72 % | négl. | 76 % | négl. | 62 % | négl. | 75 % | négl. | 71 % | négl. |

1) Les ratios prêt-garantie pour les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaires montés depuis peu sont calculés en fonction de la moyenne pondérée.

2) Les ratios prêt-garantie moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation de la région du Grand Toronto qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 63 % (63 % au 30 avril 2021 et 62 % au 31 juillet 2020) et à 63 % au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2021 (61 % au 31 juillet 2020).

3) Les ratios prêt-garantie moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation de la région du Grand Vancouver qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 59 % (58 % au 30 avril 2021 et 58 % au 31 juillet 2020) et à 59 % au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2021 (57 % au 31 juillet 2020).

4) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.
négl. Négligeable.

Le tableau suivant présente les ratios prêt-garantie moyens pour l'ensemble du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada :

| | Assurés | Non assurés |
|---------------------------------------|-------------|-------------|
| 31 juillet 2021 ^{1,2} | 51 % | 48 % |
| 31 octobre 2020 ^{1,2} | 55 % | 52 % |

- 1) Les ratios prêt-garantie pour les prêts hypothécaires à l'habitation sont calculés en fonction de la moyenne pondérée. Les estimations du prix des maisons pour le 31 juillet 2021 et le 31 octobre 2020 sont fondées sur les indices liés aux régions de tri d'acheminement tirés de l'indice composé de Prix de Maison Teranet canadien – Banque Nationale (Teranet) respectivement au 30 juin 2021 et au 30 septembre 2020. L'indice Teranet constitue une estimation indépendante du taux de changement dans les prix des maisons au Canada.
- 2) Le ratio prêt-garantie moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto s'est élevé à 46 % (48 % au 31 octobre 2020). Le ratio prêt-garantie moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver s'est élevé à 44 % (46 % au 31 octobre 2020).

Le tableau ci-après résume le profil des périodes d'amortissement restantes concernant l'ensemble de nos prêts hypothécaires à l'habitation canadiens, américains et internationaux en fonction des paiements réels des clients.

| | Moins de 5 ans | De 5 ans à 10 ans | De 10 ans à 15 ans | De 15 ans à 20 ans | De 20 ans à 25 ans | De 25 ans à 30 ans | De 30 ans à 35 ans | 35 ans et plus |
|---|----------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Portefeuille canadien | | | | | | | | |
| 31 juillet 2021 | 1 % | 4 % | 7 % | 17 % | 45 % | 26 % | - % | - % |
| 31 octobre 2020 | 2 % | 4 % | 7 % | 18 % | 44 % | 25 % | - % | - % |
| Portefeuille américain | | | | | | | | |
| 31 juillet 2021 | 1 % | 3 % | 6 % | 10 % | 9 % | 71 % | - % | - % |
| 31 octobre 2020 | 2 % | 3 % | 7 % | 10 % | 10 % | 68 % | - % | - % |
| Autre portefeuille international | | | | | | | | |
| 31 juillet 2021 | 7 % | 12 % | 21 % | 24 % | 19 % | 15 % | 1 % | - % |
| 31 octobre 2020 | 7 % | 13 % | 22 % | 23 % | 19 % | 14 % | 2 % | - % |

Nous avons deux types de risques liés aux copropriétés au Canada : les prêts hypothécaires et les prêts octroyés aux promoteurs. Les deux visent principalement les régions de Toronto et de Vancouver. Au 31 juillet 2021, nos prêts hypothécaires liés aux copropriétés au Canada s'élevaient à 33,3 G\$ (28,1 G\$ au 31 octobre 2020), et une tranche de 26 % de ces prêts (31 % au 31 octobre 2020) était assurée. Le montant utilisé des prêts que nous avons octroyés aux promoteurs s'établissait à 1,3 G\$ (1,4 G\$ au 31 octobre 2020) ou 0,8 % (1,0 % au 31 octobre 2020) de notre portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, et les engagements non utilisés connexes s'élevaient à 4,8 G\$ (4,5 G\$ au 31 octobre 2020). Le risque lié aux promoteurs de copropriétés est réparti entre 105 projets.

Nous soumettons nos portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit hypothécaires à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence possible d'événements économiques variés. Nos simulations de crise peuvent faire appel à différentes variables, telles que le taux de chômage, le ratio du service de la dette et les variations des prix des logements, afin d'établir des modèles de résultats possibles dans des circonstances précises. Ces simulations font intervenir des variables qui pourraient se comporter différemment selon les situations. Les variables économiques utilisées pour nos principales simulations se situent dans des fourchettes, soit semblables à celles liées à des événements historiques s'étant déroulés lorsque le Canada a connu une récession, soit plus prudentes que celles-ci, tout en tenant compte de l'incidence de la pandémie de COVID-19. Nos résultats démontrent qu'en période de récession, notre solide situation de fonds propres devrait suffire pour absorber les pertes liées aux prêts hypothécaires et aux marges de crédit hypothécaires.

Le 20 mai 2021, le BSIF et le ministère des Finances ont annoncé qu'à compter du 1^{er} juin 2021, le taux admissible minimal pour les prêts hypothécaires non assurés et assurés est désormais le taux le plus élevé entre le taux du contrat hypothécaire majoré de 2 %, ou 5,25 %, comme taux plancher minimal. Le taux de 5,25 % a remplacé le taux d'intérêt de référence des prêts hypothécaires de cinq ans publié par la Banque du Canada qui était appliqué, et le BSIF ainsi que le ministère des Finances le réviseront au moins une fois par an pour s'assurer qu'il reste approprié dans l'environnement de risque.

Risque de crédit lié aux activités de négociation

Nous nous exposons à un risque de crédit lié aux activités de négociation (aussi appelé risque de crédit de contrepartie) qui découle de nos activités liées aux dérivés de gré à gré et de nos transactions assimilées à des mises en pension de titres. La nature de nos expositions aux dérivés et la façon dont nous les réduisons sont décrites à la note 13 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Les transactions assimilées à des mises en pension de titres se composent de nos valeurs mobilières acquises ou vendues en vertu de mises en pension de titres, de même que de nos activités d'emprunt de valeurs et de prêts de valeurs.

Le tableau ci-après fait état de la notation des créances évaluées à la valeur de marché liée à des dérivés de gré à gré :

| En milliards de dollars, aux | 31 juill. 2021 | | 31 oct. 2020 ¹ | |
|------------------------------|--------------------------|----------------|---------------------------|----------------|
| | Expositions ² | | Expositions ² | |
| De première qualité | 8,24 \$ | 70,1 % | 7,45 \$ | 74,8 % |
| De qualité inférieure | 3,45 | 29,3 | 2,40 | 24,1 |
| Liste de surveillance | 0,07 | 0,6 | 0,10 | 1,0 |
| Défaut | - | - | 0,01 | 0,1 |
| | 11,76 \$ | 100,0 % | 9,96 \$ | 100,0 % |

1) Retraités par rapport aux montants présentés précédemment.

2) Évaluation à la valeur de marché des contrats de dérivés de gré à gré, compte tenu des accords généraux de compensation, mais compte non tenu des garanties.

Prêts douteux

Le tableau ci-après présente le détail des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances :

| En millions de dollars | Aux dates indiquées et pour les trois mois clos les | | | | | | Aux dates indiquées et pour les neuf mois clos les | | | | | |
|--|---|-------------------------|-----------------|--|-------------------------|-----------------|--|-------------------------|-----------------|--|-------------------------|-----------------|
| | 31 juill. 2021 | | | 30 avr. 2021 | | | 31 juill. 2020 | | | 31 juill. 2020 | | |
| | Prêts aux entreprises et aux gouvernements | Prêts à la consommation | Total | Prêts aux entreprises et aux gouvernements | Prêts à la consommation | Total | Prêts aux entreprises et aux gouvernements | Prêts à la consommation | Total | Prêts aux entreprises et aux gouvernements | Prêts à la consommation | Total |
| Prêts douteux bruts | | | | | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 1 391 \$ | 943 \$ | 2 334 \$ | 1 476 \$ | 979 \$ | 2 455 \$ | 1 144 \$ | 1 088 \$ | 2 232 \$ | 1 359 \$ | 990 \$ | 2 349 \$ |
| Classement dans les prêts douteux au cours de la période | 70 | 344 | 414 | 192 | 534 | 726 | 468 | 493 | 961 | 669 | 1 311 | 1 980 |
| Transfert dans les prêts productifs au cours de la période | (106) | (143) | (249) | (33) | (152) | (185) | (33) | (121) | (154) | (207) | (496) | (703) |
| Remboursements nets | (177) | (169) | (346) | (118) | (159) | (277) | (69) | (139) | (208) | (452) | (412) | (864) |
| Montants radiés | (99) | (166) | (265) | (66) | (250) | (316) | (47) | (172) | (219) | (235) | (566) | (801) |
| Recouvrements de prêts et avances auparavant radiés | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Cessions de prêts | - | - | - | (31) | - | (31) | - | - | - | - | - | - |
| Prêts douteux acquis | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Change et autres | 9 | 4 | 13 | (29) | (9) | (38) | (20) | (9) | (29) | (46) | (14) | (60) |
| Solde à la fin de la période | 1 088 \$ | 813 \$ | 1 901 \$ | 1 391 \$ | 943 \$ | 2 334 \$ | 1 443 \$ | 1 140 \$ | 2 583 \$ | 1 088 \$ | 813 \$ | 1 901 \$ |
| Provision pour pertes sur créances – prêts douteux | 540 \$ | 267 \$ | 807 \$ | 620 \$ | 286 \$ | 906 \$ | 612 \$ | 296 \$ | 908 \$ | 540 \$ | 267 \$ | 807 \$ |
| Prêts douteux nets¹⁾ | | | | | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 771 \$ | 657 \$ | 1 428 \$ | 790 \$ | 713 \$ | 1 503 \$ | 625 \$ | 800 \$ | 1 425 \$ | 709 \$ | 726 \$ | 1 435 \$ |
| Variation nette des prêts douteux bruts | (303) | (130) | (433) | (85) | (36) | (121) | 299 | 52 | 351 | (271) | (177) | (448) |
| Variation nette de la provision | 80 | 19 | 99 | 66 | (20) | 46 | (93) | (8) | (101) | 110 | (3) | 107 |
| Solde à la fin de la période | 548 \$ | 546 \$ | 1 094 \$ | 771 \$ | 657 \$ | 1 428 \$ | 831 \$ | 844 \$ | 1 675 \$ | 548 \$ | 546 \$ | 1 094 \$ |
| Prêts douteux nets en pourcentage des prêts et des acceptations nets | | | 0,24 % | | | 0,33 % | | | 0,40 % | | | 0,24 % |

1) Les prêts douteux nets correspondent aux prêts douteux bruts, nets de la provision pour pertes sur créances de troisième stade.

Prêts douteux bruts

Au 31 juillet 2021, les prêts douteux bruts s'élevaient à 1 901 M\$, soit une baisse de 682 M\$ comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout d'une baisse dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada, ainsi que dans les secteurs du pétrole et du gaz, des services aux entreprises et des services de détail et de gros, en partie contrebalancée par une augmentation dans les secteurs de l'immobilier et de la construction.

Les prêts douteux bruts ont diminué de 433 M\$ comparativement à ceux du trimestre précédent, en raison surtout d'une diminution dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada, ainsi que dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, du pétrole et du gaz, des services aux entreprises et des services publics.

Une tranche de 56 % des prêts douteux bruts se rapportait au Canada, dont la majorité était liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, aux secteurs des services de détail et de gros et des services publics.

Une tranche de 25 % des prêts douteux bruts était liée aux États-Unis, dont la majorité dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, des institutions financières et des services aux entreprises.

Les prêts douteux bruts restants se rapportaient à CIBC FirstCaribbean, dont la majorité était liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, ainsi qu'aux secteurs des services aux entreprises et de l'immobilier et de la construction.

Provision pour pertes sur créances – prêts douteux

La provision pour pertes sur prêts douteux s'est élevée à 807 M\$, soit une baisse de 101 M\$ comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des diminutions dans les secteurs des services aux entreprises et du pétrole et du gaz et d'une baisse dans le portefeuille des prêts personnels au Canada, en partie contrebalancées par une augmentation dans le secteur des services publics.

La provision pour pertes sur prêts douteux a diminué de 99 M\$ comparativement à celle du trimestre précédent, en raison surtout des diminutions enregistrées dans les secteurs des services aux entreprises, du pétrole et du gaz et des services de détail et de gros, ainsi que dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada, en partie contrebalancées par une hausse dans CIBC FirstCaribbean.

Prêts en souffrance aux termes du contrat, mais non douteux

Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts en souffrance aux termes du contrat, mais non douteux. La plupart des prêts aux entreprises et aux gouvernements notés en fonction du risque qui étaient en souffrance aux termes du contrat au moment où des allègements ont été fournis dans le cadre de programmes de report de paiement ont été présentés dans la catégorie du classement chronologique qui s'appliquait lorsque les reports ont été accordés pendant la période de report. Les autres prêts aux entreprises et aux gouvernements, prêts sur cartes de crédit, prêts personnels et prêts hypothécaires à l'habitation qui ont fait l'objet d'un programme de report de paiement ont en général été présentés dans la catégorie chronologique qui s'appliquait au 31 mars 2020 pendant la période de report, ce qui correspond approximativement au moment où la majorité des reports de paiements ont été accordés. Le classement chronologique des prêts qui ne sont plus assujettis à un programme de report de paiement donné se poursuit habituellement en fonction du statut accordé à ceux-ci à l'inscription au programme dans la mesure où un paiement n'a pas été effectué.

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | | | 31 oct. 2020 ¹⁾ |
|--|------------------------|------------------|-----------------|----------------------------|
| | De 31 jours à 90 jours | Plus de 90 jours | Total | Total |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 735 \$ | - \$ | 735 \$ | 1 152 \$ |
| Prêts personnels | 168 | - | 168 | 222 |
| Cartes de crédit | 120 | 63 | 183 | 321 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 384 | - | 384 | 281 |
| | 1 407 \$ | 63 \$ | 1 470 \$ | 1 976 \$ |

1) Compte non tenu des prêts qui étaient en souffrance depuis moins de 30 jours, car ces prêts ne sont en général pas représentatifs de la capacité de remboursement des emprunteurs.

Expositions à certains pays et à certaines régions

Europe

Le tableau suivant présente nos expositions à des pays d'Europe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone euro.

Nos expositions directes présentées dans le tableau ci-après se composent : A) des expositions capitalisées – les prêts au bilan (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant), les dépôts auprès d'autres banques (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant) et les valeurs mobilières (présentées à leur valeur comptable); B) des expositions non capitalisées – les engagements de crédit inutilisés, les lettres de crédit et cautionnements (présentés au montant notionnel, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant); et C) des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés (présentées à leur juste valeur) et des transactions assimilées à des mises en pension de titres (présentées à leur juste valeur).

Du total de nos expositions directes européennes, environ 42 % (47 % au 31 octobre 2020) correspondent à des entités dans des pays assortis d'une note Aaa/AAA auprès d'au moins Moody's Investors Service, Inc. (Moody's) ou Standard & Poor's (S&P).

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos positions dans ce segment :

| En millions de dollars, au 31 juillet 2021 | Expositions directes | | | | | | | Créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés et transactions assimilées à des mises en pension de titres ¹ | | | | Total de l'exposition directe (A)+(B)+(C) |
|--|-----------------------|-------------------------------|-------------------|--|-----------------------|-------------------|--|--|-------------------------------|-------------------|------------------------|---|
| | Capitalisées | | | | Non capitalisées | | | | | | | |
| | Prêts aux entreprises | Prêts aux entités souveraines | Prêts aux banques | Total des expositions capitalisées (A) | Prêts aux entreprises | Prêts aux banques | Total des expositions non capitalisées (B) | Prêts aux entreprises | Prêts aux entités souveraines | Prêts aux banques | Expositions nettes (C) | |
| Autriche | - \$ | 542 \$ | 57 \$ | 599 \$ | - \$ | 2 \$ | 2 \$ | - \$ | - \$ | 1 \$ | 1 \$ | 602 \$ |
| Finlande | 52 | 260 | 663 | 975 | 119 | 6 | 125 | - | - | - | - | 1 100 |
| France | 43 | 43 | 70 | 156 | 342 | 55 | 397 | 4 | - | 19 | 23 | 576 |
| Allemagne | 463 | 992 | 498 | 1 953 | 153 | 123 | 276 | 46 | - | 37 | 83 | 2 312 |
| Irlande | 158 | - | 157 | 315 | 42 | - | 42 | - | - | 192 | 192 | 549 |
| Luxembourg | 138 | - | 1 921 | 2 059 | 85 | 100 | 185 | 5 | - | 41 | 46 | 2 290 |
| Pays-Bas | 459 | 422 | 139 | 1 020 | 526 | 247 | 773 | 33 | - | 4 | 37 | 1 830 |
| Norvège | 206 | 337 | 132 | 675 | 700 | - | 700 | - | 2 | - | 2 | 1 377 |
| Portugal | - | - | - | - | - | - | - | - | 7 | - | 7 | 7 |
| Espagne | 90 | - | 8 | 98 | 8 | 26 | 34 | 1 | - | 15 | 16 | 148 |
| Suède | 389 | 913 | 121 | 1 423 | 150 | - | 150 | 21 | - | 2 | 23 | 1 596 |
| Suisse | 184 | - | 12 | 196 | 80 | - | 80 | 4 | - | 95 | 99 | 375 |
| Royaume-Uni | 2 627 | 1 882 | 1 567 | 6 076 | 3 100 | 321 | 3 421 | 653 | 19 | 548 | 1 220 | 10 717 |
| Autres pays d'Europe | 62 | 64 | 172 | 298 | 12 | 97 | 109 | - | 151 | - | 151 | 558 |
| Total pour l'Europe | 4 871 \$ | 5 455 \$ | 5 517 \$ | 15 843 \$ | 5 317 \$ | 977 \$ | 6 294 \$ | 767 \$ | 179 \$ | 954 \$ | 1 900 \$ | 24 037 \$ |
| 31 octobre 2020 | 4 275 \$ | 3 598 \$ | 5 157 \$ | 13 030 \$ | 5 063 \$ | 968 \$ | 6 031 \$ | 788 \$ | 92 \$ | 835 \$ | 1 715 \$ | 20 776 \$ |

1) Les montants sont présentés nets des REC et des garanties. La garantie offerte à l'égard des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés s'établissait à 1,7 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2020), et la garantie offerte à l'égard des transactions assimilées à des mises en pension de titres s'élevait à 32,3 G\$ (30,3 G\$ au 31 octobre 2020), les deux garanties comprenant des liquidités et des titres de créance de qualité supérieure.

Nous avons des expositions indirectes à des entités européennes de 2 538 M\$ (639 M\$ au 31 octobre 2020) puisque nous avons reçu, de la part de contreparties qui ne sont pas établies en Europe, des titres de créance et des titres de participation émis par des entités européennes à titre de garanties aux termes de nos transactions de dérivés et de nos activités d'emprunts de valeurs et de prêts de valeurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte financière dans nos portefeuilles de négociation et nos portefeuilles autres que de négociation attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des marchandises, les écarts de taux et le comportement des clients à l'égard des produits de détail. Il découle des activités de négociation et de trésorerie de la CIBC et englobe toutes les activités de positionnement sur le marché et les activités de tenue de marché.

Le portefeuille de négociation s'entend des positions sur instruments financiers et marchandises détenues dans le but de répondre aux besoins à court terme de nos clients.

Les portefeuilles autres que de négociation comprennent des positions détenues dans diverses devises qui ont trait à la gestion de l'actif et du passif et aux activités de placement.

Mesure de risque

Le tableau suivant présente les soldes du bilan consolidé intermédiaire qui sont exposés au risque de marché. Certains écarts entre le classement comptable et le classement fondé sur les risques sont expliqués en détail dans les notes de bas de tableau ci-après :

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | | | | 31 oct. 2020 | | | | Risque autre que de négociation – principale sensibilité aux risques |
|---|-------------------|--|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--|-------------------------------------|---------------------------------|--|
| | Bilan consolidé | Exposés au risque de marché ¹ | | Non exposés au risque de marché | Bilan consolidé | Exposés au risque de marché ¹ | | | |
| | | Activités de négociation | Activités autres que de négociation | | | Activités de négociation | Activités autres que de négociation | Non exposés au risque de marché | |
| Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques | 30 234 \$ | - \$ | 2 616 \$ | 27 618 \$ | 43 531 \$ | - \$ | 2 445 \$ | 41 086 \$ | de change |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques | 20 062 | 55 | 20 007 | - | 18 987 | 75 | 18 912 | - | de taux d'intérêt |
| Valeurs mobilières | 157 478 | 54 706 | 102 772 | - | 149 046 | 45 825 | 103 221 | - | de taux d'intérêt, lié aux actions |
| Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées | 13 296 | - | 13 296 | - | 8 547 | - | 8 547 | - | de taux d'intérêt |
| Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres | 62 910 | - | 62 910 | - | 65 595 | - | 65 595 | - | de taux d'intérêt |
| Prêts | | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 245 045 | - | 245 045 | - | 221 165 | - | 221 165 | - | de taux d'intérêt |
| Prêts personnels | 41 231 | - | 41 231 | - | 42 222 | - | 42 222 | - | de taux d'intérêt |
| Cartes de crédit | 10 870 | - | 10 870 | - | 11 389 | - | 11 389 | - | de taux d'intérêt |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 144 130 | 23 999 ² | 120 131 | - | 135 546 | 22 643 ² | 112 903 | - | de taux d'intérêt |
| Provision pour pertes sur créances | (2 926) | - | (2 926) | - | (3 540) | - | (3 540) | - | de taux d'intérêt |
| Dérivés | 34 360 | 32 691 | 1 669 | - | 32 730 | 31 244 | 1 486 | - | de taux d'intérêt, de change |
| Engagements de clients en vertu d'acceptations | 10 817 | - | 10 817 | - | 9 606 | - | 9 606 | - | de taux d'intérêt |
| Autres actifs | 38 560 | 4 003 | 24 681 | 9 876 | 34 727 | 3 364 | 20 613 | 10 750 | de taux d'intérêt, lié aux actions, de change |
| | 806 067 \$ | 115 454 \$ | 653 119 \$ | 37 494 \$ | 769 551 \$ | 103 151 \$ | 614 564 \$ | 51 836 \$ | |
| Dépôts | 602 969 \$ | 591 ³ | 531 771 \$ | 70 607 \$ | 570 740 \$ | 484 ³ | 510 788 \$ | 59 468 \$ | de taux d'intérêt |
| Engagements liés à des valeurs vendues à découvert | 21 815 | 19 821 | 1 994 | - | 15 963 | 13 795 | 2 168 | - | de taux d'intérêt |
| Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées | 3 611 | - | 3 611 | - | 1 824 | - | 1 824 | - | de taux d'intérêt |
| Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres | 64 633 | - | 64 633 | - | 71 653 | - | 71 653 | - | de taux d'intérêt |
| Dérivés | 29 291 | 27 825 | 1 466 | - | 30 508 | 29 436 | 1 072 | - | de taux d'intérêt, de change |
| Acceptations | 10 879 | - | 10 879 | - | 9 649 | - | 9 649 | - | de taux d'intérêt |
| Autres passifs | 22 931 | 2 241 | 11 041 | 9 649 | 22 167 | 2 386 | 10 926 | 8 855 | de taux d'intérêt |
| Titres secondaires | 5 653 | - | 5 653 | - | 5 712 | - | 5 712 | - | de taux d'intérêt |
| | 761 782 \$ | 50 478 \$ | 631 048 \$ | 80 256 \$ | 728 216 \$ | 46 101 \$ | 613 792 \$ | 68 323 \$ | |

1) Les REF sont exclus des activités de négociation aux fins du calcul des fonds propres réglementaires, les dérivés de couverture connexes liés aux REF étant également exclus du calcul.

Exclut des prêts de 241 M\$ (291 M\$ au 31 octobre 2020) qui sont entreposés à des fins de titrisation future. Ces éléments sont considérés comme des activités autres que de négociation aux fins du risque de marché.

2) risque de marché.

3) Comprend des dépôts désignés à la juste valeur qui sont considérés comme des activités de négociation aux fins du risque de marché.

Activités de négociation

Nous détenons des positions dans des contrats financiers négociés en vue de répondre aux besoins de nos clients en matière de gestion du risque et de placement. Les produits de négociation (produits nets d'intérêts et produits autres que d'intérêts) proviennent de ces transactions. Les instruments de négociation sont comptabilisés à leur juste valeur et comprennent des titres de créance, des titres de participation et des dérivés de taux d'intérêt, de taux de change, d'actions, de marchandises et de crédit.

Valeur à risque

Notre méthode de la valeur à risque (VAR) est une technique statistique qui permet de mesurer la perte envisageable en un jour selon un degré de confiance de 99 %. Nous utilisons une méthode de réévaluation totale au moyen d'une simulation historique pour calculer la VAR, la VAR en situation de crise et d'autres mesures de risque.

Les trois tableaux ci-après présentent la VAR, la VAR en situation de crise et les exigences supplémentaires liées aux risques selon la catégorie de risque pour nos activités de négociation en fonction d'une approche fondée sur des modèles internes.

La VAR totale moyenne pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 a augmenté de 0,6 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, du fait surtout de la hausse du risque de taux d'intérêt, en partie neutralisée par la hausse de l'avantage de diversification et la baisse du risque spécifique de la dette.

La VAR totale moyenne en situation de crise pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 a augmenté de 2,8 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, du fait surtout de la hausse du risque de taux d'intérêt et du risque lié aux actions, en partie neutralisée par la hausse de l'avantage de diversification. En 2021, notre créneau de VAR a été celui de la crise financière mondiale de 2008-2009. Cependant, pendant une période de quatre mois aux troisième et quatrième trimestres de 2020, notre créneau de VAR en situation de crise a été celui de la période pandémique de 2019-2020. Ces deux périodes historiques ont été marquées non seulement par une volatilité accrue des taux d'intérêt, mais également par une volatilité accrue du cours des actions combinée à une réduction des taux d'intérêt, ainsi qu'une augmentation des écarts de taux.

Les exigences supplémentaires moyennes liées aux risques pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 ont augmenté de 33,8 M\$ comparativement à celles du trimestre précédent, en raison, dans une certaine mesure, d'une hausse des obligations de sociétés détenues.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation

| En millions de dollars | Aux dates indiquées et pour les trois mois clos les | | | | | | | | | Aux dates indiquées et pour les neuf mois clos les | |
|---------------------------------------|---|--------|---------|---------|--------------|---------|----------------|---------|---------|--|----------------|
| | 31 juill. 2021 | | | | 30 avr. 2021 | | 31 juill. 2020 | | | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| | Haut | Bas | Clôture | Moyenne | Clôture | Moyenne | Clôture | Moyenne | Moyenne | Moyenne | |
| Risque de taux d'intérêt | 15,0 \$ | 6,7 \$ | 8,5 \$ | 10,8 \$ | 10,3 \$ | 7,5 \$ | 6,3 \$ | 6,1 \$ | 8,3 \$ | 6,0 \$ | |
| Risque d'écart de taux | 10,5 | 6,0 | 9,1 | 8,7 | 9,4 | 8,9 | 4,4 | 7,5 | 8,5 | 5,3 | |
| Risque lié aux actions | 5,8 | 2,4 | 5,2 | 3,7 | 3,3 | 3,7 | 4,4 | 4,4 | 3,6 | 3,9 | |
| Risque de change | 1,8 | 0,4 | 1,0 | 0,9 | 1,1 | 1,2 | 2,5 | 1,4 | 1,2 | 1,8 | |
| Risque lié aux marchandises | 4,5 | 1,4 | 3,8 | 2,8 | 1,1 | 3,1 | 4,1 | 3,4 | 3,0 | 3,0 | |
| Risque spécifique de la dette | 4,1 | 2,3 | 2,9 | 2,9 | 3,5 | 3,5 | 2,5 | 2,6 | 3,2 | 2,3 | |
| Effet de diversification ¹ | négl. | négl. | (21,5) | (22,4) | (21,5) | (21,1) | (16,4) | (16,6) | (20,5) | (13,5) | |
| Total de la VAR (mesure de un jour) | 9,4 \$ | 5,3 \$ | 9,0 \$ | 7,4 \$ | 7,2 \$ | 6,8 \$ | 7,8 \$ | 8,8 \$ | 7,3 \$ | 8,8 \$ | |

¹ Le total de la VAR est inférieur à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

VAR en situation de crise par catégorie de risque – portefeuille de négociation

| En millions de dollars | Aux dates indiquées et pour les trois mois clos les | | | | | | | | | Aux dates indiquées et pour les neuf mois clos les | |
|---|---|---------|---------|---------|--------------|---------|----------------|---------|---------|--|----------------|
| | 31 juill. 2021 | | | | 30 avr. 2021 | | 31 juill. 2020 | | | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| | Haut | Bas | Clôture | Moyenne | Clôture | Moyenne | Clôture | Moyenne | Moyenne | Moyenne | |
| Risque de taux d'intérêt | 39,2 \$ | 20,3 \$ | 22,4 \$ | 28,9 \$ | 31,3 \$ | 23,7 \$ | 16,7 \$ | 16,3 \$ | 25,7 \$ | 20,6 \$ | |
| Risque d'écart de taux | 11,0 | 5,4 | 9,4 | 8,7 | 6,8 | 8,9 | 10,8 | 14,8 | 9,1 | 11,7 | |
| Risque lié aux actions | 19,0 | 1,7 | 15,4 | 9,9 | 6,4 | 8,1 | 5,5 | 3,6 | 9,0 | 4,3 | |
| Risque de change | 9,2 | 0,3 | 1,5 | 1,5 | 2,1 | 2,4 | 9,0 | 7,0 | 4,8 | 8,2 | |
| Risque lié aux marchandises | 3,2 | 1,5 | 2,3 | 2,1 | 2,6 | 3,1 | 3,6 | 3,8 | 2,5 | 4,9 | |
| Risque spécifique de la dette | 6,5 | 4,1 | 5,4 | 5,2 | 5,5 | 5,2 | 4,4 | 3,3 | 5,4 | 4,6 | |
| Effet de diversification ¹ | négl. | négl. | (25,2) | (27,3) | (27,5) | (25,2) | (38,1) | (32,0) | (29,1) | (35,2) | |
| Total de la VAR en situation de crise (mesure de un jour) | 40,8 \$ | 23,7 \$ | 31,2 \$ | 29,0 \$ | 27,2 \$ | 26,2 \$ | 11,9 \$ | 16,8 \$ | 27,4 \$ | 19,1 \$ | |

¹ Le total de la VAR en situation de crise est inférieur à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

Exigences supplémentaires liées aux risques – portefeuille de négociation

| En millions de dollars | Aux dates indiquées et pour les trois mois clos les | | | | | | | | | Aux dates indiquées et pour les neuf mois clos les | |
|---|---|----------|----------|----------|--------------|----------|----------------|----------|----------|--|----------------|
| | 31 juill. 2021 | | | | 30 avr. 2021 | | 31 juill. 2020 | | | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| | Haut | Bas | Clôture | Moyenne | Clôture | Moyenne | Clôture | Moyenne | Moyenne | Moyenne | |
| Risque de défaut | 195,9 \$ | 148,8 \$ | 175,2 \$ | 171,1 \$ | 152,3 \$ | 144,2 \$ | 103,2 \$ | 107,9 \$ | 143,1 \$ | 137,1 \$ | |
| Risque de migration | 70,9 | 28,4 | 63,9 | 61,9 | 67,5 | 55,0 | 53,1 | 64,4 | 58,7 | 72,3 | |
| Exigences supplémentaires liées aux risques (mesure sur un exercice) ¹ | 264,8 \$ | 202,5 \$ | 239,1 \$ | 233,0 \$ | 219,8 \$ | 199,2 \$ | 156,3 \$ | 172,3 \$ | 201,8 \$ | 209,4 \$ | |

¹ La valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) ne sont pas la somme de tous les montants, car ces valeurs peuvent se présenter pendant des jours différents.

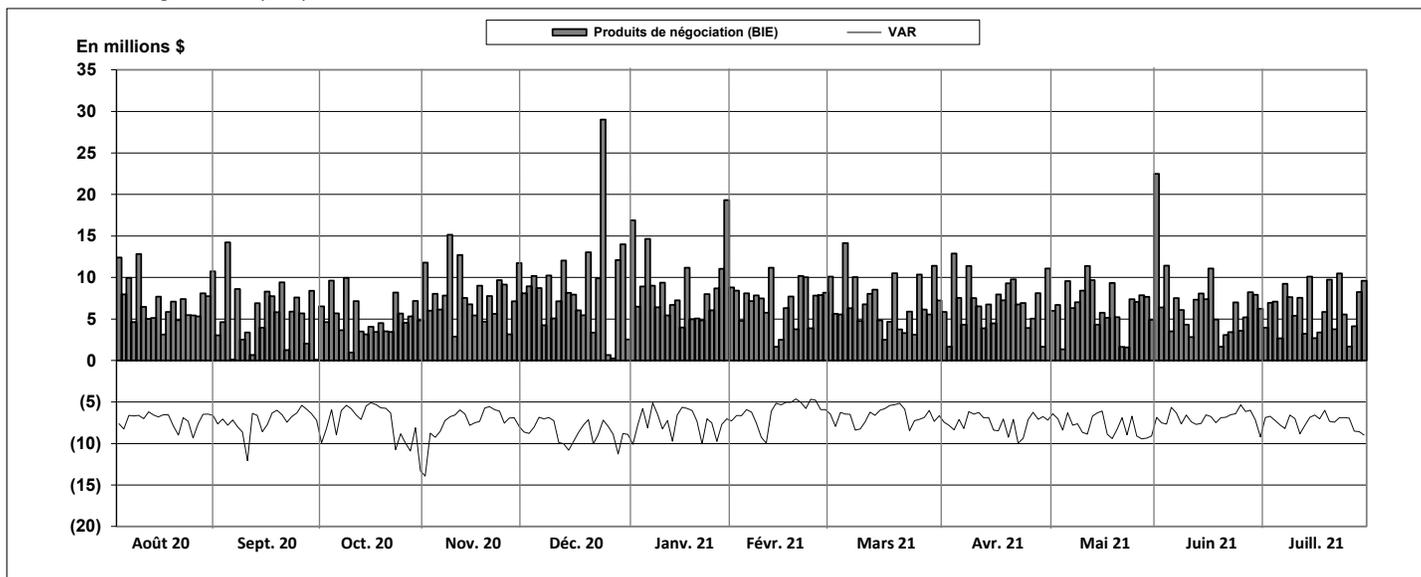
Produits de négociation

Les produits de négociation (BIE) comprennent les produits nets d'intérêts et les produits autres que d'intérêts et excluent la rémunération de prise ferme et les commissions. Les produits de négociation (BIE) présentés dans le graphique ci-dessous excluent certains portefeuilles abandonnés.

Le graphique des produits de négociation (BIE) par rapport à la VAR ci-après présente les produits quotidiens de négociation (BIE) du trimestre considéré et des trois trimestres précédents par rapport aux mesures de la VAR à la fermeture des bureaux.

Au cours du trimestre, les produits de négociation (BIE) ont été positifs pendant 100 % des jours. Le profit le plus important, qui a totalisé 22,5 M\$, a été enregistré le 1^{er} juin 2021 et a été attribué au cours normal des activités du secteur d'activité Marchés CIBC, réseau mondial. Les produits quotidiens moyens de négociation (BIE) se sont établis à 6,1 M\$ au cours du trimestre, et la BIE quotidienne moyenne a été de 0,8 M\$.

Produits de négociation (BIE)¹ c. la VAR²



1) Exclut certains rajustements de prix de transfert de fin de mois et d'autres rajustements divers.

2) Les REF sont exclus des activités de négociation aux fins du calcul des fonds propres réglementaires, les dérivés de couverture connexes liés aux REF étant également exclus du calcul.

Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel s'entend essentiellement du risque découlant d'écart entre l'actif et le passif, qui ne provient pas d'activités de négociation et d'activités liées à la négociation. La gestion du risque de taux d'intérêt structurel vise à pérenniser les marges des produits et à générer des produits nets d'intérêts stables et prévisibles au fil du temps, tout en gérant le risque pour la valeur économique de nos actifs découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt structurel résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs figurant au bilan et hors bilan, des options intégrées des produits de détail, ainsi que d'autres caractéristiques des produits qui pourraient influencer sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, comme les options relatives au remboursement anticipé des prêts ou au rachat des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Les modèles utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel se fondent sur un certain nombre d'hypothèses touchant les flux de trésorerie, la révision des prix des produits et l'administration des taux. Les hypothèses clés ont trait au profil de financement prévu des engagements hypothécaires, aux comportements en matière de remboursement anticipé des prêts à taux fixe et de rachat des dépôts à terme, ainsi qu'au traitement des dépôts sans échéance et des capitaux propres. Toutes les hypothèses sont tirées de l'observation empirique des comportements passés des clients, de la composition du bilan et de la tarification des produits en prenant en compte d'éventuels changements prospectifs. Tous les modèles et toutes les hypothèses utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel font l'objet d'une surveillance indépendante par le groupe Gestion du risque. Divers instruments de trésorerie et dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, sont employés pour gérer ces risques.

Le tableau ci-après présente l'incidence avant impôt potentielle qu'aurait, de manière immédiate et soutenue, une hausse de 100 points de base et une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt sur les produits nets d'intérêts et la valeur économique des capitaux propres prévus sur 12 mois pour notre bilan structurel, en supposant qu'il n'y ait aucune opération de couverture ultérieure. Même si un choc immédiat et soutenu de 100 points de base est généralement appliqué, et nonobstant la possibilité de taux négatifs, en raison du contexte de faibles taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis à la fin du trimestre, un choc à la baisse immédiat de 25 points de base a été appliqué, tout en maintenant les taux d'intérêt pour le marché et les clients à un plancher de zéro.

Sensibilité au risque de taux d'intérêt structurel – mesures

| En millions de dollars (avant impôt), aux | 31 juill. 2021 | | 30 avr. 2021 | | 31 juill. 2020 | |
|--|--------------------|-------|--------------------|-------|--------------------|-------|
| | \$ CA ¹ | \$ US | \$ CA ¹ | \$ US | \$ CA ¹ | \$ US |
| Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt | | | | | | |
| Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts | 387 \$ | 26 \$ | 362 \$ | 77 \$ | 316 \$ | 47 \$ |
| Augmentation (diminution) de la valeur actuelle des capitaux propres | (659) | (242) | (608) | (288) | (571) | (337) |
| Baisse de 25 points de base des taux d'intérêt | | | | | | |
| Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts | (149) | (52) | (148) | (50) | (89) | (24) |
| Augmentation (diminution) de la valeur actuelle des capitaux propres | 123 | 27 | 83 | 27 | 79 | 13 |

1) Comprend l'exposition au dollar canadien et à d'autres devises.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts pour faire face à des engagements financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance. Les sources de risque de liquidité courantes propres aux services bancaires comprennent les retraits non prévus de dépôts, l'incapacité de remplacer les dettes arrivant à échéance, les engagements au titre du crédit et des liquidités et les mises en gage additionnelles ou autres exigences en matière de garantie.

L'approche de la CIBC en matière de gestion du risque de liquidité appuie sa stratégie d'entreprise, s'harmonise avec son intérêt à l'égard du risque et respecte les attentes en matière de réglementation.

Nos stratégies, objectifs et pratiques en matière de gestion sont évalués régulièrement afin de refléter les changements du contexte de liquidité, dont les faits nouveaux sur le plan de la réglementation, des affaires et/ou des marchés. Le risque de liquidité demeure dans les limites de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC.

Gouvernance et gestion

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à un cas de situation de crise pouvant tarir les liquidités sans mettre en péril la survie de nos activités. Les flux de trésorerie réels et prévus découlant des positions au bilan et hors bilan sont évalués et suivis régulièrement pour assurer leur conformité aux limites convenues. La CIBC inclut des simulations de crise à sa gestion et à son évaluation du risque de liquidité. Les résultats des simulations de crise nous aident à élaborer les hypothèses concernant la liquidité et à relever les contraintes éventuelles en matière de planification du financement, et favorisent l'élaboration du plan de financement d'urgence de la CIBC.

Le Comité mondial de gestion de l'actif et du passif (CMGAP) dirige la gestion du risque de liquidité de la CIBC en s'assurant que les méthodes, hypothèses et paramètres clés liés à la gestion du risque de liquidité sont évalués régulièrement et qu'ils tiennent compte des activités commerciales de la CIBC. Le Comité de gestion du risque de liquidité, un sous-comité du CMGAP, a la responsabilité de s'assurer que le profil de risque de liquidité de la CIBC est évalué et géré de façon exhaustive conformément au cadre d'orientation stratégique et à l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC ainsi qu'aux exigences réglementaires.

Le Comité de gestion du risque (CGR) approuve la politique de gestion du risque de liquidité de la CIBC et recommande au conseil un niveau de tolérance envers le risque de liquidité dans l'énoncé sur l'intérêt à l'égard du risque.

Actifs liquides

Les actifs liquides disponibles se composent de liquidités et de titres négociables non grevés au bilan et hors bilan pouvant être utilisés pour accéder à du financement en temps opportun. Les actifs liquides grevés, qui comprennent les actifs donnés en garantie et les actifs qui sont réputés être soumis à des restrictions juridiques, opérationnelles ou de tout autre ordre, ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles lorsque nous évaluons le risque de liquidité.

Le sommaire de nos actifs liquides grevés et non grevés au bilan et hors bilan est présenté ci-après :

| En millions de dollars, aux | | Actifs liquides détenus par la Banque | Valeurs mobilières obtenues en garantie | Total des actifs liquides | Actifs liquides grevés | Actifs liquides non grevés |
|-----------------------------|--|---------------------------------------|---|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| 31 juill. 2021 | Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques | 50 296 \$ | - \$ | 50 296 \$ | 286 \$ | 50 010 \$ |
| | Valeurs émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement | 109 617 | 100 121 | 209 738 | 127 359 | 82 379 |
| | Autres titres de créance | 5 791 | 5 825 | 11 616 | 2 791 | 8 825 |
| | Titres de participation | 36 531 | 23 451 | 59 982 | 26 432 | 33 550 |
| | Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation garantis par le gouvernement canadien | 37 683 | 736 | 38 419 | 13 837 | 24 582 |
| | Autres actifs liquides² | 12 730 | 3 200 | 15 930 | 6 318 | 9 612 |
| | | 252 648 \$ | 133 333 \$ | 385 981 \$ | 177 023 \$ | 208 958 \$ |
| 31 oct. 2020 | Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques | 62 518 \$ | - \$ | 62 518 \$ | 133 \$ | 62 385 \$ |
| | Valeurs émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement | 112 403 | 92 202 | 204 605 | 108 425 | 96 180 |
| | Autres titres de créance | 4 798 | 4 288 | 9 086 | 2 603 | 6 483 |
| | Titres de participation | 27 169 | 15 924 | 43 093 | 21 449 | 21 644 |
| | Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation garantis par le gouvernement canadien | 40 592 | 895 | 41 487 | 13 084 | 28 403 |
| | Autres actifs liquides² | 10 909 | 2 109 | 13 018 | 5 441 | 7 577 |
| | | 258 389 \$ | 115 418 \$ | 373 807 \$ | 151 135 \$ | 222 672 \$ |

1) Les actifs liquides non grevés correspondent aux actifs au bilan, aux actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension de titres et aux autres garanties hors bilan reçues, moins les actifs liquides grevés.

2) Comprennent des liquidités données en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés, certains titres adossés à des créances mobilières et des métaux précieux.

Le tableau ci-après présente un sommaire des actifs liquides non grevés détenus par la CIBC (société mère) et ses filiales canadiennes et étrangères :

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|-----------------------------|-----------------------|---------------------|
| CIBC (société mère) | 149 704 \$ | 170 936 \$ |
| Filiales canadiennes | 15 243 | 12 355 |
| Filiales étrangères | 44 011 | 39 381 |
| | 208 958 \$ | 222 672 \$ |

Dans un scénario de crise de liquidité, des décotes hypothétiques et des hypothèses liées à l'ampleur de la monétisation des actifs sont appliquées pour déterminer la valeur de la liquidité des actifs. Les décotes tiennent compte des marges applicables aux banques centrales, comme la Banque du Canada et la Banque de la Réserve fédérale des États-Unis, d'observations historiques, et de caractéristiques liées aux valeurs mobilières, y compris le type, l'émetteur, la note de crédit, la devise et la durée à courir jusqu'à l'échéance, ainsi que les lignes directrices réglementaires applicables.

Nos actifs liquides non grevés ont diminué de 13,7 G\$ depuis le 31 octobre 2020, en raison des remboursements de financement prévus provenant de positions de trésorerie disponible.

En outre, la CIBC conserve son admissibilité au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada et au guichet d'escompte des banques de la Réserve fédérale des États-Unis.

Actifs assortis d'une charge

Dans le cours des activités quotidiennes de la CIBC, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont donnés en gage afin de garantir des obligations, de participer aux systèmes de compensation et de règlement et à d'autres fins de gestion des garanties.

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actifs grevés et non grevés au bilan et hors bilan :

| En millions de dollars, aux | Actifs grevés | | Actifs non grevés | | Total de l'actif |
|--|--------------------|---------------------|---------------------------------|---------------------|-------------------|
| | Donnés en garantie | Divers ¹ | Disponibles à titre de garantie | Divers ² | |
| 31 juill. 2021 | | | | | |
| Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques | - \$ | 286 \$ | 50 010 \$ | - \$ | 50 296 \$ |
| Valeurs mobilières | 148 386 | 1 650 | 133 287 | - | 283 323 |
| Prêts, nets de la provision ³ | 1 913 | 42 332 | 30 767 | 363 338 | 438 350 |
| Autres actifs | 6 124 | - | 3 806 | 73 807 | 83 737 |
| | 156 423 \$ | 44 268 \$ | 217 870 \$ | 437 145 \$ | 855 706 \$ |
| 31 oct. 2020 | | | | | |
| Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques | - \$ | 133 \$ | 62 385 \$ | - \$ | 62 518 \$ |
| Valeurs mobilières | 127 974 | 678 | 132 493 | - | 261 145 |
| Prêts, nets de la provision ³ | 7 946 | 42 291 | 34 103 | 322 441 | 406 781 |
| Autres actifs | 4 950 | - | 2 731 | 69 382 | 77 063 |
| | 140 870 \$ | 43 102 \$ | 231 712 \$ | 391 823 \$ | 807 507 \$ |

1) Comprend les actifs qui soutiennent les activités de financement à long terme de la CIBC et les actifs faisant l'objet de restrictions d'ordre juridique ou autre, dont celles visant les liquidités soumises à restrictions.

2) Les autres actifs non grevés ne font l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation pour obtenir du financement ou à titre de garantie, mais ils ne sont pas considérés comme disponibles immédiatement aux fins des programmes d'emprunts existants.

3) Les prêts figurant comme disponibles à titre de garantie correspondent aux prêts sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* et aux prêts admissibles auprès des Federal Home Loan Banks.

Restrictions sur les mouvements de fonds

Nos filiales ne sont pas soumises à des restrictions importantes qui empêcheraient le transfert de fonds, de dividendes ou de distributions de fonds propres. Cependant, certaines filiales sont soumises à des exigences distinctes en matière de fonds propres et de liquidité, qui sont fixées par les organismes de réglementation des banques et des valeurs mobilières compétents.

Nous suivons et gérons les exigences en matière de liquidité et de fonds propres dans ces entités afin d'assurer l'utilisation efficace des ressources et le respect, par les entités, des exigences réglementaires et politiques régionales.

Ratio de liquidité à court terme

L'objectif du LCR est de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque en veillant à ce qu'elle dispose de suffisamment de ressources liquides de haute qualité non grevées pour répondre à ses besoins de liquidité dans un scénario de crise grave qui durerait 30 jours. Les banques canadiennes sont tenues d'atteindre un LCR minimal de 100 %. La CIBC se conforme à cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, la CIBC présente chaque mois des rapports sur le LCR au BSIF. Le ratio est calculé comme le total d'actifs liquides de haute qualité (« HQLA ») non grevés sur le total des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours calendaires suivants.

Le numérateur du LCR est l'encours des HQLA non grevés, lequel respecte un ensemble de critères d'admissibilité définis par le BSIF qui tient compte des caractéristiques fondamentales et liées au marché, et de la capacité opérationnelle relative de monétiser les actifs en temps opportun en période de crise. Le portefeuille d'actifs liquides de la CIBC, dont la gestion est centralisée, comprend les actifs liquides présentés dans les HQLA, tels que les bons du Trésor et les obligations du gouvernement central, les dépôts de la banque centrale ainsi que les titres d'État, d'organismes, de provinces et de sociétés ayant une cote élevée. Les limites quant à l'admissibilité des actifs inhérentes au LCR ne reflètent pas nécessairement l'évaluation interne de la CIBC quant à sa capacité à monétiser ses actifs négociables en situation de crise.

Le dénominateur du ratio reflète les sorties nettes de trésorerie attendues dans un scénario de crise pour le LCR durant une période de 30 jours calendaires. Les sorties de trésorerie attendues représentent les taux de retrait et de décaissement définis pour le LCR appliqués respectivement aux soldes de passifs et aux engagements hors bilan. Les retraits sur dépôts des entreprises et des institutions financières, les retraits sur les marges de crédit non utilisées ainsi que les créances non garanties à l'échéance sont parmi les principales sorties de trésorerie du LCR de la CIBC. Les sorties de trésorerie sont en partie contrebalancées par les entrées de trésorerie, qui sont calculées selon les taux d'entrées prescrits pour le LCR et qui comprennent les remboursements de prêts productifs et les actifs négociables qui ne sont pas des HQLA arrivant à échéance.

De plus, la CIBC présente au BSIF des rapports sur le LCR dans différentes monnaies. Ainsi, elle détermine la mesure d'éventuelles asymétries de devises en vertu du ratio. La CIBC transige principalement dans les grandes monnaies assorties de marchés des changes larges et flexibles.

Lors d'une crise financière, les institutions peuvent utiliser leurs ressources de HQLA, les faisant passer sous le seuil des 100 %, puisque le fait de maintenir le LCR au seuil de 100 % en pareilles circonstances pourrait entraîner des répercussions négatives excessives pour les institutions et d'autres participants au marché.

Le LCR est présenté à l'aide d'un modèle de divulgation standard prescrit par le BSIF.

| En millions de dollars, moyenne des trois mois clos le 31 juillet 2021 | | Valeur non pondérée totale ¹ | Valeur pondérée totale ² |
|--|--|---|-------------------------------------|
| HQLA | | | |
| 1 | HQLA | s. o. | 168 259 \$ |
| Sorties de trésorerie | | | |
| 2 | Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont : | 208 058 \$ | 15 165 |
| 3 | Dépôts stables | 94 320 | 2 830 |
| 4 | Dépôts moins stables | 113 738 | 12 335 |
| 5 | Financement de gros non garanti, dont : | 198 521 | 96 400 |
| 6 | Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives | 75 863 | 18 530 |
| 7 | Dépôts non opérationnels (toutes contreparties) | 98 183 | 53 395 |
| 8 | Dettes non garanties | 24 475 | 24 475 |
| 9 | Financement de gros garanti | s. o. | 4 705 |
| 10 | Exigences supplémentaires, dont : | 132 184 | 32 998 |
| 11 | Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées | 19 109 | 11 159 |
| 12 | Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette | 4 197 | 4 197 |
| 13 | Facilités de crédit et de liquidité | 108 878 | 17 642 |
| 14 | Autres obligations de financement contractuelles | 3 370 | 3 370 |
| 15 | Autres obligations de financement conditionnelles | 326 339 | 6 317 |
| 16 | Total des sorties de trésorerie | s. o. | 158 955 |
| Entrées de trésorerie | | | |
| 17 | Prêts garantis (p. ex., prises en pension de titres) | 82 535 | 12 496 |
| 18 | Entrées liées aux expositions parfaitement productives | 18 921 | 9 423 |
| 19 | Autres entrées de trésorerie | 3 545 | 3 545 |
| 20 | Total des entrées de trésorerie | 105 001 \$ | 25 464 \$ |
| | | Valeur ajustée totale | |
| 21 | Total des HQLA | s. o. | 168 259 \$ |
| 22 | Total des sorties nettes de trésorerie | s. o. | 133 491 \$ |
| 23 | LCR | s. o. | 126 % |
| En millions de dollars, moyenne des trois mois clos le 30 avril 2021 | | Valeur ajustée totale | |
| 24 | Total des HQLA | s. o. | 178 970 \$ |
| 25 | Total des sorties nettes de trésorerie | s. o. | 133 220 \$ |
| 26 | LCR | s. o. | 134 % |

1) Les valeurs des entrées et sorties de trésorerie non pondérées sont calculées comme étant les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours des différents types ou catégories de passifs, d'éléments hors bilan ou de créances contractuelles.

2) Les valeurs pondérées sont calculées après application des décotes (aux fins des HQLA) et des taux d'entrées et de sorties de trésorerie prescrits par le BSIF.

s. o. Sans objet, conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

Au 31 juillet 2021, notre LCR moyen avait diminué, passant de 134 % au trimestre précédent à 126 %, ce qui découle principalement de l'augmentation des prêts, compensée en partie par la croissance des dépôts et du financement.

Ratio de liquidité à long terme (NSFR)

Dérivée du dispositif de Bâle III du CBCB et incorporée dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, la norme NSFR vise à créer les conditions propices à une résilience à long terme du secteur des services financiers en exigeant des banques qu'elles maintiennent un profil de financement durable à long terme relativement à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan. Les banques canadiennes désignées BISN sont tenues de maintenir un NSFR minimal de 100 % sur une base consolidée bancaire. La CIBC se conforme à cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, la CIBC présente chaque trimestre des rapports sur le NSFR au BSIF. Le ratio est calculé comme le total du financement stable disponible (FSD) sur le total du financement stable exigé (RSF).

Le numérateur est la part des fonds propres et des passifs qui est considérée comme fiable sur une période d'un an. Le NSFR considère que les sources de financement à long terme sont plus stables que le financement à court terme et que les dépôts de clients de détail et d'entreprises sont plus stables dans les faits que le financement de gros de même durée. Conformément à la stratégie en matière de financement de la CIBC, les principaux facteurs qui sous-tendent le FSD de la CIBC comprennent les dépôts provenant des clients, ainsi que le financement de gros garanti et non garanti et les instruments de fonds propres.

Le dénominateur du ratio représente le montant du financement stable requis en fonction des caractéristiques de liquidité définies par le BSIF et de la durée résiduelle des actifs et des expositions hors bilan. Le NSFR attribue divers niveaux de RSF, de telle sorte que les HQLA et les expositions à court terme sont présumés avoir des exigences de financement moins élevées que les expositions moins liquides et à plus long terme. Le RSF de la CIBC est en grande partie influencé par les prêts de détail, commerciaux et aux entreprises, les investissements dans des actifs liquides, les expositions sur dérivés, ainsi que les marges de crédit non utilisées et les liquidités.

Le FSD et le RSF peuvent être ajustés à 0 % pour certains passifs et actifs qui sont considérés comme interdépendants s'ils respectent les critères définis pour le NSFR, lesquels tiennent compte notamment de la fin servie par ces passifs et actifs interdépendants, de leur montant, des flux de trésorerie qui y sont associés, de leur durée et de leurs contreparties afin de s'assurer que l'institution agit exclusivement en tant qu'unité de transmission pour les transactions sous-jacentes. La CIBC présente les passifs du Programme d'Obligations hypothécaires du Canada et les actifs grevés interdépendants correspondants.

Le NSFR est présenté à l'aide d'un modèle de déclaration prescrit par le BSIF, lequel présente les principaux renseignements quantitatifs en fonction des caractéristiques de liquidité propres au NSFR, comme il est défini dans la ligne directrice *Normes de liquidité*. Par conséquent, les montants présentés dans le tableau ci-après pourraient ne pas permettre d'effectuer une comparaison directe entre eux et les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires.

| | Valeur non pondérée par échéance résiduelle | | | | |
|---|---|-----------------|----------------------|--------------|-------------------------------|
| | a | b | c | d | e |
| | Sans échéance | Moins de 6 mois | De 6 mois à 1 an | Plus de 1 an | Valeur pondérée |
| En millions de dollars, au 31 juillet 2021 | | | | | |
| Élément de FSD | | | | | |
| 1 Fonds propres | 45 383 \$ | - \$ | - \$ | 5 036 \$ | 50 419 \$ |
| 2 Fonds propres réglementaires | 45 383 | - | - | 5 036 | 50 419 |
| 3 Autres instruments de fonds propres | - | - | - | - | - |
| 4 Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises | 193 963 | 27 172 | 10 614 | 10 405 | 223 644 |
| 5 Dépôts stables | 91 212 | 10 881 | 6 666 | 6 656 | 109 977 |
| 6 Dépôts moins stables | 102 751 | 16 291 | 3 948 | 3 749 | 113 667 |
| 7 Financement de gros | 149 288 | 155 955 | 38 016 | 62 943 | 173 927 |
| 8 Dépôts opérationnels | 79 155 | 2 815 | - | - | 40 985 |
| 9 Autres financements de gros | 70 133 | 153 140 | 38 016 | 62 943 | 132 942 |
| 10 Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants | - | 765 | 1 755 | 14 379 | - |
| 11 Autres passifs | - | - | 78 554 ¹ | - | 6 802 |
| 12 Passifs d'instruments dérivés du NSFR | - | - | 5 030 ¹ | - | - |
| 13 Tous autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus | - | 48 842 | 138 | 24 544 | 6 802 |
| 14 FSD total | - | - | - | - | 454 792 |
| Élément de RSF | | | | | |
| 15 Total des HQLA du NSFR | - | - | - | - | 14 696 |
| 16 Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles | - | 2 755 | - | 324 | 1 701 |
| 17 Prêts et titres productifs | 57 544 | 95 186 | 46 629 | 290 578 | 315 372 |
| 18 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1 | - | 25 403 | 4 022 | 1 985 | 5 524 |
| 19 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions financières non garantis | 323 | 27 236 | 6 562 | 10 441 | 17 043 |
| 20 Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont : | 26 807 | 28 769 | 16 984 | 100 028 | 131 118 |
| 21 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit | - | - | - | - | - |
| 22 Crédits hypothécaires au logement productifs, dont : | 17 709 | 12 086 | 18 091 | 174 573 | 146 538 |
| 23 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit | 17 709 | 12 006 | 18 016 | 170 152 | 142 702 |
| 24 Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés | 12 705 | 1 692 | 970 | 3 551 | 15 149 |
| 25 Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants | - | 765 | 1 755 | 14 379 | - |
| 26 Autres actifs | 13 610 | - | 76 312 ¹ | - | 46 713 |
| 27 Produits de base physiques, y compris l'or | 3 806 | - | - | - | 3 235 |
| 28 Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale | - | - | 6 864 ¹ | - | 5 834 |
| 29 Actifs d'instruments dérivés du NSFR | - | - | 12 238 ¹ | - | 7 208 |
| 30 Passifs d'instruments dérivés du NSFR avant déduction de la marge de variation versée | - | - | 15 125 ¹ | - | 756 |
| 31 Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus | 9 804 | 36 934 | 118 | 5 033 | 29 680 |
| 32 Éléments hors bilan | - | - | 325 446 ¹ | - | 11 332 |
| 33 RSF total | - | - | - | - | 389 814 \$ |
| 34 NSFR | - | - | - | - | 117 % |
| En millions de dollars, au 30 avril 2021 | | | | | |
| 35 FSD total | | | | | Valeur pondérée 434 063 \$ |
| 36 RSF total | | | | | 368 255 \$ |
| 37 NSFR | | | | | 118 % |

1) Aucune période définie pour la conception du modèle de présentation.

Au 31 juillet 2021, notre NSFR avait diminué, passant de 118 % au trimestre précédent à 117 % en raison d'une augmentation des prêts selon la croissance des activités stratégiques, largement compensée par une hausse du financement à long terme.

La CIBC tient compte de l'incidence de ses décisions d'affaires sur le LCR, le NSFR et les autres mesures du risque de liquidité qu'elle surveille régulièrement grâce à une solide fonction de gestion du risque de liquidité. Les variables pouvant avoir un effet sur les mesures de mois en mois comprennent, sans s'y limiter, des éléments tels que les activités et les échéances du financement de gros, les initiatives stratégiques au chapitre du bilan ainsi que les opérations et les conditions de marché ayant une incidence sur les garanties.

La présentation du LCR et du NSFR est calibrée de façon centralisée par l'unité Trésorerie de la CIBC, en collaboration avec les unités d'exploitation stratégiques de la CIBC et d'autres groupes fonctionnels.

Financement

La CIBC finance ses activités par l'entremise de dépôts provenant des clients, ainsi qu'au moyen d'une grande variété de financements de gros.

L'approche principale de la CIBC vise à financer son bilan consolidé au moyen de dépôts mobilisés principalement par l'entremise des services aux particuliers et des services aux entreprises. La CIBC conserve des dépôts de base fondés sur les relations clients, dont la stabilité est évaluée régulièrement à l'aide d'évaluations statistiques élaborées en interne.

Nous avons régulièrement accès à des sources de financement à court et à long terme, garanties et non garanties, et qui sont diversifiées en termes de pays, de type de déposant, d'instrument, de devise et d'échéance. Nous mobilisons du financement à long terme grâce à nos programmes actuels, y compris les obligations sécurisées, les titrisations d'actifs et les créances non garanties.

La CIBC évalue constamment les occasions de diversification au titre du financement dans de nouveaux produits et d'éventuels secteurs de placement afin d'optimiser la souplesse du financement et de réduire la concentration des sources de fonds et les coûts de financement. Nous surveillons régulièrement les niveaux de financement de gros et les concentrations par rapport aux limites internes permises, ce qui est conforme au profil de risque de liquidité que nous recherchons.

Le CMGAP et le CGR examinent et approuvent le plan de financement de la CIBC, qui englobe la croissance projetée des actifs et des passifs, les échéances du financement et les données découlant de nos prévisions sur la situation de liquidité.

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles des sources de financement de gros de la CIBC, à leur valeur comptable :

| En millions de dollars, au 31 juillet 2021 | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 6 mois | De 6 mois à 12 mois | Moins de 1 an au total | De 1 an à 2 ans | Plus de 2 ans | Total |
|--|--------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|---------------------------|--------------------|------------------|-------------------|
| Dépôts provenant d'autres banques ¹ | 4 338 \$ | 564 \$ | 577 \$ | 233 \$ | 5 712 \$ | - \$ | - \$ | 5 712 \$ |
| Certificats de dépôt et papier commercial | 12 029 | 14 269 | 18 888 | 17 626 | 62 812 | - | - | 62 812 |
| Billets de dépôt au porteur et acceptations bancaires | 246 | 804 | 3 006 | 243 | 4 299 | - | - | 4 299 |
| Papier commercial adossé à des créances | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Billets à moyen terme non garantis de premier rang ² | - | 1 534 | 2 398 | 6 194 | 10 126 | 14 456 | 23 224 | 47 806 |
| Billets structurés non garantis de premier rang | 55 | 205 | - | - | 260 | - | 62 | 322 |
| Obligations sécurisées/titres adossés à des créances mobilières | - | 413 | 353 | 1 769 | 2 535 | 2 705 | 11 924 | 17 164 |
| Titrisation de créances hypothécaires | - | 203 | 1 083 | 4 973 | 6 259 | 4 585 | 10 856 | 21 700 |
| Obligations sécurisées | - | - | - | - | - | - | 1 740 | 1 740 |
| Titrisation de créances sur cartes de crédit | - | - | - | - | - | - | 5 653 | 5 653 |
| Passifs subordonnés | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Divers | - | - | - | 249 | 249 | - | 8 | 257 |
| | 16 668 \$ | 17 992 \$ | 26 305 \$ | 31 287 \$ | 92 252 \$ | 21 746 \$ | 53 467 \$ | 167 465 \$ |
| Dont : | | | | | | | | |
| Garanti | - \$ | 616 \$ | 1 436 \$ | 6 742 \$ | 8 794 \$ | 7 290 \$ | 24 520 \$ | 40 604 \$ |
| Non garanti | 16 668 | 17 376 | 24 869 | 24 545 | 83 458 | 14 456 | 28 947 | 126 861 |
| | 16 668 \$ | 17 992 \$ | 26 305 \$ | 31 287 \$ | 92 252 \$ | 21 746 \$ | 53 467 \$ | 167 465 \$ |
| 31 octobre 2020 | 17 139 \$ | 15 400 \$ | 12 670 \$ | 35 224 \$ | 80 433 \$ | 17 648 \$ | 54 253 \$ | 152 334 \$ |

1) Comprennent des dépôts à terme non négociables provenant d'autres banques.

2) Comprennent des passifs liés au financement de gros qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

Le tableau ci-après présente les financements de gros de la CIBC répartis par devises :

| En milliards de dollars, aux | 31 juill. 2021 | | 31 oct. 2020 | |
|------------------------------|-------------------|--------------|-----------------|--------------|
| \$ CA | 48,4 \$ | 29 % | 50,8 \$ | 33 % |
| \$ US | 90,3 | 54 | 75,4 | 50 |
| Divers | 28,8 | 17 | 26,1 | 17 |
| | 167,5 \$ | 100 % | 152,3 \$ | 100 % |

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à des cas graves de situation de crise pouvant tarir les liquidités. Le financement de gros peut présenter un risque de remboursement plus élevé dans des situations de crise et, pour l'atténuer, nous maintenons des portefeuilles importants d'actifs liquides non grevés. Se reporter à la section Actifs liquides pour plus de précisions.

Notes de crédit

L'accès de la CIBC à du financement de gros et les coûts s'y rattachant dépendent de plusieurs facteurs, notamment des notes de crédit fournies par les agences de notation. Les opinions des agences de notation sont fondées sur des méthodes internes et sont susceptibles de changer en fonction de divers facteurs, dont la solidité financière, la position concurrentielle, le contexte macroéconomique et la situation de liquidité. Le 15 juillet 2021, Fitch a confirmé les notes de crédit de la CIBC et fait passer la perspective de sa notation de négative à stable.

Nos notes de crédit sont résumées dans le tableau suivant :

| Au 31 juillet 2021 | DBRS | Fitch | Moody's | S&P |
|--|------------|--------|---------|------------|
| Dépôt/contrepartie ¹ | AA | AA | Aa2 | A+ |
| Anciennes créances de premier rang ² | AA | AA | Aa2 | A+ |
| Créances de premier rang ³ | AA(bas) | AA- | A2 | BBB+ |
| Titres secondaires | A(élevé) | A | Baa1 | BBB+ |
| Titres secondaires – instruments de FPUNV ⁴ | A(bas) | A | Baa1 | BBB |
| Billets avec remboursement de capital à recours limité – instruments de FPUNV ⁴ | BBB(élevé) | s. o. | Baa3 | BB+ |
| Actions privilégiées – instruments de FPUNV ⁴ | Pfd-2 | s. o. | Baa3 | P-3(élevé) |
| Créances à court terme | R-1(élevé) | F1+ | P-1 | A-1 |
| Perspective | Stable | Stable | Stable | Stable |

1) Note d'émetteur à long terme attribuée par DBRS, note d'évaluation du risque de contrepartie et des dépôts à long terme attribuée par Moody's, note de crédit de l'émetteur attribuée par S&P, et note de contrepartie à des dérivés et de défaut de l'émetteur à long terme attribuée par Fitch Ratings Inc. (Fitch).

2) Comprennent les créances de premier rang émises avant le 23 septembre 2018 ainsi que les créances de premier rang émises à compter du 23 septembre 2018 qui ne sont pas assujetties aux règlements relatifs à la recapitalisation interne.

3) Comprennent des passifs qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

4) Comprennent les instruments traités comme des instruments de FPUNV conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres* du BSIF.

s. o. Sans objet.

Exigences supplémentaires en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés dans l'éventualité d'une baisse de notre note de crédit actuelle. Cette exigence de garantie est fondée sur les renseignements sur l'évaluation à la valeur de marché, l'évaluation des garanties et les seuils des ententes de garantie applicables. Le tableau suivant présente des exigences supplémentaires cumulatives en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit :

| En milliards de dollars, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|------------------------------|-------------------|-----------------|
| Baisse de un cran | 0,1 \$ | 0,1 \$ |
| Baisse de deux crans | 0,2 | 0,2 |
| Baisse de trois crans | 0,4 | 0,3 |

Changements d'ordre réglementaire concernant la liquidité

Le 27 mars 2020, à titre de mesure de soutien à la COVID-19, le BSIF avait autorisé l'augmentation temporaire de la limite des obligations sécurisées pour la faire passer de 5,5 % à 10 % du total des actifs afin de permettre un plus grand accès aux facilités de la Banque du Canada. L'augmentation temporaire de la limite des obligations sécurisées est donnée en garantie directement à la Banque du Canada, la limite ayant trait aux instruments de marché demeurant à 5,5 %. À compter du 6 avril 2021, à la suite des améliorations à la liquidité et à l'accès au financement à terme, le BSIF a annoncé la réduction de l'augmentation temporaire de la limite des obligations sécurisées pour les institutions de dépôt. La CIBC continue de respecter les exigences stipulées.

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidité et de fonds propres à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Actifs et passifs

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles de nos actifs, de nos passifs et de nos capitaux propres au bilan selon leur valeur comptable. L'analyse contractuelle n'est pas représentative de l'exposition au risque de liquidité de la CIBC, mais cette information sert à informer la direction de la CIBC du risque de liquidité et à fournir des données pour établir un bilan tenant compte des facteurs comportementaux.

| En millions de dollars, au 31 juillet 2021 | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 6 mois | De 6 mois à 9 mois | De 9 mois à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 ans à 5 ans | Plus de 5 ans | Sans échéance précise | Total |
|--|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|---------------------|------------------|-----------------------------|-------------------|
| Actif | | | | | | | | | | |
| Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques ¹ | 30 234 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 30 234 \$ |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques | 20 062 | - | - | - | - | - | - | - | - | 20 062 |
| Valeurs mobilières Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées | 4 113 | 6 637 | 4 648 | 4 015 | 4 664 | 17 295 | 44 486 | 33 835 | 37 785 | 157 478 |
| Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres | 13 296 | - | - | - | - | - | - | - | - | 13 296 |
| Prêts | 35 194 | 11 348 | 7 727 | 4 355 | 2 099 | 2 187 | - | - | - | 62 910 |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 1 909 | 5 155 | 9 646 | 8 998 | 14 068 | 43 207 | 154 293 | 7 769 | - | 245 045 |
| Prêts personnels | 1 196 | 770 | 878 | 1 058 | 1 006 | 386 | 3 253 | 3 707 | 28 977 | 41 231 |
| Cartes de crédit | 228 | 457 | 685 | 685 | 685 | 2 739 | 5 391 | - | - | 10 870 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 8 183 | 5 762 | 7 996 | 8 899 | 11 317 | 24 763 | 50 382 | 18 578 | 8 250 | 144 130 |
| Provision pour pertes sur créances | - | - | - | - | - | - | - | - | (2 926) | (2 926) |
| Dérivés | 609 | 4 135 | 5 306 | 2 308 | 2 172 | 4 422 | 6 486 | 8 922 | - | 34 360 |
| Engagements de clients en vertu d'acceptations | 8 653 | 2 130 | 9 | 15 | 10 | - | - | - | - | 10 817 |
| Autres actifs | - | - | - | - | - | - | - | - | 38 560 | 38 560 |
| | 123 677 \$ | 36 394 \$ | 36 895 \$ | 30 333 \$ | 36 021 \$ | 94 999 \$ | 264 291 \$ | 72 811 \$ | 110 646 \$ | 806 067 \$ |
| 31 octobre 2020 ² | 131 720 \$ | 32 390 \$ | 42 722 \$ | 34 448 \$ | 29 883 \$ | 102 112 \$ | 226 577 \$ | 70 961 \$ | 98 738 \$ | 769 551 \$ |
| Passif | | | | | | | | | | |
| Dépôts ³ | 30 252 \$ | 27 589 \$ | 39 842 \$ | 26 055 \$ | 37 128 \$ | 32 653 \$ | 49 110 \$ | 14 380 \$ | 345 960 \$ | 602 969 \$ |
| Engagements liés à des valeurs vendues à découvert | 21 815 | - | - | - | - | - | - | - | - | 21 815 |
| Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées | 3 611 | - | - | - | - | - | - | - | - | 3 611 |
| Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres | 43 942 | 8 720 | 8 911 | 2 215 | 500 | 345 | - | - | - | 64 633 |
| Dérivés | 1 877 | 3 251 | 2 545 | 3 595 | 1 780 | 2 872 | 5 566 | 7 805 | - | 29 291 |
| Acceptations | 8 715 | 2 130 | 9 | 15 | 10 | - | - | - | - | 10 879 |
| Autres passifs | 24 | 58 | 73 | 75 | 76 | 311 | 614 | 741 | 20 959 | 22 931 |
| Titres secondaires | - | - | - | - | - | - | - | 5 653 | - | 5 653 |
| Capitaux propres | - | - | - | - | - | - | - | - | 44 285 | 44 285 |
| | 110 236 \$ | 41 748 \$ | 51 380 \$ | 31 955 \$ | 39 494 \$ | 36 181 \$ | 55 290 \$ | 28 579 \$ | 411 204 \$ | 806 067 \$ |
| 31 octobre 2020 | 98 552 \$ | 40 528 \$ | 58 834 \$ | 43 919 \$ | 26 555 \$ | 33 273 \$ | 58 938 \$ | 26 416 \$ | 382 536 \$ | 769 551 \$ |

1) La trésorerie comprend les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada.

2) Retraités par rapport aux montants présentés précédemment.

3) Comprennent des dépôts des particuliers totalisant 210,7 G\$ (202,2 G\$ au 31 octobre 2020); des dépôts d'entreprises et de gouvernements et des emprunts garantis totalisant 373,5 G\$ (351,6 G\$ au 31 octobre 2020); et des dépôts bancaires totalisant 18,8 G\$ (17,0 G\$ au 31 octobre 2020).

Les variations du profil des échéances contractuelles ont découlé principalement de la migration naturelle des échéances et ont reflété également l'incidence de nos activités régulières.

Engagements au titre du crédit

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des engagements au titre du crédit (montants notionnels). Le total des montants contractuels n'est pas représentatif des liquidités futures requises, car on prévoit qu'une tranche importante des engagements arrivera à échéance sans que des prélèvements soient effectués.

| En millions de dollars, au 31 juillet 2021 | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 6 mois | De 6 mois à 9 mois | De 9 mois à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 ans à 5 ans | Plus de 5 ans | Sans échéance précise ¹ | Total |
|---|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------------------------|-------------------|
| Engagements de crédit inutilisés | 1 240 \$ | 11 253 \$ | 4 896 \$ | 4 396 \$ | 6 026 \$ | 21 269 \$ | 53 534 \$ | 3 124 \$ | 185 799 \$ | 291 537 \$ |
| Prêts de valeurs ² | 42 482 | 5 971 | 3 420 | - | - | - | - | - | - | 51 873 |
| Lettres de crédit de soutien et de bonne fin | 2 446 | 2 001 | 3 651 | 2 592 | 3 577 | 584 | 646 | 59 | - | 15 556 |
| Facilités de garantie de liquidité | - | 10 | 10 616 | 152 | 585 | 31 | 275 | - | - | 11 669 |
| Lettres de crédit documentaires et commerciales | 32 | 75 | 24 | 4 | 2 | 11 | 38 | - | - | 186 |
| Divers | 346 | - | - | - | - | - | - | - | - | 346 |
| | 46 546 \$ | 19 310 \$ | 22 607 \$ | 7 144 \$ | 10 190 \$ | 21 895 \$ | 54 493 \$ | 3 183 \$ | 185 799 \$ | 371,167 \$ |
| 31 octobre 2020 | 39 474 \$ | 24 451 \$ | 11 188 \$ | 8 798 \$ | 6 427 \$ | 20 638 \$ | 51 245 \$ | 1 714 \$ | 173 157 \$ | 337 092 \$ |

1) Comprend les marges de crédit personnelles, les marges de crédit garanties par un bien immobilier et les marges sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps à notre gré, d'un montant de 140,2 G\$ (131,3 G\$ au 31 octobre 2020).

2) Excluent les prêts de valeurs de 3,6 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2020) contre espèces puisqu'ils sont comptabilisés au bilan consolidé intermédiaire.

Autres obligations contractuelles hors bilan

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des autres obligations contractuelles hors bilan ayant une incidence sur nos besoins en financement :

| En millions de dollars, au 31 juillet 2021 | Moins de 1 mois | De 1 mois à 3 mois | De 3 mois à 6 mois | De 6 mois à 9 mois | De 9 mois à 12 mois | De 1 an à 2 ans | De 2 ans à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|---|-----------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|-----------------|------------------|-----------------|-----------------|
| Obligations d'achat ¹ | 77 \$ | 192 \$ | 168 \$ | 150 \$ | 185 \$ | 401 \$ | 539 \$ | 152 \$ | 1 864 \$ |
| Engagements au titre de contrats de location futurs | - | 2 | 4 | 5 | 6 | 26 | 48 | 944 | 1 035 |
| Engagements d'investissement | - | 2 | 1 | - | - | - | 5 | 310 | 318 |
| Engagements de prise ferme | 41 | - | - | - | - | - | - | - | 41 |
| Cotisations de retraite ² | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | 118 \$ | 196 \$ | 173 \$ | 155 \$ | 191 \$ | 427 \$ | 592 \$ | 1 406 \$ | 3 258 \$ |
| 31 octobre 2020 | 211 \$ | 243 \$ | 231 \$ | 239 \$ | 204 \$ | 488 \$ | 795 \$ | 1 625 \$ | 4 036 \$ |

1) Les obligations d'achat s'entendent des ententes exécutoires en droit en vertu desquelles nous convenons d'acheter des biens ou des services pour une quantité minimale ou de référence précise, à des prix fixes, minimums ou variables stipulés, sur une période donnée. Les obligations d'achat sont comprises jusqu'aux dates de fin de contrat précisées dans les ententes respectives, même si les contrats sont renouvelables. Nombre des contrats d'achat de biens et de services comprennent des dispositions nous permettant de résilier les ententes avant la fin des contrats moyennant un préavis donné. Cependant, le tableau ci-dessus présente nos obligations sans égard à ces clauses de résiliation (à moins que nous n'ayons fait connaître notre intention de résilier le contrat à la contrepartie). Le tableau exclut les achats de titres de créance et de titres de participation réglés dans les délais standards du marché.

2) Comprendent les cotisations minimales estimées dans nos régimes de retraite à prestations définies par capitalisation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les Caraïbes. Les cotisations minimales estimées seront uniquement comptabilisées au cours de la dernière période de l'exercice qui se terminera le 31 octobre 2021, étant donné que les cotisations minimales dépendent de divers facteurs, dont le rendement du marché et les exigences réglementaires, et qu'elles sont donc assujetties à une grande variabilité.

Autres risques

Nous disposons de politiques et de processus en vue d'évaluer, de surveiller et de contrôler les autres risques auxquels nous sommes exposés, dont le risque stratégique, le risque de réputation, le risque environnemental et social et le risque opérationnel, dont le risque d'assurance, le risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité et le risque de réglementation. Ces risques, de même que les politiques et les processus s'y rattachant, sont sensiblement les mêmes que ceux décrits aux pages 80 à 82 de notre Rapport annuel 2020.

Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

Méthodes comptables critiques et estimations

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Un sommaire des principales méthodes comptables est présenté à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2020 et pour l'exercice clos à cette date, hormis le fait que la CIBC a adopté le Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel) et qu'elle a adopté les dispositions du document Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16) (la « phase 2 des modifications ») de façon anticipée à compter du 1^{er} novembre 2020.

L'adoption du Cadre conceptuel n'a eu aucune incidence.

L'adoption anticipée des dispositions de la phase 2 des modifications décrites dans la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation ci-après, a exigé que nous fournissions des informations supplémentaires à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Certaines méthodes comptables exigent que nous posions des jugements et fassions des estimations, dont certains ont trait à des questions incertaines. La pandémie de COVID-19 continue d'exiger une part plus élevée de jugement, comme il est décrit aux pages 83 à 88 de notre Rapport annuel 2020, et pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers, particulièrement en ce qui a trait à l'estimation des pertes de crédit attendues.

Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2021, l'évolution favorable de nos perspectives économiques a donné lieu à une réduction modérée de nos pertes de crédit attendues sur les prêts productifs des premier et deuxième stades en regard des hausses qui avaient été comptabilisées en 2020 en raison du début de la pandémie de COVID-19. Une part importante de jugement était toujours inhérente aux prévisions des informations prospectives, y compris à l'égard de notre scénario de base fondé sur l'hypothèse que les programmes de vaccination de masse seront efficaces contre les variants nouveaux et en émergence et que le gouvernement répondra à une possible quatrième vague du virus par des mesures sanitaires ciblées plutôt que par des arrêts généralisés de l'activité économique.

Tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec l'IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant des provisions pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes de crédit d'une période à l'autre. Pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues dans le contexte de la pandémie de COVID-19, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Pour plus de précisions sur les autres modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires et à la note 32 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Réforme des taux d'intérêt de référence

Comme il a été mentionné à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires, divers indices de taux d'intérêt et autres indices qui sont présumés être des « indices de référence » (y compris le LIBOR) sont assujettis aux lignes directrices réglementaires internationales et aux propositions de réforme. Les organismes de réglementation de divers pays ont préconisé la transition des taux interbancaires offerts vers des taux d'intérêt de référence alternatifs (« taux alternatifs »), fondés sur des taux sans risque établis au moyen de transactions réelles sur le marché.

La transition des taux d'intérêt de référence actuels vers les taux alternatifs pourrait avoir une incidence défavorable sur la valeur, le rendement ou le marché de la négociation des contrats faisant référence aux taux d'intérêt de référence actuels. Cette transition pourrait mener à l'abandon de certains taux LIBOR et d'autres taux d'intérêt de référence.

Un nombre important de nos contrats de dérivés, de valeurs mobilières, de prêts et de dépôts font référence à divers taux d'intérêt de référence, y compris des contrats dont les échéances vont au-delà des dates de cessation annoncées par la FCA en mars 2021. En réponse à la réforme proposée des taux d'intérêt de référence, nous avons mis en place un programme de transition à l'égard des taux interbancaires offerts à l'échelle de l'entreprise (le « programme ») pour gérer et coordonner tous les aspects liés à la transition. Pour plus de précisions sur le programme, se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation de notre Rapport annuel 2020 et à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Modifications des méthodes comptables actuelles dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence

L'IASB a examiné, en deux phases, la réforme des taux d'intérêt de référence et ses incidences sur la présentation de l'information financière, comme il a été mentionné à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le président et chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC en date du 31 juillet 2021 (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

Transactions entre parties liées

Les procédures et les politiques de la CIBC concernant les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important depuis le 31 octobre 2020. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 90 à 183 de notre Rapport annuel 2020.

États financiers consolidés intermédiaires

(non audité)

Table des matières

| | |
|-----------|---|
| 45 | Bilan consolidé |
| 46 | Compte de résultat consolidé |
| 47 | État du résultat global consolidé |
| 48 | État des variations des capitaux propres consolidé |
| 49 | Tableau des flux de trésorerie consolidé |
| 50 | Notes des états financiers consolidés intermédiaires |

| | | | | | | | |
|----|--------|---|------------------------------------|----|---------|---|---|
| 50 | Note 1 | – | Changements de méthodes comptables | 66 | Note 9 | – | Capital-actions |
| 52 | Note 2 | – | Incidence de la COVID-19 | 67 | Note 10 | – | Avantages postérieurs à l'emploi |
| 53 | Note 3 | – | Évaluation de la juste valeur | 67 | Note 11 | – | Impôt sur le résultat |
| 57 | Note 4 | – | Transactions importantes | 68 | Note 12 | – | Résultat par action |
| 57 | Note 5 | – | Valeurs mobilières | 68 | Note 13 | – | Passifs éventuels et provisions |
| 59 | Note 6 | – | Prêts | 69 | Note 14 | – | Produits d'intérêts et charges d'intérêts |
| 65 | Note 7 | – | Dépôts | 69 | Note 15 | – | Informations sectorielles |
| 65 | Note 8 | – | Titres secondaires | | | | |

Bilan consolidé

| Non audité, en millions de dollars canadiens, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|---|-------------------|-----------------|
| ACTIF | | |
| Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques | 30 234 \$ | 43 531 \$ |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques | 20 062 | 18 987 |
| Valeurs mobilières (note 5) | 157 478 | 149 046 |
| Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées | 13 296 | 8 547 |
| Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres | 62 910 | 65 595 |
| Prêts (note 6) | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 245 045 | 221 165 |
| Prêts personnels | 41 231 | 42 222 |
| Cartes de crédit | 10 870 | 11 389 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 144 130 | 135 546 |
| Provision pour pertes sur créances | (2 926) | (3 540) |
| | 438 350 | 406 782 |
| Divers | | |
| Dérivés | 34 360 | 32 730 |
| Engagements de clients en vertu d'acceptations | 10 817 | 9 606 |
| Immobilisations corporelles | 3 133 | 2 997 |
| Goodwill | 4 986 | 5 253 |
| Logiciels et autres immobilisations incorporelles | 1 949 | 1 961 |
| Placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence | 655 | 658 |
| Actifs d'impôt différé | 435 | 650 |
| Autres actifs | 27 402 | 23 208 |
| | 83 737 | 77 063 |
| | 806 067 \$ | 769 551 \$ |
| PASSIF ET CAPITAUX PROPRES | | |
| Dépôts (note 7) | | |
| Particuliers | 210 683 \$ | 202 152 \$ |
| Entreprises et gouvernements | 332 974 | 311 426 |
| Banques | 18 708 | 17 011 |
| Emprunts garantis | 40 604 | 40 151 |
| | 602 969 | 570 740 |
| Engagements liés à des valeurs vendues à découvert | 21 815 | 15 963 |
| Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées | 3 611 | 1 824 |
| Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres | 64 633 | 71 653 |
| Divers | | |
| Dérivés | 29 291 | 30 508 |
| Acceptations | 10 879 | 9 649 |
| Passif d'impôt différé | 35 | 33 |
| Autres passifs | 22 896 | 22 134 |
| | 63 101 | 62 324 |
| Titres secondaires | 5 653 | 5 712 |
| Capitaux propres | | |
| Actions privilégiées et autres titres de participation | 3 575 | 3 575 |
| Actions ordinaires (note 9) | 14 252 | 13 908 |
| Surplus d'apport | 117 | 117 |
| Résultats non distribués | 25 055 | 22 119 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 1 109 | 1 435 |
| Total des capitaux propres applicables aux actionnaires | 44 108 | 41 154 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 177 | 181 |
| Total des capitaux propres | 44 285 | 41 335 |
| | 806 067 \$ | 769 551 \$ |

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Compte de résultat consolidé

| | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|------------------------------|-----------------|-------------------|-----------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Non audité, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire | | | | | |
| Produits d'intérêts (note 14) ¹ | | | | | |
| Prêts | 3 042 \$ | 2 934 \$ | 3 120 \$ | 9 047 \$ | 10 764 \$ |
| Valeurs mobilières | 516 | 529 | 568 | 1 614 | 1 996 |
| Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres | 75 | 79 | 113 | 244 | 755 |
| Dépôts auprès d'autres banques | 27 | 31 | 37 | 99 | 207 |
| | 3 660 | 3 573 | 3 838 | 11 004 | 13 722 |
| Charges d'intérêts (note 14) | | | | | |
| Dépôts | 618 | 666 | 913 | 2 039 | 4 504 |
| Valeurs vendues à découvert | 57 | 62 | 57 | 175 | 195 |
| Valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres | 40 | 55 | 83 | 166 | 585 |
| Titres secondaires | 30 | 28 | 33 | 93 | 123 |
| Divers | 22 | 15 | 23 | 52 | 63 |
| | 767 | 826 | 1 109 | 2 525 | 5 470 |
| Produits nets d'intérêts | 2 893 | 2 747 | 2 729 | 8 479 | 8 252 |
| Produits autres que d'intérêts | | | | | |
| Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation | 197 | 231 | 123 | 562 | 365 |
| Frais sur les dépôts et les paiements | 199 | 187 | 176 | 581 | 595 |
| Commissions sur crédit | 292 | 278 | 261 | 857 | 755 |
| Honoraires d'administration de cartes | 108 | 104 | 98 | 335 | 305 |
| Honoraires de gestion de placements et de garde | 417 | 390 | 336 | 1 180 | 1 025 |
| Produits tirés des fonds communs de placement | 452 | 427 | 391 | 1 303 | 1 184 |
| Produits tirés des assurances, nets des réclamations | 93 | 81 | 94 | 271 | 291 |
| Commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières | 102 | 120 | 88 | 325 | 279 |
| Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), montant net | 134 | 178 | 270 | 525 | 608 |
| Profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et au coût amorti, montant net | 10 | 22 | 10 | 68 | 5 |
| Produits tirés des opérations de change autres que de négociation | 79 | 78 | 63 | 226 | 189 |
| Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence | 12 | 16 | 25 | 44 | 67 |
| Divers | 68 | 73 | 44 | 195 | 221 |
| | 2 163 | 2 185 | 1 979 | 6 472 | 5 889 |
| Total des produits | 5 056 | 4 932 | 4 708 | 14 951 | 14 141 |
| Dotations à (reprise de) la provision pour pertes sur créances (note 6) | (99) | 32 | 525 | 80 | 2 198 |
| Charges autres que d'intérêts | | | | | |
| Salaires et avantages du personnel | 1 619 | 1 598 | 1 512 | 4 781 | 4 888 |
| Frais d'occupation | 202 | 194 | 202 | 589 | 623 |
| Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau | 504 | 507 | 474 | 1 478 | 1 423 |
| Communications | 76 | 87 | 79 | 242 | 236 |
| Publicité et expansion des affaires | 55 | 50 | 51 | 150 | 200 |
| Honoraires | 78 | 57 | 51 | 182 | 150 |
| Taxes d'affaires et taxes sur le capital | 25 | 27 | 22 | 83 | 87 |
| Divers | 359 | 236 | 311 | 895 | 864 |
| | 2 918 | 2 756 | 2 702 | 8 400 | 8 471 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 2 237 | 2 144 | 1 481 | 6 471 | 3 472 |
| Impôt sur le résultat | 507 | 493 | 309 | 1 465 | 696 |
| Résultat net | 1 730 \$ | 1 651 \$ | 1 172 \$ | 5 006 \$ | 2 776 \$ |
| Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle | 5 \$ | 4 \$ | 2 \$ | 13 \$ | 1 \$ |
| Porteurs d'actions privilégiées et d'autres titres de participation | 30 \$ | 51 \$ | 31 \$ | 111 \$ | 92 \$ |
| Porteurs d'actions ordinaires | 1 695 | 1 596 | 1 139 | 4 882 | 2 683 |
| Résultat net applicable aux actionnaires | 1 725 \$ | 1 647 \$ | 1 170 \$ | 4 993 \$ | 2 775 \$ |
| Résultat par action (en dollars) (note 12) | | | | | |
| De base | 3,77 \$ | 3,56 \$ | 2,56 \$ | 10,89 \$ | 6,03 \$ |
| Dilué | 3,76 | 3,55 | 2,55 | 10,86 | 6,02 |
| Dividendes par action ordinaire (en dollars) | 1,46 | 1,46 | 1,46 | 4,38 | 4,36 |

1) Comprend des produits d'intérêts, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, de 3,3 G\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (3,2 G\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021 et 3,5 G\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2020) et de 9,8 G\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (12,4 G\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020).

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État du résultat global consolidé

| Non audité, en millions de dollars canadiens | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|---------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Résultat net | 1 730 \$ | 1 651 \$ | 1 172 \$ | 5 006 \$ | 2 776 \$ |
| Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net | | | | | |
| Écart de change, montant net | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger | 546 | (1 438) | (1 388) | (2 309) | 569 |
| Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger | (318) | 843 | 770 | 1 323 | (305) |
| | 228 | (595) | (618) | (986) | 264 |
| Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) sur les valeurs évaluées à la JVAERG | (1) | (72) | 158 | (17) | 249 |
| Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes | (9) | (16) | (7) | (51) | (17) |
| | (10) | (88) | 151 | (68) | 232 |
| Variation nette des couvertures de flux de trésorerie | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | 211 | 30 | 78 | 365 | 110 |
| Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes | (161) | (38) | (83) | (347) | 81 |
| | 50 | (8) | (5) | 18 | 191 |
| Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies | 137 | 327 | (210) | 663 | (67) |
| Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit | 10 | 20 | (63) | (5) | (48) |
| Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG | 25 | 21 | 27 | 70 | 25 |
| | 172 | 368 | (246) | 728 | (90) |
| Total des autres éléments du résultat global¹ | 440 | (323) | (718) | (308) | 597 |
| Résultat global | 2 170 \$ | 1 328 \$ | 454 \$ | 4 698 \$ | 3 373 \$ |
| Résultat global applicable aux participations ne donnant pas le contrôle | 5 \$ | 4 \$ | 2 \$ | 13 \$ | 1 \$ |
| Porteurs d'actions privilégiées et d'autres titres de participation | 30 \$ | 51 \$ | 31 \$ | 111 \$ | 92 \$ |
| Porteurs d'actions ordinaires | 2 135 | 1 273 | 421 | 4 574 | 3 280 |
| Résultat global applicable aux actionnaires | 2 165 \$ | 1 324 \$ | 452 \$ | 4 685 \$ | 3 372 \$ |

1) Comprend des pertes de 3 M\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (pertes de 25 M\$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021 et profits de 21 M\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2020) et des pertes de 34 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (profits de 45 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020), ayant trait à nos placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

| Non audité, en millions de dollars canadiens | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|---------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| (Charge) économie d'impôt sur le résultat attribuée à chacune des composantes des autres éléments du résultat global | | | | | |
| Éléments qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net | | | | | |
| Écart de change, montant net | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger | (19) \$ | 42 \$ | 56 \$ | 34 \$ | 41 \$ |
| Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger | 18 | (46) | (65) | (43) | (43) |
| | (1) | (4) | (9) | (9) | (2) |
| Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) sur les valeurs évaluées à la JVAERG | (3) | 12 | (41) | (16) | (52) |
| Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes | 3 | 6 | 2 | 18 | 6 |
| | - | 18 | (39) | 2 | (46) |
| Variation nette des couvertures de flux de trésorerie | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie | (75) | (10) | (28) | (130) | (39) |
| Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes | 57 | 13 | 30 | 123 | (29) |
| | (18) | 3 | 2 | (7) | (68) |
| Éléments qui ne peuvent faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies | (49) | (117) | 75 | (237) | 23 |
| Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit | (3) | (8) | 22 | 2 | 16 |
| Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG | (9) | (7) | (8) | (24) | (8) |
| | (61) | (132) | 89 | (259) | 31 |
| | (80) \$ | (115) \$ | 43 \$ | (273) \$ | (85) \$ |

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État des variations des capitaux propres consolidé

| Non audité, en millions de dollars canadiens | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|---------------------------------|------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Actions privilégiées et autres titres de participation | | | | | |
| Solde au début de la période | 3 575 \$ | 3 575 \$ | 2 825 \$ | 3 575 \$ | 2 825 \$ |
| Émission d'actions privilégiées et de billets avec remboursement de capital à recours limité | - | - | - | - | - |
| Solde à la fin de la période | 3 575 \$ | 3 575 \$ | 2 825 \$ | 3 575 \$ | 2 825 \$ |
| Actions ordinaires (note 9) | | | | | |
| Solde au début de la période | 14 130 \$ | 13 991 \$ | 13 722 \$ | 13 908 \$ | 13 591 \$ |
| Émission d'actions ordinaires | 124 | 136 | 81 | 359 | 282 |
| Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation | - | - | - | - | (68) |
| Actions autodétenues | (2) | 3 | (3) | (15) | (5) |
| Solde à la fin de la période | 14 252 \$ | 14 130 \$ | 13 800 \$ | 14 252 \$ | 13 800 \$ |
| Surplus d'apport | | | | | |
| Solde au début de la période | 119 \$ | 119 \$ | 119 \$ | 117 \$ | 125 \$ |
| Charge de rémunération découlant des attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres | 3 | 8 | 4 | 17 | 11 |
| Exercice d'options sur actions et règlement d'autres attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres | (6) | (18) | (1) | (29) | (12) |
| Divers | 1 | 10 | - | 12 | (2) |
| Solde à la fin de la période | 117 \$ | 119 \$ | 122 \$ | 117 \$ | 122 \$ |
| Résultats non distribués | | | | | |
| Solde au début de la période avant les modifications de méthodes comptables | s. o. | s. o. | s. o. | s. o. | 20 972 |
| Incidence de l'adoption de l'IFRS 16 le 1 ^{er} novembre 2019 | s. o. | s. o. | s. o. | s. o. | 148 |
| Solde au début de la période après les modifications de méthodes comptables | 24 003 \$ | 23 060 \$ | 21 238 \$ | 22 119 \$ | 21 120 \$ |
| Résultat net applicable aux actionnaires | 1 725 | 1 647 | 1 170 | 4 993 | 2 775 |
| Dividendes et distributions | | | | | |
| Actions privilégiées et autres titres de participation | (30) | (51) | (31) | (111) | (92) |
| Actions ordinaires | (657) | (655) | (650) | (1 965) | (1 940) |
| Prime à l'achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation | - | - | - | - | (166) |
| Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassés du cumul des autres éléments du résultat global | 14 | 1 | - | 18 | 31 |
| Divers | - | 1 | (1) | 1 | (2) |
| Solde à la fin de la période | 25 055 \$ | 24 003 \$ | 21 726 \$ | 25 055 \$ | 21 726 \$ |
| Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat | | | | | |
| Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net | | | | | |
| Écart de change, montant net | | | | | |
| Solde au début de la période | (41) \$ | 554 \$ | 1 875 \$ | 1 173 \$ | 993 \$ |
| Variation nette de l'écart de change | 228 | (595) | (618) | (986) | 264 |
| Solde à la fin de la période | 187 \$ | (41) \$ | 1 257 \$ | 187 \$ | 1 257 \$ |
| Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | |
| Solde au début de la période | 251 \$ | 339 \$ | 158 \$ | 309 \$ | 77 \$ |
| Variation nette des valeurs évaluées à la JVAERG | (10) | (88) | 151 | (68) | 232 |
| Solde à la fin de la période | 241 \$ | 251 \$ | 309 \$ | 241 \$ | 309 \$ |
| Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie | | | | | |
| Solde au début de la période | 242 \$ | 250 \$ | 309 \$ | 274 \$ | 113 \$ |
| Variation nette des couvertures de flux de trésorerie | 50 | (8) | (5) | 18 | 191 |
| Solde à la fin de la période | 292 \$ | 242 \$ | 304 \$ | 292 \$ | 304 \$ |
| Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net | | | | | |
| Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies | | | | | |
| Solde au début de la période | 243 \$ | (84) \$ | (220) \$ | (283) \$ | (363) \$ |
| Variation nette des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies | 137 | 327 | (210) | 663 | (67) |
| Solde à la fin de la période | 380 \$ | 243 \$ | (430) \$ | 380 \$ | (430) \$ |
| Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit | | | | | |
| Solde au début de la période | (55) \$ | (75) \$ | 31 \$ | (40) \$ | 16 \$ |
| Variation nette attribuable aux variations du risque de crédit | 10 | 20 | (63) | (5) | (48) |
| Solde à la fin de la période | (45) \$ | (55) \$ | (32) \$ | (45) \$ | (32) \$ |
| Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG | | | | | |
| Solde au début de la période | 43 \$ | 23 \$ | 12 \$ | 2 \$ | 45 \$ |
| Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG | 25 | 21 | 27 | 70 | 25 |
| Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassé(e)s en résultats non distribués | (14) | (1) | - | (18) | (31) |
| Solde à la fin de la période | 54 \$ | 43 \$ | 39 \$ | 54 \$ | 39 \$ |
| Total du cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat | 1 109 \$ | 683 \$ | 1 447 \$ | 1 109 \$ | 1 447 \$ |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | | | | |
| Solde au début de la période | 170 \$ | 177 \$ | 184 \$ | 181 \$ | 186 \$ |
| Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle | 5 | 4 | 2 | 13 | 1 |
| Dividendes | (1) | (2) | (2) | (3) | (13) |
| Divers | 3 | (9) | (5) | (14) | 5 |
| Solde à la fin de la période | 177 \$ | 170 \$ | 179 \$ | 177 \$ | 179 \$ |
| Capitaux propres à la fin de la période | 44 285 \$ | 42 680 \$ | 40 099 \$ | 44 285 \$ | 40 099 \$ |

s. o. Sans objet

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

| Non audité, en millions de dollars canadiens | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|---------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Flux de trésorerie d'exploitation | | | | | |
| Résultat net | 1 730 \$ | 1 651 \$ | 1 172 \$ | 5 006 \$ | 2 776 \$ |
| Ajustements pour rapprocher le résultat net des flux de trésorerie d'exploitation : | | | | | |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | (99) | 32 | 525 | 80 | 2 198 |
| Amortissement et perte de valeur ¹ | 244 | 249 | 249 | 730 | 775 |
| Charge au titre des options sur actions et des actions subalternes | 3 | 8 | 4 | 17 | 11 |
| Impôt différé | (44) | (29) | (52) | (30) | (212) |
| Pertes (profits) sur titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti | (10) | (22) | (10) | (68) | (5) |
| Pertes nettes (profits nets) à la cession d'immobilisations corporelles | - | - | - | - | 4 |
| Autres éléments hors caisse, montant net | (55) | 430 | (89) | 457 | (781) |
| Variations nettes des actifs et des passifs d'exploitation | | | | | |
| Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques | 211 | 34 | (1 348) | (1 075) | (5 532) |
| Prêts, nets des remboursements | (17 188) | (11 056) | 6 334 | (32 421) | (16 635) |
| Dépôts, nets des retraits | 25 466 | 1 479 | 22 072 | 28 573 | 78 345 |
| Engagements liés à des valeurs vendues à découvert | 1 546 | 793 | 1 287 | 5 852 | 591 |
| Intérêts courus à recevoir | 77 | 7 | 223 | 216 | 276 |
| Intérêts courus à payer | (249) | (125) | (238) | (533) | (347) |
| Actifs dérivés | 973 | (1 159) | (3 107) | (1 626) | (19 547) |
| Passifs dérivés | (4 855) | 1 952 | 1 643 | (1 215) | 17 570 |
| Valeurs mobilières évaluées à la JVRN | 791 | (6 288) | (3 278) | (9 361) | (6 428) |
| Autres actifs et passifs évalués/désignés à la JVRN | (2 364) | 1 833 | 759 | 1 196 | 588 |
| Impôt exigible | 290 | 154 | 292 | 506 | 1 508 |
| Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées | 406 | 1 460 | (8) | 1 787 | (258) |
| Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres | 1 752 | (10 402) | (14 802) | (3 781) | 13 174 |
| Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées | (1 723) | (16) | (1 480) | (4 749) | (3 548) |
| Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres | 196 | 1 290 | 10 574 | 2 685 | 1 353 |
| Divers, montant net ² | 136 | (35) | (2 147) | (3 882) | (2 587) |
| | 7 234 | (17 760) | 18 575 | (11 636) | 63 289 |
| Flux de trésorerie de financement | | | | | |
| Émission de titres secondaires | - | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 |
| Remboursement/rachat/échéance de titres secondaires | - | - | - | (1 008) | - |
| Émission d'actions ordinaires au comptant | 86 | 85 | 41 | 233 | 159 |
| Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation | - | - | - | - | (234) |
| Vente (achat) d'actions autodétenues, montant net | (2) | 3 | (3) | (15) | (5) |
| Dividendes et distributions versés | (655) | (673) | (642) | (1 979) | (1 921) |
| Remboursement des obligations locatives | (75) | (74) | (77) | (223) | (229) |
| | (646) | 341 | 319 | (1 992) | (1 230) |
| Flux de trésorerie d'investissement | | | | | |
| Achat de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti | (12 641) | (12 052) | (16 201) | (34 647) | (44 019) |
| Produit de la vente de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti | 3 978 | 7 379 | 4 159 | 18 169 | 9 537 |
| Produit à l'échéance de titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti | 5 555 | 6 301 | 4 952 | 17 532 | 18 125 |
| Vente (achat) d'immobilisations corporelles, de logiciels et d'autres immobilisations incorporelles, montant net ² | (210) | (175) | (98) | (569) | (209) |
| | (3 318) | 1 453 | (7 188) | 485 | (16 566) |
| Incidence de la fluctuation des taux de change sur la trésorerie et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques | 40 | (96) | (103) | (154) | 38 |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période | 3 310 | (16 062) | 11 603 | (13 297) | 45 531 |
| Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période | 26 924 | 42 986 | 37 768 | 43 531 | 3 840 |
| Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période³ | 30 234 \$ | 26 924 \$ | 49 371 \$ | 30 234 \$ | 49 371 \$ |
| Intérêts versés au comptant | 1 016 \$ | 951 \$ | 1 347 \$ | 3 058 \$ | 5 817 \$ |
| Intérêts reçus au comptant | 3 545 | 3 323 | 3 850 | 10 527 | 13 373 |
| Dividendes reçus au comptant | 192 | 257 | 211 | 693 | 625 |
| Impôt sur le résultat payé (reçu) au comptant | 261 | 368 | 69 | 989 | (600) |

1) Comprennent l'amortissement et la perte de valeur des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des logiciels, ainsi que d'autres immobilisations incorporelles.

2) Retraités par rapport aux montants présentés précédemment.

3) La trésorerie comprend des liquidités soumises à restrictions de 498 M\$ (492 M\$ au 30 avril 2021 et 468 M\$ au 31 juillet 2020) et des comptes de dépôt à vue productifs d'intérêts avec la Banque du Canada.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes des états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ont été préparés selon le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), les états financiers doivent être préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers consolidés annuels complets. À l'exception de ce qui est indiqué ci-après, les présents états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2020 et pour l'exercice clos à cette date.

À moins d'indication contraire, tous les montants contenus dans les présents états financiers consolidés intermédiaires sont libellés en dollars canadiens. La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été approuvée par le conseil d'administration le 25 août 2021.

Note 1. Changements de méthodes comptables

a) Changements de méthodes comptables pour la période considérée

Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modification d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16)

Divers indices de taux d'intérêt et autres indices qui sont présumés être des « indices de référence » (y compris le LIBOR) sont assujettis aux lignes directrices réglementaires internationales et aux propositions de réforme. Les organismes de réglementation de divers pays ont préconisé la transition des taux interbancaires offerts vers des taux d'intérêt de référence alternatifs (« taux alternatifs »), fondés sur des taux sans risque établis au moyen de transactions réelles sur le marché. La Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a initialement annoncé en juillet 2017 qu'elle n'obligerait pas les banques à soumettre des taux LIBOR après décembre 2021. En mars 2021, la FCA et le ICE Benchmark Administrator (IBA) ont annoncé les dates prévues pour l'abandon ou la perte de représentativité de divers taux LIBOR, notamment que les taux LIBOR en livres sterling, en euros, en francs suisses et en yen japonais cesseront d'être utilisés le 31 décembre 2021, et ils ont également annoncé que la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains seront abandonnées le 30 juin 2023. Cette annonce résulte en un écart fixe entre le taux LIBOR et le taux alternatif pour une échéance donnée qui s'appliquera à l'abandon des taux LIBOR concernés. Même si la prolongation jusqu'au 30 juin 2023 de la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains permet à de nombreux anciens contrats d'arriver à échéance avant la date de cessation, il ne sera plus possible de réaliser des montages de nouveaux produits indexés au taux LIBOR en dollars américains après la fin de 2021. En juin 2021, le BSIF a annoncé ses attentes en matière d'abandon des taux interbancaires offerts, qui sont conformes aux annonces précédemment faites par la FCA et l'IBA. Le BSIF s'attend également des institutions financières qu'elles fassent une priorité de la mise à jour du système et du modèle pour s'adapter aux taux alternatifs et être en mesure de réaliser des transactions aux taux alternatifs d'ici la fin de 2021. Nous nous attendons à respecter ces attentes en matière de réglementation.

En juin 2021, afin d'accroître la liquidité des swaps indexés à des taux alternatifs et d'accélérer le progrès de la transition vers l'abandon des taux LIBOR en dollars américains, l'Alternative Reference Rates Committee (ARRC) a soutenu l'initiative Secured Overnight Financing Rate (SOFR) First annoncée par la Commodity Futures Trading Commission. Par suite de cette initiative, il est recommandé aux courtiers intermédiaires de négocier les swaps qui sont indexés au SOFR à la place de swaps indexés au LIBOR en dollars américains à compter du 26 juillet 2021. L'initiative SOFR First permet encore aux courtiers intermédiaires de négocier des swaps fondés sur l'écart entre le SOFR et le LIBOR pour gérer le risque de marché découlant de l'augmentation de l'utilisation des swaps fondés sur le SOFR et continuer à soutenir la demande des clients pour des swaps fondés sur le LIBOR au cours de la période de transition.

Le 29 juillet 2021, à titre de mesure supplémentaire pour augmenter l'utilisation du SOFR, l'ARRC a officiellement recommandé la méthode reposant sur le taux à terme prospectif fondé sur le SOFR (Term SOFR) établie par le Chicago Mercantile Exchange (CME), qui devrait donner aux entités une plus grande certitude à l'égard des taux de prêts fondés sur le SOFR étant donné que les taux à terme sont déterminés au début d'une période de révision d'intérêt contractuel contrairement aux taux de financement à un jour comme celui du SOFR qui sont révisés chaque jour. À titre de participante sur le marché des courtiers intermédiaires, la CIBC dispose des procédures, systèmes et modèles nécessaires pour se conformer à l'initiative SOFR First et continuera de surveiller l'évolution du Term SOFR tout en gérant la transition liée à la réforme des taux interbancaires offerts.

En réponse à la réforme des taux d'intérêt de référence, l'IASB a publié la Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modification d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16) (les « modifications issues de la phase 2 ») en août 2020. Ces modifications concernent des questions qui ont une incidence sur la présentation de l'information financière lorsque le taux existant est remplacé par un taux alternatif et concluent les modifications de l'IASB aux normes de présentation de l'information financière en raison de l'incidence de la réforme des taux d'intérêt de référence. Même si les modifications issues de la phase 2 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021, nous avons choisi de les adopter de manière anticipée à compter du 1^{er} novembre 2020. Seules les modifications apportées à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, à l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et à l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'appliquent en ce qui nous concerne parce que nous avons choisi de continuer d'appliquer les dispositions de l'IAS 39 portant sur la comptabilité de couverture au moment d'adopter l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9).

Les modifications issues de la phase 2 permettent qu'une modification aux actifs financiers et passifs financiers au coût amorti, et aux obligations locatives du preneur qui sont faites en conséquence directe de la réforme des taux interbancaires offerts et apportées selon une base économiquement équivalente soit comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif sans comptabilisation immédiate de profit ou perte. Les modifications consentent également une exception temporaire qui permet la poursuite des relations de couverture à la suite du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux alternatif selon certaines conditions d'admissibilité, y compris la modification de la désignation et de la documentation de la couverture pour prendre en compte le nouveau taux, et l'établissement de nouvelles relations de couverture qui sont dans le champ d'application des modifications issues de la phase 2. En raison de l'adoption des dispositions de la phase 2 des modifications, nous avons fourni des informations supplémentaires sur nos expositions aux principaux taux d'intérêt de référence visés par la réforme ci-après.

L'IASB avait préalablement publié le document intitulé Réforme des taux d'intérêt de référence (modification d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7) (les « modifications issues de la phase 1 ») en septembre 2019. Les modifications issues de la phase 1 prévoient des allègements relativement à l'application de certaines dispositions relatives à la comptabilité de couverture afin d'apaiser les incertitudes au cours de la période précédant la réforme

des taux d'intérêt de référence, et contiennent des exigences spécifiques d'informations à fournir pour les relations de couverture touchées. Nous avons adopté les modifications issues de la phase 1 à compter du 1^{er} novembre 2019; et les informations pertinentes se trouvent à la note 1 des états financiers consolidés de notre rapport annuel 2020.

Étant donné que les taux interbancaires offerts sont utilisés pour un grand volume de dérivés, de prêts et d'instruments en espèces, la transition comporte un certain nombre de risques pour nous et pour l'ensemble du secteur. Les risques liés à la transition comprennent le risque de marché (à mesure que de nouveaux risques de base apparaissent), le risque lié aux modèles, le risque opérationnel (à mesure que des processus sont modifiés ou que de nouveaux processus sont mis en œuvre), les risques juridiques (à mesure que les contrats sont révisés) et le risque lié au comportement (pour faire en sorte que les clients soient dûment avisés et qu'ils soient prêts). En réponse à la réforme proposée des taux d'intérêt de référence, nous avons instauré un programme de transition à l'égard des taux interbancaires offerts à l'échelle de l'entreprise (le « programme »), lequel s'appuie sur une structure de gouvernance officielle et des groupes de travail spécialisés formés de parties prenantes provenant des principaux secteurs d'activité ainsi que des groupes fonctionnels comme Trésorerie, Technologie et opérations, Gestion du risque, Affaires juridiques et Finance, afin de gérer et de coordonner tous les aspects liés à la transition, dont l'identification et l'atténuation des risques. Un comité de direction chargé des taux interbancaires offerts a été formé pour en assurer la surveillance et la mise en œuvre. Le comité de direction chargé des taux interbancaires offerts gère les répercussions des risques liés à la transition au moyen de mesures d'atténuation appropriées. Nous continuons d'échanger avec des associations sectorielles pour intégrer les développements récents à notre plan de mise en œuvre. Dans le cadre du programme, la haute direction, y compris le comité de direction, et le conseil d'administration sont informés régulièrement des progrès réalisés.

Dans le cadre du programme, nous avons entrepris la transition des contrats fondés sur des taux interbancaires offerts existants vers ceux faisant référence aux nouveaux taux alternatifs, et l'élaboration de processus opérationnels connexes. Nous avons commencé à appliquer des mesures correctrices pour les contrats de nos produits non indexés au LIBOR en dollars américains en y ajoutant des libellés de remplacement appropriés dans les contrats, et mis fin à l'émission de certains nouveaux produits indexés au LIBOR en livres sterling qui viennent à échéance après la fin de 2021 en fonction des lignes directrices prescrites par les organismes de réglementation. Nous avons adhéré au protocole IBOR Fallbacks 2020 de l'International Swaps and Derivatives Association (« ISDA ») afin de faciliter la transition du taux contractuel pour les dérivés avec des contreparties qui ont également adhéré au protocole de l'ISDA. Une telle transition entrera en vigueur à la survenance de certains événements déclencheurs prescrits. Nous collaborons également avec des chambres de compensation pour assurer la transition de nos dérivés existants réglés par elles à des taux alternatifs. Nous avons poursuivi l'élaboration de plans de mesures correctrices pour les contrats des produits indexés au LIBOR et avons continué à rendre l'information accessible aux clients, en leur offrant des conseils concernant les faits nouveaux.

Le tableau ci-après présente les montants notionnels approximatifs de nos dérivés et l'encours brut de nos actifs financiers non dérivés et passifs financiers non dérivés indexés au LIBOR en dollars américains, au LIBOR en livres sterling et à d'autres taux de référence au 1^{er} novembre 2020 dont l'échéance est ultérieure au 31 décembre 2021 et qui devraient être touchés par la réforme des taux interbancaires offerts.

| En milliards de dollars, au 1 ^{er} novembre 2020 | Montants notionnels/encours brut ^{1, 2, 3} | | | |
|---|---|---|------------------------------------|---------------------|
| | LIBOR en dollars américains | | LIBOR en livres sterling | Divers ⁴ |
| | Échéance entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2023 | Échéance après le 30 juin 2023 ⁵ | Échéance après le 31 décembre 2021 | |
| Actifs financiers non dérivés | | | | |
| Valeurs mobilières | 4,0 \$ | 1,9 \$ | - \$ | - \$ |
| Prêts | 18,6 | 21,2 | 2,4 | - |
| | 22,6 | 23,1 | 2,4 | - |
| Passifs financiers non dérivés | | | | |
| Emprunts garantis considérés comme des dépôts et titres secondaires | - | 0,1 | 1,1 | - |
| Autres dépôts | 0,8 | 1,0 | - | - |
| | 0,8 | 1,1 | 1,1 | - |
| Dérivés | 276,4 | 463,3 | 70,4 | 33,3 |

- 1) Compte non tenu des instruments financiers dont les taux de référence se rapportent aux taux offerts dans plusieurs territoires, notamment le taux offert en dollars canadiens (CDOR), le taux interbancaire offert en euros (EURIBOR) et le taux Bank Bill Swap Bid de l'Australie. Bien que les échéances de six ou de douze mois des instruments financiers indexés au taux CDOR seront abandonnées le 17 mai 2021, nous ne détenons aucune position importante dans ces échéances au 1^{er} novembre 2020. Les autres échéances du CDOR devraient se poursuivre.
- 2) Le tableau exclut les engagements de prêt inutilisés. Au 1^{er} novembre 2020, le total des engagements de prêt inutilisés en cours qui pourraient être visés par une transition et dont l'échéance est ultérieure au 31 décembre 2021 était estimé à 53,1 G\$, dont une tranche de 52,1 G\$ pouvant être utilisée et indexée au LIBOR en dollars américains et une tranche de 1,0 G\$ pouvant être utilisée et indexée au LIBOR en livres sterling.
- 3) Pour les swaps de devises dont les taux de référence des deux éléments sont visés par une transition, le montant notionnel propre à chaque élément est présenté dans le tableau ci-dessus.
- 4) Comprennent les expositions indexées au LIBOR en yens japonais, au LIBOR en francs suisses et au LIBOR en euros.
- 5) L'annonce faite par la FCA et l'IBA le 5 mars 2021 a eu pour incidence le report de la date de cessation de la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains au 31 décembre 2021 au 30 juin 2023. Au 30 avril 2021 (soit à la fin du trimestre au cours duquel l'annonce a été faite), notre exposition au LIBOR en dollars américains, excluant les engagements inutilisés comportant une date ultérieure au 30 juin 2023, s'élevait à environ 614,9 G\$. En outre, les engagements de prêt inutilisés qui pourraient être utilisés et indexés au LIBOR en dollars américains comportant une date d'échéance ultérieure au 30 juin 2023 s'élevaient à environ 31,1 G\$.

Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel)

Le Cadre conceptuel établit les concepts fondamentaux qui sont à la base de la préparation et de la présentation des états financiers et oriente l'IASB dans l'élaboration des IFRS. Le Cadre conceptuel s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. Par conséquent, la CIBC a adopté le Cadre conceptuel à compter du 1^{er} novembre 2020.

L'adoption du Cadre conceptuel n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés intermédiaires et n'a entraîné aucun changement dans nos méthodes comptables.

b) Modifications de méthodes comptables futures

Pour plus de précisions sur les modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 32 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Nous continuons d'évaluer l'incidence des normes que nous adopterons après l'exercice 2021.

Note 2. Incidence de la COVID-19

L'activité de l'économie mondiale s'est accélérée cette année, malgré le fait que la pandémie de COVID-19, alimentée par un variant plus contagieux, continue d'être un facteur défavorable au rythme de la reprise. Les restrictions imposées par les gouvernements à l'échelle du globe pour restreindre l'incidence de la vague d'infection ont été assouplies considérablement dans certains territoires, mais continuent de perturber les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale et les voyages internationaux. Les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 dépendront au final, de la progression du taux d'adoption de la vaccination et de l'efficacité des vaccins pour contrôler à la fois les infections liées aux variants actuels et en émergence, ainsi que de la capacité des gouvernements, des entreprises et des systèmes de soins de santé à limiter efficacement la vague actuelle du virus et de toute recrudescence future, dont celles liées aux nouveaux variants, de manière à éviter des arrêts généralisés de l'activité économique. Par conséquent, nous continuons à mener nos activités dans un contexte macroéconomique incertain.

Incidence sur les estimations et hypothèses

Ainsi qu'il est mentionné dans notre Rapport annuel 2020, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses à l'égard des montants comptabilisés et évalués d'actifs et de passifs, du résultat net, du résultat global et des informations fournies connexes pour préparer les états financiers consolidés selon les IFRS. Des estimations importantes sont faites et des hypothèses significatives sont formulées afin d'évaluer les instruments financiers, la provision pour pertes sur créances, la dépréciation des actifs, l'impôt sur le résultat, les provisions et les passifs éventuels, les programmes de fidélisation autogérés et les hypothèses relatives aux avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, ainsi que pour évaluer si les entités structurées doivent être consolidées.

En outre, la pandémie de COVID-19 continue d'accroître le degré d'incertitude à l'égard des estimations et hypothèses comptables et augmente la nécessité de faire appel au jugement dans l'évaluation de la conjoncture de l'économie et du marché et de ses incidences sur les estimations importantes. Ceci touche particulièrement les estimations et les hypothèses qui concernent la provision pour pertes sur créances.

Au cours des neuf mois clos le 31 juillet 2021, l'évolution favorable de nos perspectives économiques a donné lieu à une réduction modérée de nos pertes de crédit attendues sur les prêts productifs des premier et deuxième stades comparativement aux augmentations comptabilisées en 2020 en raison du début de la pandémie de COVID-19. Une part importante de jugement était toujours inhérente aux prévisions des informations prospectives, y compris à l'égard de notre scénario de base fondé sur l'hypothèse que les programmes de vaccination seront efficaces contre les variants nouveaux et en émergence et que le gouvernement répondra à une possible quatrième vague du virus par des mesures sanitaires ciblées plutôt que des arrêts généralisés de l'activité économique.

Tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec l'IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant des provisions pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes de crédit d'une période à l'autre. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés du rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Note 3. Évaluation de la juste valeur

Juste valeur des instruments financiers

| En millions de dollars, aux | Valeur comptable | | | | Total | Juste valeur | Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable |
|--|---------------------------|------------------------------|--------------------|--|------------|--------------|--|
| | Coût amorti | Obligation évalués à la JVRN | Désignés à la JVRN | Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global | | | |
| 31 juill. 2021 | Actifs financiers | | | | | | |
| Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques | 50 047 \$ | 249 \$ | - \$ | - \$ | 50 296 \$ | 50 296 \$ | - \$ |
| Valeurs mobilières | 33 665 | 71 992 | 62 | 51 759 | 157 478 | 157 969 | 491 |
| Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées | 13 296 | - | - | - | 13 296 | 13 296 | - |
| Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres | 55 818 | 7 092 | - | - | 62 910 | 62 910 | - |
| Prêts | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 244 732 | 14 | - | - | 244 746 | 245 465 | 719 |
| Prêts personnels | 40 424 | - | - | - | 40 424 | 40 452 | 28 |
| Cartes de crédit | 10 353 | - | - | - | 10 353 | 10 353 | - |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 117 510 | 24 940 | 377 | - | 142 827 | 142 928 | 101 |
| Dérivés | - | 34 360 | - | - | 34 360 | 34 360 | - |
| Engagements de clients en vertu d'acceptations | 10 817 | - | - | - | 10 817 | 10 817 | - |
| Autres actifs | 18 617 | - | - | - | 18 617 | 18 617 | - |
| | Passifs financiers | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | |
| Particuliers | 202 959 \$ | - \$ | 7 724 \$ | - \$ | 210 683 \$ | 210 806 \$ | 123 \$ |
| Entreprises et gouvernements | 322 773 | - | 10 201 | - | 332 974 | 334 159 | 1 185 |
| Banques | 18 708 | - | - | - | 18 708 | 18 708 | - |
| Emprunts garantis | 39 594 | - | 1 010 | - | 40 604 | 41 070 | 466 |
| Dérivés | - | 29 291 | - | - | 29 291 | 29 291 | - |
| Acceptations | 10 879 | - | - | - | 10 879 | 10 879 | - |
| Engagements liés à des valeurs vendues à découvert | - | 21 815 | - | - | 21 815 | 21 815 | - |
| Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées | 3 611 | - | - | - | 3 611 | 3 611 | - |
| Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres ¹ | 57 718 | - | 6 915 | - | 64 633 | 64 633 | - |
| Autres passifs | 15 552 | 120 | 7 | - | 15 679 | 15 679 | - |
| Titres secondaires | 5 653 | - | - | - | 5 653 | 5 929 | 276 |
| 31 oct. 2020 | Actifs financiers | | | | | | |
| Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques | 61 570 \$ | 948 \$ | - \$ | - \$ | 62 518 \$ | 62 518 \$ | - \$ |
| Valeurs mobilières | 31 800 | 62 576 | 117 | 54 553 | 149 046 | 149 599 | 553 |
| Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées | 8 547 | - | - | - | 8 547 | 8 547 | - |
| Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres | 58 090 | 7 505 | - | - | 65 595 | 65 595 | - |
| Prêts | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 220 739 | 63 | - | - | 220 802 | 222 920 | 2 118 |
| Prêts personnels | 41 390 | - | - | - | 41 390 | 41 452 | 62 |
| Cartes de crédit | 10 722 | - | - | - | 10 722 | 10 722 | - |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 110 220 | 23 291 | 357 | - | 133 868 | 134 097 | 229 |
| Dérivés | - | 32 730 | - | - | 32 730 | 32 730 | - |
| Engagements de clients en vertu d'acceptations | 9 606 | - | - | - | 9 606 | 9 606 | - |
| Autres actifs | 15 940 | - | - | - | 15 940 | 15 940 | - |
| | Passifs financiers | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | | |
| Particuliers | 199 593 \$ | - \$ | 2 559 \$ | - \$ | 202 152 \$ | 202 345 \$ | 193 \$ |
| Entreprises et gouvernements | 301 546 | - | 9 880 | - | 311 426 | 312 279 | 853 |
| Banques | 17 011 | - | - | - | 17 011 | 17 011 | - |
| Emprunts garantis | 39 560 | - | 591 | - | 40 151 | 40 586 | 435 |
| Dérivés | - | 30 508 | - | - | 30 508 | 30 508 | - |
| Acceptations | 9 649 | - | - | - | 9 649 | 9 649 | - |
| Engagements liés à des valeurs vendues à découvert | - | 15 963 | - | - | 15 963 | 15 963 | - |
| Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées | 1 824 | - | - | - | 1 824 | 1 824 | - |
| Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres ¹ | 54 617 | - | 17 036 | - | 71 653 | 71 653 | - |
| Autres passifs | 15 282 | 133 | 9 | - | 15 424 | 15 424 | - |
| Titres secondaires | 5 712 | - | - | - | 5 712 | 5 993 | 281 |

1) Compréhension des engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres soutenus par des billets de dépôt au porteur donnés en garantie aux termes du mécanisme de prises en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada.

Le tableau ci-après présente les niveaux au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans lesquels sont classées les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur au bilan consolidé intermédiaire :

| | Niveau 1 | | Niveau 2 | | Niveau 3 | | Total 31 juill. 2021 | Total 31 oct. 2020 |
|--|--------------------|-------------------|--|---------------------|--|------------------|----------------------------|--------------------------|
| | Cours du marché | | Technique d'évaluation – données observables sur le marché | | Technique d'évaluation – données non observables sur le marché | | | |
| | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 | | |
| En millions de dollars, aux | | | | | | | | |
| Actifs financiers | | | | | | | | |
| Dépôts auprès d'autres banques | - \$ | - \$ | 249 \$ | 948 \$ | - \$ | - \$ | 249 \$ | 948 \$ |
| Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN | | | | | | | | |
| Titres émis ou garantis par des gouvernements | 4 227 | 3 917 | 24 875 ¹ | 25 091 ¹ | - | - | 29 102 | 29 008 |
| Titres de participation de sociétés | 36 789 | 27 919 | 210 | 47 | 6 | 16 | 37 005 | 27 982 |
| Titres de créance de sociétés | - | - | 3 162 | 3 525 | 2 | 25 | 3 164 | 3 550 |
| Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires | - | - | 2 651 ² | 2 018 ² | 132 | 135 | 2 783 | 2 153 |
| | 41 016 | 31 836 | 30 898 | 30 681 | 140 | 176 | 72 054 | 62 693 |
| Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN | | | | | | | | |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | - | - | 24 273 | 23 022 | 1 044 ³ | 626 ³ | 25 317 | 23 648 |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | - | - | 14 | 63 | - | - | 14 | 63 |
| | - | - | 24 287 | 23 085 | 1 044 | 626 | 25 331 | 23 711 |
| Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | | | | |
| Titres émis ou garantis par des gouvernements | 3 545 | 3 912 | 37 848 | 41 269 | - | - | 41 393 | 45 181 |
| Titres de créance de sociétés | - | - | 7 352 | 6 224 | - | - | 7 352 | 6 224 |
| Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires | - | - | 2 235 | 2 563 | - | - | 2 235 | 2 563 |
| | 3 545 | 3 912 | 47 435 | 50 056 | - | - | 50 980 | 53 968 |
| Titres de participation évalués à la JVAERG | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 106 | 41 | 305 | 304 | 368 | 240 | 779 | 585 |
| Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres et évaluées à la JVRN | | | | | | | | |
| | - | - | 7 092 | 7 505 | - | - | 7 092 | 7 505 |
| Dérivés | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | - | 4 | 9 625 | 12 793 | 34 | 48 | 9 659 | 12 845 |
| De change | - | - | 11 514 | 11 462 | - | - | 11 514 | 11 462 |
| De crédit | - | - | 4 | 8 | 58 | 98 | 62 | 106 |
| Sur actions | 5 233 | 3 153 | 1 855 | 1 791 | 103 | 212 | 7 191 | 5 156 |
| Sur métaux précieux | - | - | 201 | 283 | - | - | 201 | 283 |
| Autres dérivés sur marchandises | 330 | 271 | 5 403 | 2 607 | - | - | 5 733 | 2 878 |
| | 5 563 | 3 428 | 28 602 | 28 944 | 195 | 358 | 34 360 | 32 730 |
| Total des actifs financiers | 50 230 \$ | 39 217 \$ | 138 868 \$ | 141 523 \$ | 1 747 \$ | 1 400 \$ | 190 845 \$ | 182 140 \$ |
| Passifs financiers | | | | | | | | |
| Dépôts et autres passifs ⁴ | - \$ | - \$ | (18 410) \$ | (13 176) \$ | (652) \$ | 4 \$ | (19 062) \$ | (13 172) \$ |
| Engagements liés à des valeurs vendues à découvert | (7 065) | (5 363) | (14 750) | (10 600) | - | - | (21 815) | (15 963) |
| Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres | - | - | (6 915) | (17 036) | - | - | (6 915) | (17 036) |
| Dérivés | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | - | - | (7 875) | (9 964) | (87) | (28) | (7 962) | (9 992) |
| De change | - | - | (9 805) | (10 883) | - | - | (9 805) | (10 883) |
| De crédit | - | - | (45) | (41) | (63) | (107) | (108) | (148) |
| Sur actions | (3 817) | (3 537) | (5 098) | (3 288) | (233) | (163) | (9 148) | (6 988) |
| Sur métaux précieux | - | - | (153) | (366) | - | - | (153) | (366) |
| Autres dérivés sur marchandises | (650) | (325) | (1 465) | (1 806) | - | - | (2 115) | (2 131) |
| | (4 467) | (3 862) | (24 441) | (26 348) | (383) | (298) | (29 291) | (30 508) |
| Total des passifs financiers | (11 532) \$ | (9 225) \$ | (64 516) \$ | (67 160) \$ | (1 035) \$ | (294) \$ | (77 083) \$ | (76 679) \$ |

1) Comprend un montant de 51 M\$ lié à des valeurs désignées à la JVRN (57 M\$ au 31 octobre 2020).

2) Comprend un montant de 11 M\$ lié à des titres adossés à des créances mobilières désignés à la JVRN (60 M\$ au 31 octobre 2020).

3) Comprend un montant de 377 M\$ lié à des prêts désignés à la JVRN (357 M\$ au 31 octobre 2020).

4) Comprennent les dépôts désignés à la JVRN de 18 171 M\$ (13 419 M\$ au 31 octobre 2020), les passifs dérivés incorporés séparés nets de 764 M\$ (actifs dérivés incorporés séparés nets de 389 M\$ au 31 octobre 2020), les autres passifs désignés à la JVRN de 7 M\$ (9 M\$ au 31 octobre 2020) et les autres passifs financiers évalués à leur juste valeur de 120 M\$ (133 M\$ au 31 octobre 2020).

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés avoir eu lieu au début du trimestre au cours duquel ils ont eu lieu. Les transferts entre les niveaux peuvent survenir en présence de renseignements additionnels ou nouveaux concernant les données d'évaluation et de changements concernant l'observabilité. Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, nous avons transféré un montant de 82 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN du niveau 1 au niveau 2 et de néant du niveau 2 au niveau 1, et un montant de 4 473 M\$ de valeurs vendues à découvert du niveau 1 au niveau 2 et de néant du niveau 2 au niveau 1, en raison d'une moins grande observabilité des données utilisées pour évaluer ces valeurs (pour le trimestre clos le 30 avril 2021, nous avons transféré un montant de 76 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN du niveau 1 au niveau 2 et de 21 M\$, du niveau 2 au niveau 1, et un montant de 578 M\$ de valeurs vendues à découvert du niveau 1 au niveau 2 et de 69 M\$, du niveau 2 au niveau 1; pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, nous avons transféré un montant de 2 153 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN du niveau 1 au niveau 2, et un montant de 105 M\$ du niveau 2 au niveau 1, et un montant de 972 M\$ de valeurs vendues à découvert ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 et de néant du niveau 2 au niveau 1). De plus, des transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 ont été effectués au cours des trimestres clos le 31 juillet 2021, le 30 avril 2021 et le 31 juillet 2020, essentiellement en raison d'un changement concernant l'évaluation de l'observabilité de certaines données liées à la corrélation, à la volatilité du marché et à la probabilité utilisées pour évaluer la juste valeur des passifs et des dérivés désignés à leur juste valeur.

Le tableau qui suit présente les variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur d'après des données non observables sur le marché. Nous couvrons souvent des positions par des positions compensatoires qui peuvent être classées à un niveau différent. Par conséquent, les profits et pertes pour les actifs et passifs au niveau 3 présentés dans le tableau ci-après ne reflètent pas l'incidence des profits et pertes compensatoires sur les instruments de couverture connexes qui ont été classés au niveau 1 ou au niveau 2.

| En millions de dollars, pour les trois mois clos les | Profits nets (pertes nettes) inclus(es) dans le résultat net ¹ | | | Profits latents (pertes latentes) inclus(es) dans les autres éléments du résultat global, montant net ⁴ | Transfert au niveau 3 | Transfert du niveau 3 | Achats / Émissions | Ventes / Règlements | Solde de clôture |
|--|---|--------------------------|----------------------------|--|-----------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|-------------------|
| | Solde d'ouverture | Réalisé(e)s ² | Latent(e)s ^{2, 3} | | | | | | |
| 31 juill. 2021 | | | | | | | | | |
| Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 7 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | (1) \$ | 6 \$ |
| Titres de créance de sociétés | - | - | - | - | - | - | 2 | - | 2 |
| Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires | 144 | - | - | - | - | - | - | (12) | 132 |
| Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN | | | | | | | | | |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 996 | - | 1 | 15 | - | - | 53 | (21) | 1 044 |
| Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de créance de sociétés | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de participation évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 288 | - | - | 24 | - | - | 84 | (28) | 368 |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | 38 | - | 11 | - | - | - | 2 | (17) | 34 |
| De change | 8 | - | - | - | - | (8) | - | - | - |
| De crédit | 57 | (1) | 2 | - | - | - | - | - | 58 |
| Sur actions | 66 | - | 23 | - | - | (9) | 17 | 6 | 103 |
| Total de l'actif | 1 604 \$ | (1) \$ | 37 \$ | 39 \$ | - \$ | (17) \$ | 158 \$ | (73) \$ | 1 747 \$ |
| Dépôts et autres passifs⁵ | | | | | | | | | |
| | (601) \$ | 12 \$ | (184) \$ | - \$ | - \$ | 9 \$ | (7) \$ | 119 \$ | (652) \$ |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | (218) | - | 134 | - | - | 9 | - | (12) | (87) |
| De crédit | (62) | 1 | (2) | - | - | - | - | - | (63) |
| Sur actions | (184) | - | (46) | - | - | 1 | (24) | 20 | (233) |
| Total du passif | (1 065) \$ | 13 \$ | (98) \$ | - \$ | - \$ | 19 \$ | (31) \$ | 127 \$ | (1 035) \$ |
| 30 avr. 2021 | | | | | | | | | |
| Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 19 \$ | - \$ | (6) \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 23 \$ | (29) \$ | 7 \$ |
| Titres de créance de sociétés | 30 | - | 8 | - | - | - | - | (38) | - |
| Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires | 102 | - | - | - | - | - | 44 | (2) | 144 |
| Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN | | | | | | | | | |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 879 | - | (1) | (33) | - | - | 180 | (29) | 996 |
| Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de créance de sociétés | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de participation évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 269 | - | - | 17 | - | - | 10 | (8) | 288 |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | 45 | - | (8) | - | - | - | 1 | - | 38 |
| De change | - | - | 16 | - | (8) | - | - | - | 8 |
| De crédit | 101 | (6) | (38) | - | - | - | - | - | 57 |
| Sur actions | 61 | - | - | - | - | (1) | 6 | - | 66 |
| Total de l'actif | 1 506 \$ | (6) \$ | (29) \$ | (16) \$ | (8) \$ | (1) \$ | 264 \$ | (106) \$ | 1 604 \$ |
| Dépôts et autres passifs⁵ | | | | | | | | | |
| | (367) \$ | 6 \$ | (257) \$ | - \$ | (13) \$ | (3) \$ | (38) \$ | 71 \$ | (601) \$ |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | (74) | - | (90) | - | (28) | - | (29) | 3 | (218) |
| De crédit | (113) | 6 | 44 | - | - | - | - | 1 | (62) |
| Sur actions | (137) | - | (62) | - | - | 8 | (15) | 22 | (184) |
| Total du passif | (691) \$ | 12 \$ | (365) \$ | - \$ | (41) \$ | 5 \$ | (82) \$ | 97 \$ | (1 065) \$ |
| 31 juill. 2020 | | | | | | | | | |
| Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 7 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 7 \$ |
| Titres de créance de sociétés | 25 | - | 1 | - | - | - | - | - | 26 |
| Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires | 278 | - | - | - | - | - | - | (141) | 137 |
| Prêts obligatoirement évalués à la JVRN | | | | | | | | | |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 918 | - | - | (16) | - | - | 452 | (485) | 869 |
| Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de créance de sociétés | 18 | - | - | - | - | - | - | (18) | - |
| Titres de participation évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 243 | - | 22 | - | - | - | 10 | - | 275 |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | 76 | - | (4) | - | - | - | 3 | (34) | 41 |
| De crédit | 105 | (1) | (4) | - | - | - | - | - | 100 |
| Sur actions | 221 | - | 16 | - | - | - | 8 | - | 245 |
| Total de l'actif | 1 891 \$ | (1) \$ | 31 \$ | (16) \$ | - \$ | - \$ | 473 \$ | (678) \$ | 1 700 \$ |
| Dépôts et autres passifs⁵ | | | | | | | | | |
| | 157 \$ | - \$ | (97) \$ | - \$ | (1) \$ | (30) \$ | (20) \$ | 6 \$ | 15 \$ |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | - | - | (7) | - | - | - | - | 2 | (5) |
| De crédit | (113) | 1 | 4 | - | - | - | - | - | (108) |
| Sur actions | (111) | - | (33) | - | - | - | (21) | 9 | (156) |
| Total du passif | (67) \$ | 1 \$ | (133) \$ | - \$ | (1) \$ | (30) \$ | (41) \$ | 17 \$ | (254) \$ |

1) Le cumul des profits et pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et lié aux titres de participation désignés à la JVAERG est reclassé des autres éléments du résultat global en résultats non distribués au moment de la cession ou de la décomptabilisation.

2) Comprennent les profits et les pertes de change liés aux titres de créance évalués à la JVAERG.

3) Comprennent les profits latents et pertes latentes liés aux actifs et passifs détenus à la fin de la période considérée.

4) L'écart de change lié aux prêts obligatoirement évalués à la JVRN détenus par des établissements à l'étranger et libellés dans la même monnaie que celle des établissements à l'étranger est inclus dans les autres éléments du résultat global.

5) Comprennent les dépôts désignés à la JVRN de 95 M\$ (13 M\$ au 30 avril 2021 et 140 M\$ au 31 juillet 2020), des passifs dérivés incorporés séparés nets de 550 M\$ (passifs dérivés incorporés séparés nets de 562 M\$ au 30 avril 2021; actifs dérivés incorporés séparés nets de 155 M\$ au 31 juillet 2020) et d'autres passifs désignés à la JVRN de 7 M\$ (26 M\$ au 30 avril 2021 et néant au 31 juillet 2020).

| En millions de dollars, pour les neuf mois clos le | Profits nets (pertes nettes) inclus(es) dans le résultat net ¹ | | | Profits latents (pertes latentes) inclus(es) dans les autres éléments du résultat global, montant net ⁴ | Transfert au niveau 3 | Transfert du niveau 3 | Achats / Émissions | Ventes / Règlements | Solde de clôture |
|--|---|--------------------------|---------------------------|--|-----------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|-------------------|
| | Solde d'ouverture | Réalisé(e)s ² | Latent(e)s ^{2,3} | | | | | | |
| 31 juill. 2021 | | | | | | | | | |
| Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 16 \$ | - \$ | (3) \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 23 \$ | (30) \$ | 6 \$ |
| Titres de créance de sociétés | 25 | - | 13 | - | - | - | 2 | (38) | 2 |
| Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires | 135 | - | - | - | - | - | 44 | (47) | 132 |
| Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN | | | | | | | | | |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 626 | - | - | (43) | - | - | 511 | (50) | 1 044 |
| Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de créance de sociétés | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Titres de participation évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 240 | - | - | 60 | - | - | 111 | (43) | 368 |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | 48 | - | (1) | - | - | - | 3 | (16) | 34 |
| De change | - | - | 16 | - | (8) | (8) | - | - | - |
| De crédit | 98 | (13) | (27) | - | - | - | - | - | 58 |
| Sur actions | 212 | - | 38 | - | - | (10) | 23 | (160) | 103 |
| Total de l'actif | 1 400 \$ | (13) \$ | 36 \$ | 17 \$ | (8) \$ | (18) \$ | 717 \$ | (384) \$ | 1 747 \$ |
| Dépôts et autres passifs⁵ | | | | | | | | | |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | (28) | - | (3) | - | (28) | 9 | (29) | (8) | (87) |
| De crédit | (107) | 13 | 34 | - | - | - | - | (3) | (63) |
| Sur actions | (163) | - | (152) | - | - | 9 | (39) | 112 | (233) |
| Total du passif | (294) \$ | 31 \$ | (949) \$ | - \$ | (43) \$ | 19 \$ | (115) \$ | 316 \$ | (1 035) \$ |
| 31 juill. 2020 | | | | | | | | | |
| Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 7 \$ | - \$ | (7) \$ | - \$ | 7 \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 7 \$ |
| Titres de créance de sociétés | 23 | - | 3 | - | - | - | - | - | 26 |
| Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires | 173 | - | - | - | - | - | 118 | (154) | 137 |
| Prêts obligatoirement évalués à la JVRN | | | | | | | | | |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 831 | - | - | 5 | - | - | 1 026 | (993) | 869 |
| Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de créance de sociétés | - | - | - | (3) | 20 | - | 1 | (18) | - |
| Titres de participation évalués à la JVAERG | | | | | | | | | |
| Titres de participation de sociétés | 291 | - | 22 | 5 | - | - | 30 | (73) | 275 |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | 56 | - | 20 | - | - | - | 4 | (39) | 41 |
| De crédit | 104 | (6) | 2 | - | - | - | - | - | 100 |
| Sur actions | 252 | - | (8) | - | - | - | 53 | (52) | 245 |
| Total de l'actif | 1 737 \$ | (6) \$ | 32 \$ | 7 \$ | 27 \$ | - \$ | 1 232 \$ | (1 329) \$ | 1 700 \$ |
| Dépôts et autres passifs⁵ | | | | | | | | | |
| Dérivés | | | | | | | | | |
| De taux d'intérêt | (1) | - | (9) | - | - | - | - | 5 | (5) |
| De crédit | (112) | 6 | (2) | - | - | - | - | - | (108) |
| Sur actions | (155) | - | 22 | - | - | - | (60) | 37 | (156) |
| Total du passif | (869) \$ | 6 \$ | 541 \$ | - \$ | (44) \$ | 30 \$ | (129) \$ | 211 \$ | (254) \$ |

1) Le cumul des profits et pertes comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et lié aux titres de participation désignés à la JVAERG est reclassé des autres éléments du résultat global en résultats non distribués au moment de la cession ou de la décomptabilisation.

2) Comprennent les profits et les pertes de change liés aux titres de créance évalués à la JVAERG.

3) Comprennent les profits latents et pertes latentes liés aux actifs et passifs détenus à la fin de la période considérée.

4) L'écart de change lié aux prêts obligatoirement évalués à la JVRN détenus par des établissements à l'étranger et libellés dans la même monnaie que celle des établissements à l'étranger est inclus dans les autres éléments du résultat global.

5) Comprennent les dépôts désignés à la JVRN de 95 M\$ (140 M\$ au 31 juillet 2020), des passifs dérivés incorporés séparés nets de 550 M\$ (actifs dérivés incorporés séparés nets de 155 M\$ au 31 juillet 2020) et d'autres passifs désignés à la JVRN de 7 M\$ (néant au 31 juillet 2020).

Instruments financiers désignés à la JVRN (désignation à la juste valeur)

Un profit net de 5 M\$, net des couvertures pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (un profit net de respectivement 14 M\$ et 14 M\$ pour les trimestres clos le 30 avril 2021 et le 31 juillet 2020), qui figure dans le compte de résultat consolidé intermédiaire au poste Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la JVRN, montant net, a été comptabilisé au titre des actifs et des passifs désignés à la juste valeur. Un profit net de 38 M\$, net des couvertures pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 a été comptabilisé au titre des actifs et des passifs désignés à la juste valeur (profit net de 56 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020).

La juste valeur d'un passif désigné à sa juste valeur tient compte du risque de crédit se rapportant à ce passif. Pour les passifs financiers désignés à leur juste valeur pour lesquels nous croyons que la juste valeur est tributaire des variations de notre risque de crédit du point de vue des porteurs d'effets, les variations de la juste valeur correspondantes ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Note 4. Transactions importantes

Vente de FirstCaribbean International Bank Limited

Le 8 novembre 2019, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de 66,73 % des actions en circulation de FirstCaribbean International Bank Limited (CIBC FirstCaribbean) à GNB Financial Group Limited (GNB), sous réserve des approbations réglementaires, comme il a été énoncé à la note 4 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

En raison du long processus d'examen réglementaire, de l'incidence toujours plus néfaste de la pandémie de COVID-19 sur l'économie des Caraïbes et de nos nouvelles attentes quant à la probabilité et au moment de la réalisation d'une transaction éventuelle, nous avons mis fin au traitement comptable des actifs et passifs comme détenus en vue de la vente de CIBC FirstCaribbean au quatrième trimestre de 2020 et comptabilisé une dépréciation du goodwill de 220 M\$. Le 3 février 2021, nous avons annoncé que le projet de vente de CIBC FirstCaribbean à GNB n'avait pas reçu l'approbation des autorités de réglementation de CIBC FirstCaribbean et qu'il ne se réaliserait pas.

Note 5. Valeurs mobilières

Valeurs mobilières

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|---|-------------------|-------------------|
| | Valeur comptable | |
| Titres de créance évalués à la JVAERG | 50 980 \$ | 53 968 \$ |
| Titres de participation évalués à la JVAERG | 779 | 585 |
| Valeurs évaluées au coût amorti ¹ | 33 665 | 31 800 |
| Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN | 72 054 | 62 693 |
| | 157 478 \$ | 149 046 \$ |

1) Aucune vente de valeurs évaluées au coût amorti n'a eu lieu au cours du trimestre (néant au cours du trimestre clos le 31 octobre 2020).

Juste valeur des titres de créance évalués à la JVAERG et des titres de participation désignés à la JVAERG

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | | | | 31 oct. 2020 | | | |
|--|-----------------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------|-----------------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------|
| | Coût ¹ amorti | Profits latents bruts | Pertes latentes brutes | Juste valeur | Coût ¹ amorti | Profits latents bruts | Pertes latentes brutes | Juste valeur |
| Valeurs émises ou garanties par : | | | | | | | | |
| Gouvernement du Canada | 8 769 \$ | 28 \$ | - \$ | 8 797 \$ | 11 379 \$ | 32 \$ | (2) \$ | 11 409 \$ |
| Autres gouvernements canadiens | 14 026 | 151 | - | 14 177 | 15 187 | 128 | - | 15 315 |
| Trésor des États-Unis et autres organismes américains | 12 112 | 38 | (2) | 12 148 | 12 533 | 63 | - | 12 596 |
| Gouvernements d'autres pays | 6 242 | 35 | (6) | 6 271 | 5 825 | 38 | (2) | 5 861 |
| Titres adossés à des créances hypothécaires | 1 649 | 35 | - | 1 684 | 2 320 | 49 | (1) | 2 368 |
| Titres adossés à des créances mobilières | 552 | - | (1) | 551 | 197 | - | (2) | 195 |
| Titres de créance de sociétés | 7 333 | 21 | (2) | 7 352 | 6 194 | 31 | (1) | 6 224 |
| | 50 683 | 308 | (11) | 50 980 | 53 635 | 341 | (8) | 53 968 |
| Titres de participation de sociétés ouvertes ² | 69 | 39 | - | 108 | 30 | 15 | (3) | 42 |
| Titres de participation de sociétés fermées | 633 | 76 | (38) | 671 | 546 | 43 | (46) | 543 |
| | 702 | 115 | (38) | 779 | 576 | 58 | (49) | 585 |
| | 51 385 \$ | 423 \$ | (49) \$ | 51 759 \$ | 54 211 \$ | 399 \$ | (57) \$ | 54 553 \$ |

1) Net de la provision pour pertes sur créances pour les titres de créance évalués à la JVAERG de 21 M\$ (22 M\$ au 31 octobre 2020).

2) Comprennent des actions temporairement incessibles.

La juste valeur des titres de participation désignés à la JVAERG qui ont été cédés au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021 a été de 17 M\$ (néant et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 30 avril 2021 et le 31 juillet 2020), et 24 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (néant le 31 juillet 2020).

En ce qui a trait aux profits nets après impôt réalisés cumulatifs liés à des cessions de titres de participation désignés à la JVAERG et à des remboursements de capital provenant des sociétés en commandite désignés à la JVAERG, un montant de 14 M\$ a été reclassé des autres éléments du résultat global en résultats non distribués pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (1 M\$ et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 30 avril 2021 et le 31 juillet 2020) et un montant de 18 M\$ a été reclassé pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (31 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020).

Le revenu de dividendes comptabilisé sur les titres de participation désignés à la JVAERG qui étaient encore détenus au 31 juillet 2021 a été de 1 M\$ (1 M\$ et 1 M\$, respectivement, pour les trimestres clos le 30 avril 2021 et le 31 juillet 2020) et de 3 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (6 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020). Le revenu de dividendes comptabilisé à l'égard des titres de participation désignés à la JVAERG qui avaient été cédés au 31 juillet 2021 a été de néant (néant et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 30 avril 2021 et le 31 juillet 2020) et de néant pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (néant pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020).

Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues relativement aux titres de créance évalués à la JVAERG.

| | | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | Total |
|---|---|--|--|---|-------|
| | | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie des prêts dépréciés | |
| En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les | | | | | |
| 31 juill. | Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | |
| 2021 | Solde au début de la période | 14 \$ | 4 \$ | - \$ | 18 \$ |
| | Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ¹ | 2 | - | - | 2 |
| | Radiations | - | - | - | - |
| | Change et autres | 1 | - | - | 1 |
| | Solde à la fin de la période | 17 \$ | 4 \$ | - \$ | 21 \$ |
| 30 avr. | Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | |
| 2021 | Solde au début de la période | 17 \$ | 3 \$ | - \$ | 20 \$ |
| | Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ¹ | (2) | 1 | - | (1) |
| | Radiations | - | - | - | - |
| | Change et autres | (1) | - | - | (1) |
| | Solde à la fin de la période | 14 \$ | 4 \$ | - \$ | 18 \$ |
| 31 juill. | Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | |
| 2020 | Solde au début de la période | 19 \$ | 6 \$ | 7 \$ | 32 \$ |
| | Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ^{1, 2} | 1 | (1) | 1 | 1 |
| | Radiations | - | - | - | - |
| | Change et autres | (1) | - | (8) ³ | (9) |
| | Solde à la fin de la période | 19 \$ | 5 \$ | - \$ | 24 \$ |

1) Comprise dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

2) Compte non tenu des provisions de stade 3 pour pertes de crédit de 1 M\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2020 relativement aux valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti qui sont comptabilisées dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

3) Comprend des pertes de crédit attendues de 8 M\$ liées aux titres de créance libellés en dollars américains de la Barbade qui ont été décomptabilisés au troisième trimestre de 2020 en raison de l'accord conclu avec le gouvernement de la Barbade visant la restructuration de la dette libellée en dollars américains.

| | | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | Total |
|---|---|--|--|---|-------|
| | | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie des prêts dépréciés | |
| En millions de dollars, pour les neuf mois clos les | | | | | |
| 31 juill. | Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | |
| 2021 | Solde au début de la période | 18 \$ | 4 \$ | - \$ | 22 \$ |
| | Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ¹ | (1) | - | - | (1) |
| | Radiations | - | - | - | - |
| | Change et autres | - | - | - | - |
| | Solde à la fin de la période | 17 \$ | 4 \$ | - \$ | 21 \$ |
| 31 juill. | Titres de créance évalués à la JVAERG | | | | |
| 2020 | Solde au début de la période | 14 \$ | 3 \$ | 6 \$ | 23 \$ |
| | Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ^{1, 2} | 5 | 3 | 1 | 9 |
| | Radiations | - | - | - | - |
| | Change et autres | - | (1) | (7) ³ | (8) |
| | Solde à la fin de la période | 19 \$ | 5 \$ | - \$ | 24 \$ |

1) Comprise dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

2) Compte non tenu des provisions de stade 3 pour pertes de crédit de 14 M\$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020 relativement aux valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti qui sont comptabilisées dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

3) Comprend des pertes de crédit attendues de 8 M\$ liées aux titres de créance libellés en dollars américains de la Barbade qui ont été décomptabilisés au troisième trimestre de 2020 en raison de l'accord conclu avec le gouvernement de la Barbade visant la restructuration de la dette libellée en dollars américains.

Note 6. Prêts

Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues :

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos le

31 juill. 2021

| | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | Total |
|--|--|--|---|-----------------|
| | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie des prêts dépréciés | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | | | | |
| Solde au début de la période | 60 \$ | 119 \$ | 171 \$ | 350 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 3 | (3) | (9) | (9) |
| Changements apportés au modèle | 2 | (10) | 6 | (2) |
| Réévaluation nette ¹ | (48) | 11 | 3 | (34) |
| Transferts ¹ | | | | |
| – aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 39 | (36) | (3) | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (2) | 6 | (4) | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (2) | 2 | - |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | (6) | (34) | (5) | (45) |
| Radiations | - | - | (7) | (7) |
| Recouvrements | - | - | - | - |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (4) | (4) |
| Change et autres | 1 | 1 | 3 | 5 |
| Solde à la fin de la période | 55 \$ | 86 \$ | 158 \$ | 299 \$ |
| Prêts personnels | | | | |
| Solde au début de la période | 155 \$ | 495 \$ | 115 \$ | 765 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 7 | (7) | (3) | (3) |
| Changements apportés au modèle | (4) | (1) | 2 | (3) |
| Réévaluation nette ¹ | (46) | 130 | 41 | 125 |
| Transferts ¹ | | | | |
| – aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 61 | (60) | (1) | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (13) | 16 | (3) | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (7) | 7 | - |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | 5 | 71 | 43 | 119 |
| Radiations | - | - | (67) | (67) |
| Recouvrements | - | - | 19 | 19 |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (1) | (1) |
| Change et autres | 1 | - | - | 1 |
| Solde à la fin de la période | 161 \$ | 566 \$ | 109 \$ | 836 \$ |
| Cartes de crédit | | | | |
| Solde au début de la période | 163 \$ | 451 \$ | - \$ | 614 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | - | (12) | - | (12) |
| Changements apportés au modèle | - | - | - | - |
| Réévaluation nette ¹ | (77) | 63 | 17 | 3 |
| Transferts ¹ | | | | |
| – aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 83 | (83) | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (6) | 6 | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (43) | 43 | - |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | - | (69) | 60 | (9) |
| Radiations | - | - | (92) | (92) |
| Recouvrements | - | - | 32 | 32 |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | - | - |
| Change et autres | - | - | - | - |
| Solde à la fin de la période | 163 \$ | 382 \$ | - \$ | 545 \$ |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | | | | |
| Solde au début de la période | 370 \$ | 619 \$ | 620 \$ | 1 609 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 2 | (7) | (24) | (29) |
| Changements apportés au modèle | (12) | (26) | 1 | (37) |
| Réévaluation nette ¹ | (103) | (42) | 47 | (98) |
| Transferts ¹ | | | | |
| – aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 40 | (30) | (10) | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (19) | 26 | (7) | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (3) | 3 | - |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | (92) | (82) | 10 | (164) |
| Radiations | - | - | (99) | (99) |
| Recouvrements | - | - | 3 | 3 |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (6) | (6) |
| Change et autres | 2 | 6 | 15 | 23 |
| Solde à la fin de la période | 280 \$ | 543 \$ | 543 \$ | 1 366 \$ |
| Total de la provision pour pertes de crédit attendues³ | 659 \$ | 1 577 \$ | 810 \$ | 3 046 \$ |
| Se compose de ce qui suit : | | | | |
| Prêts | 593 \$ | 1 526 \$ | 807 \$ | 2 926 \$ |
| Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁴ | 66 | 51 | 3 | 120 |

1) Les transferts représentent les transferts d'un stade à l'autre des précédentes provisions pour pertes de crédit attendues à leur classement pour la période considérée. La réévaluation nette représente la variation pendant la période considérée des provisions pour pertes de crédit attendues se rapportant aux transferts effectués, aux radiations nettes, aux modifications des prévisions sur les informations prospectives, aux mises à jour des paramètres et aux remboursements partiels au cours de la période.

2) La dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur prêts et facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan est présentée à titre de dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances dans notre compte de résultat consolidé intermédiaire.

3) Se reporter à la note 5 pour la provision pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance évalués à la JVAERG. Le tableau ci-dessus ne tient pas compte de la provision pour pertes de crédit attendues sur les titres de créance classés au coût amorti de 15 M\$ au 31 juillet 2021 (15 M\$ au 30 avril 2021 et 16 M\$ au 31 juillet 2020), dont une tranche de 13 M\$ correspondait à une provision pour pertes de crédit attendues de troisième stade sur des valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti (13 M\$ au 30 avril 2021 et 14 M\$ au 31 juillet 2020). Les provisions pour pertes de crédit attendues pour les autres actifs financiers classés au coût amorti étaient négligeables au 31 juillet 2021 et ne sont pas présentées dans le tableau ci-dessus. Les actifs financiers autres que les prêts qui sont classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

4) Comprises dans les autres passifs de notre bilan consolidé intermédiaire.

5) Comprend la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts dépréciés acquis découlant de l'acquisition de The PrivateBank.

| | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | Total | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | Total | |
|--|--|--|---|-----------------|--|--|--|-----------------|--------|
| | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | Provision individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie des prêts dépréciés | | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | Provision individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie des prêts dépréciés ⁵ | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | | 52 \$ | 136 \$ | 148 \$ | 336 \$ | 50 \$ | 82 \$ | 158 \$ | 290 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 6 | (2) | (3) | 1 | 2 | (3) | (4) | (5) | |
| Changements apportés au modèle | - | - | 16 | 16 | (1) | 3 | - | 2 | |
| Réévaluation nette ¹ | (25) | 13 | 28 | 16 | (17) | 23 | 21 | 27 | |
| Transferts ¹ | | | | | | | | | |
| - aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 31 | (26) | (5) | - | 19 | (18) | (1) | - | |
| - aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (2) | 7 | (5) | - | (4) | 6 | (2) | - | |
| - aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (6) | 6 | - | - | (3) | 3 | - | |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | 10 | (14) | 37 | 33 | (1) | 8 | 17 | 24 | |
| Radiations | - | - | (6) | (6) | - | - | (5) | (5) | |
| Recouvrements | - | - | 1 | 1 | - | - | 2 | 2 | |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (5) | (5) | - | - | (5) | (5) | |
| Change et autres | (2) | (3) | (4) | (9) | (1) | (2) | (2) | (5) | |
| Solde à la fin de la période | 60 \$ | 119 \$ | 171 \$ | 350 \$ | 48 \$ | 88 \$ | 165 \$ | 301 \$ | |
| Prêts personnels | | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 181 \$ | 535 \$ | 118 \$ | 834 \$ | 185 \$ | 484 \$ | 130 \$ | 799 \$ | |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 11 | (14) | (2) | (5) | 3 | (16) | (3) | (16) | |
| Changements apportés au modèle | (4) | - | (1) | (5) | (2) | 28 | - | 26 | |
| Réévaluation nette ¹ | (98) | 49 | 46 | (3) | (63) | 121 | 65 | 123 | |
| Transferts ¹ | | | | | | | | | |
| - aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 75 | (73) | (2) | - | 76 | (75) | (1) | - | |
| - aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (8) | 13 | (5) | - | (30) | 33 | (3) | - | |
| - aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (15) | 15 | - | - | (17) | 17 | - | |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | (24) | (40) | 51 | (13) | (16) | 74 | 75 | 133 | |
| Radiations | - | - | (70) | (70) | - | - | (89) | (89) | |
| Recouvrements | - | - | 18 | 18 | - | - | 15 | 15 | |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (1) | (1) | - | - | (1) | (1) | |
| Change et autres | (2) | - | (1) | (3) | - | - | 1 | 1 | |
| Solde à la fin de la période | 155 \$ | 495 \$ | 115 \$ | 765 \$ | 169 \$ | 558 \$ | 131 \$ | 858 \$ | |
| Cartes de crédit | | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 116 \$ | 574 \$ | - \$ | 690 \$ | 145 \$ | 565 \$ | - \$ | 710 \$ | |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | - | (18) | - | (18) | (1) | (10) | - | (11) | |
| Changements apportés au modèle | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Réévaluation nette ¹ | (45) | 104 | 26 | 85 | (42) | 108 | (6) | 60 | |
| Transferts ¹ | | | | | | | | | |
| - aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 98 | (98) | - | - | 54 | (54) | - | - | |
| - aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (6) | 6 | - | - | (12) | 12 | - | - | |
| - aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (117) | 117 | - | - | (55) | 55 | - | |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | 47 | (123) | 143 | 67 | (1) | 1 | 49 | 49 | |
| Radiations | - | - | (174) | (174) | - | - | (78) | (78) | |
| Recouvrements | - | - | 31 | 31 | - | - | 29 | 29 | |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Change et autres | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Solde à la fin de la période | 163 \$ | 451 \$ | - \$ | 614 \$ | 144 \$ | 566 \$ | - \$ | 710 \$ | |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 462 \$ | 623 \$ | 686 \$ | 1 771 \$ | 474 \$ | 517 \$ | 521 \$ | 1 512 \$ | |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 5 | (2) | (3) | - | 8 | (11) | (5) | (8) | |
| Changements apportés au modèle | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| Réévaluation nette ¹ | (103) | 34 | 14 | (55) | 119 | 86 | 122 | 327 | |
| Transferts ¹ | | | | | | | | | |
| - aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 42 | (36) | (6) | - | 28 | (25) | (3) | - | |
| - aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (22) | 27 | (5) | - | (44) | 47 | (3) | - | |
| - aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | (2) | (13) | 15 | - | (4) | (44) | 48 | - | |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | (80) | 10 | 15 | (55) | 107 | 53 | 159 | 319 | |
| Radiations | - | - | (66) | (66) | - | - | (47) | (47) | |
| Recouvrements | - | - | 5 | 5 | - | - | 2 | 2 | |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (5) | (5) | - | - | (6) | (6) | |
| Change et autres | (12) | (14) | (15) | (41) | (13) | (12) | (15) | (40) | |
| Solde à la fin de la période | 370 \$ | 619 \$ | 620 \$ | 1 609 \$ | 568 \$ | 558 \$ | 614 \$ | 1 740 \$ | |
| Total de la provision pour pertes de crédit attendues³ | 748 \$ | 1 684 \$ | 906 \$ | 3 338 \$ | 929 \$ | 1 770 \$ | 910 \$ | 3 609 \$ | |
| Se compose de ce qui suit : | | | | | | | | | |
| Prêts | 665 \$ | 1 629 \$ | 906 \$ | 3 200 \$ | 769 \$ | 1 670 \$ | 908 \$ | 3 347 \$ | |
| Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁴ | 83 | 55 | - | 138 | 160 | 100 | 2 | 262 | |

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

| | 31 juill. 2021 | | | 31 juill. 2020 | | | Total | Total |
|--|--|--|---|--|--|--|-----------------|-----------------|
| | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | | |
| | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie des prêts dépréciés | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs | Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie des prêts dépréciés ⁵ | | |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 51 \$ | 161 \$ | 151 \$ | 28 \$ | 43 \$ | 140 \$ | 363 \$ | 211 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 13 | (11) | (16) | 5 | (8) | (14) | (14) | (17) |
| Changements apportés au modèle | 2 | (10) | 22 | (3) | 5 | - | 14 | 2 |
| Réévaluation nette ¹ | (105) | 31 | 53 | (6) | 65 | 68 | (21) | 127 |
| Transferts ¹ | | | | | | | | |
| – aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 103 | (89) | (14) | 39 | (34) | (5) | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (7) | 23 | (16) | (15) | 25 | (10) | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (13) | 13 | - | (7) | 7 | - | - |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | 6 | (69) | 42 | 20 | 46 | 46 | (21) | 112 |
| Radiations | - | - | (19) | - | - | (11) | (19) | (11) |
| Recouvrements | - | - | 2 | - | - | 4 | 2 | 4 |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (13) | - | - | (14) | (13) | (14) |
| Change et autres | (2) | (6) | (5) | - | (1) | - | (13) | (1) |
| Solde à la fin de la période | 55 \$ | 86 \$ | 158 \$ | 48 \$ | 88 \$ | 165 \$ | 299 \$ | 301 \$ |
| Prêts personnels | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 204 \$ | 546 \$ | 113 \$ | 174 \$ | 271 \$ | 128 \$ | 863 \$ | 573 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 29 | (36) | (7) | 20 | (38) | (10) | (14) | (28) |
| Changements apportés au modèle | (7) | - | 1 | (35) | 100 | - | (6) | 65 |
| Réévaluation nette ¹ | (254) | 263 | 148 | (103) | 379 | 210 | 157 | 486 |
| Transferts ¹ | | | | | | | | |
| – aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 223 | (217) | (6) | 186 | (182) | (4) | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (32) | 45 | (13) | (73) | 84 | (11) | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (35) | 35 | - | (56) | 56 | - | - |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | (41) | 20 | 158 | (5) | 287 | 241 | 137 | 523 |
| Radiations | - | - | (211) | - | - | (286) | (211) | (286) |
| Recouvrements | - | - | 54 | - | - | 50 | 54 | 50 |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (3) | - | - | (4) | (3) | (4) |
| Change et autres | (2) | - | (2) | - | - | 2 | (4) | 2 |
| Solde à la fin de la période | 161 \$ | 566 \$ | 109 \$ | 169 \$ | 558 \$ | 131 \$ | 836 \$ | 858 \$ |
| Cartes de crédit | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 136 \$ | 572 \$ | - \$ | 145 \$ | 340 \$ | - \$ | 708 \$ | 485 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | (1) | (56) | - | (3) | (55) | - | (57) | (58) |
| Changements apportés au modèle | - | - | - | (6) | 59 | - | - | 53 |
| Réévaluation nette ¹ | (210) | 284 | 66 | (126) | 528 | 77 | 140 | 479 |
| Transferts ¹ | | | | | | | | |
| – aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 260 | (260) | - | 186 | (186) | - | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (22) | 22 | - | (52) | 52 | - | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | - | (180) | 180 | - | (172) | 172 | - | - |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | 27 | (190) | 246 | (1) | 226 | 249 | 83 | 474 |
| Radiations | - | - | (336) | - | - | (332) | (336) | (332) |
| Recouvrements | - | - | 90 | - | - | 83 | 90 | 83 |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Change et autres | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Solde à la fin de la période | 163 \$ | 382 \$ | - \$ | 144 \$ | 566 \$ | - \$ | 545 \$ | 710 \$ |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | | | | | | | | |
| Solde au début de la période | 453 \$ | 683 \$ | 652 \$ | 239 \$ | 158 \$ | 378 \$ | 1 788 \$ | 775 \$ |
| Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations | 24 | (32) | (32) | 39 | (17) | (15) | (40) | 7 |
| Changements apportés au modèle | (12) | (26) | 1 | 14 | (1) | (1) | (37) | 12 |
| Réévaluation nette ¹ | (268) | 47 | 179 | 404 | 354 | 312 | (42) | 1 070 |
| Transferts ¹ | | | | | | | | |
| – aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir | 163 | (141) | (22) | 65 | (58) | (7) | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs | (53) | 67 | (14) | (186) | 192 | (6) | - | - |
| – aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés | (4) | (28) | 32 | (4) | (64) | 68 | - | - |
| Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances ² | (150) | (113) | 144 | 332 | 406 | 351 | (119) | 1 089 |
| Radiations | - | - | (235) | - | - | (103) | (235) | (103) |
| Recouvrements | - | - | 11 | - | - | 8 | 11 | 8 |
| Produits d'intérêts sur prêts douteux | - | - | (17) | - | - | (14) | (17) | (14) |
| Change et autres | (23) | (27) | (12) | (3) | (6) | (6) | (62) | (15) |
| Solde à la fin de la période | 280 \$ | 543 \$ | 543 \$ | 568 \$ | 558 \$ | 614 \$ | 1 366 \$ | 1 740 \$ |
| Total de la provision pour pertes de crédit attendues³ | 659 \$ | 1 577 \$ | 810 \$ | 929 \$ | 1 770 \$ | 910 \$ | 3 046 \$ | 3 609 \$ |
| Se compose de ce qui suit : | | | | | | | | |
| Prêts | 593 \$ | 1 526 \$ | 807 \$ | 769 \$ | 1 670 \$ | 908 \$ | 2 926 \$ | 3 347 \$ |
| Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan ⁴ | 66 | 51 | 3 | 160 | 100 | 2 | 120 | 262 |

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

Données, hypothèses et techniques fondées sur des modèles

Les incertitudes découlant de la pandémie de COVID-19 ont augmenté la part de jugement appliquée à l'estimation des pertes de crédit attendues. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020 pour plus de précisions sur l'importance des estimations et du jugement en matière de crédit inhérents à l'estimation des pertes de crédit attendues.

L'établissement de prévisions des informations prospectives et la détermination de la pondération pour les scénarios dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ont continué à nécessiter une part plus importante de jugement dans un certain nombre de domaines, nos prévisions reflétant de nombreuses hypothèses et incertitudes concernant les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Les tableaux suivants présentent les prévisions pour le scénario de référence et pour les scénarios optimiste et pessimiste à l'égard des variables d'informations prospectives sélectionnées utilisées dans notre estimation des pertes de crédit attendues.

| | Scénario de référence | | Scénario optimiste | | Scénario pessimiste | |
|---|--|---|--|---|--|---|
| | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ |
| Au 31 juillet 2021 | | | | | | |
| Croissance du PIB réel d'une année à l'autre | | | | | | |
| Canada ² | 5,1 % | 2,3 % | 6,4 % | 3,1 % | 4,0 % | 1,8 % |
| États-Unis | 5,5 % | 2,4 % | 6,9 % | 3,7 % | 3,3 % | 1,4 % |
| Taux de chômage | | | | | | |
| Canada ² | 6,8 % | 6,1 % | 6,4 % | 5,6 % | 7,4 % | 6,8 % |
| États-Unis | 4,6 % | 3,9 % | 4,0 % | 3,5 % | 6,1 % | 5,1 % |
| Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ² | 7,9 % | 4,1 % | 12,2 % | 9,8 % | 3,0 % | (2,6) % |
| Taux de croissance de l'indice Standard & Poor (S&P) 500 | 9,8 % | 4,1 % | 14,8 % | 8,4 % | 2,0 % | (2,3) % |
| Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (en \$ US) | 65 \$ | 64 \$ | 71 \$ | 76 \$ | 49 \$ | 50 \$ |

| | Scénario de référence | | Scénario optimiste | | Scénario pessimiste | |
|---|--|---|--|---|--|---|
| | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ |
| Au 30 avril 2021 | | | | | | |
| Croissance du PIB réel d'une année à l'autre | | | | | | |
| Canada ² | 5,3 % | 2,5 % | 7,0 % | 3,3 % | 3,4 % | 1,7 % |
| États-Unis | 5,6 % | 2,8 % | 7,2 % | 3,9 % | 2,2 % | 1,0 % |
| Taux de chômage | | | | | | |
| Canada ² | 7,2 % | 6,1 % | 6,7 % | 5,4 % | 8,4 % | 7,0 % |
| États-Unis | 4,9 % | 4,0 % | 4,4 % | 3,3 % | 7,1 % | 6,3 % |
| Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ² | 4,7 % | 4,0 % | 8,5 % | 5,6 % | (2,8) % | 1,4 % |
| Taux de croissance de l'indice S&P 500 | 5,0 % | 5,0 % | 10,7 % | 8,8 % | (7,2) % | (5,8) % |
| Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (en \$ US) | 59 \$ | 61 \$ | 70 \$ | 75 \$ | 46 \$ | 48 \$ |

| | Scénario de référence | | Scénario optimiste | | Scénario pessimiste | |
|---|--|---|--|---|--|---|
| | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ | Valeur moyenne sur les 12 prochains mois | Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision ¹ |
| Au 31 octobre 2020 | | | | | | |
| Croissance du PIB réel d'une année à l'autre | | | | | | |
| Canada ² | 1,6 % | 3,8 % | 3,6 % | 4,6 % | 0,03 % | 2,0 % |
| États-Unis | 1,7 % | 3,5 % | 3,0 % | 4,2 % | (0,6) % | 1,7 % |
| Taux de chômage | | | | | | |
| Canada ² | 8,7 % | 6,7 % | 7,4 % | 5,9 % | 9,5 % | 8,4 % |
| États-Unis | 7,4 % | 4,7 % | 5,1 % | 3,5 % | 9,2 % | 7,3 % |
| Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier ² | 2,4 % | 3,0 % | 11,2 % | 10,4 % | (6,9) % | (0,8) % |
| Taux de croissance de l'indice S&P 500 | 5,6 % | 4,8 % | 11,2 % | 7,7 % | (3,5) % | (5,3) % |
| Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (en \$ US) | 42 \$ | 53 \$ | 51 \$ | 60 \$ | 34 \$ | 39 \$ |

1) La période de prévision restante est généralement de deux à quatre ans.

2) Le tableau ci-dessus présente les prévisions des informations prospectives au niveau national, soit le regroupement des prévisions provinciales utilisées pour estimer nos pertes de crédit attendues. Dans certains cas, les taux de croissance de l'indice des prix de l'immobilier au niveau municipal font également l'objet de prévisions. Par conséquent, les prévisions pour chacune des provinces ou des municipalités reflétées dans nos pertes de crédit attendues seront différentes des prévisions nationales présentées ci-dessus.

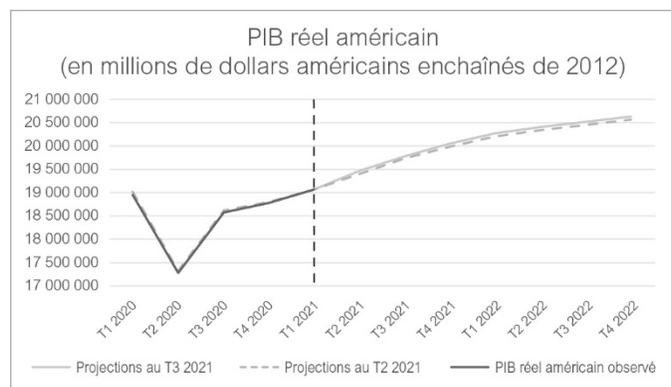
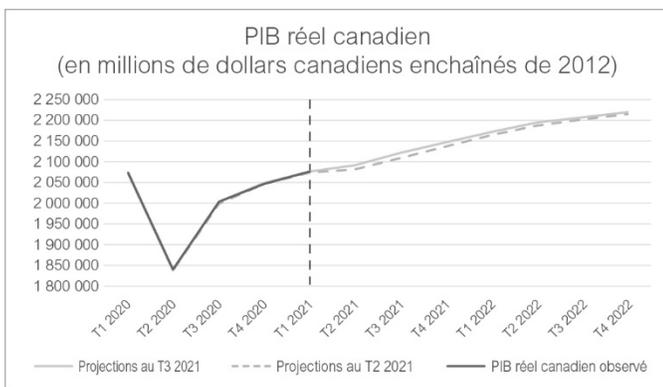
Conformément aux exigences, les informations prospectives servant à estimer les pertes de crédit attendues reflètent nos attentes au 31 juillet 2021, au 30 avril 2021 et au 31 octobre 2020 respectivement, et ne reflètent pas les changements à l'égard des attentes découlant des prévisions économiques subséquentes. Les montants pour les scénarios de référence, optimiste et pessimiste présentés représentent la valeur moyenne des prévisions sur toute leur période de projection respective. Nos prévisions économiques sont établies dans le contexte de la reprise actuelle faisant suite à l'important repli survenu au cours du deuxième trimestre de l'année civile de 2020. Au 31 juillet 2021, notre projection quant au scénario de référence sous-jacent pour le Canada continue d'être caractérisée par une croissance plus rapide au cours du deuxième semestre de l'année civile 2021, nos perspectives étant fondées sur l'hypothèse selon laquelle les programmes de vaccination de masse se poursuivront au cours de la fin de l'été et de l'automne, que les vaccins seront efficaces contre les variants nouveaux et en émergence, et que les gouvernements répondront à une possible quatrième vague du

virus par des mesures sanitaires ciblées plutôt que par des arrêts généralisés de l'activité économique. Notre projection quant au scénario de référence continue d'être fondée sur l'hypothèse selon laquelle l'activité économique au Canada reviendra à son niveau d'avant la pandémie de COVID-19 au cours du deuxième semestre de l'année civile 2021 et que le taux de chômage renouera avec son niveau d'avant la pandémie au milieu ou vers la fin de 2022. La campagne de vaccination de masse initiale ayant été déployée plus rapidement aux États-Unis et les confinements à grande échelle ayant été relativement plus courts dans ce pays qu'au Canada, notre scénario de référence continue de prévoir que la relance complète de l'économie surviendra plus tôt aux États-Unis qu'au Canada.

Les prévisions du scénario pessimiste continuent de refléter une reprise par rapport au creux sévère survenu au deuxième trimestre de l'année civile 2020, mais à un niveau d'activité économique soutenue plus faible. Le scénario optimiste, quant à lui, continue de présenter une reprise plus rapide, le niveau de l'activité économique atteignant celui d'avant la pandémie au troisième trimestre de l'année civile 2021 et se poursuivant par la suite à un niveau supérieur à celui du scénario de référence.

Bien que les taux de vaccination continuent d'augmenter presque partout dans le monde, l'incertitude demeure quant à la rapidité avec laquelle il sera possible d'immuniser une majorité suffisante de la population pour réduire les taux d'infection et à l'efficacité des vaccins pour contrôler l'apparition de nouveaux variants du virus plus infectieux, y compris le variant Delta. Par conséquent, nous avons utilisé des superpositions aux fins de gestion pour l'évaluation des provisions pour pertes de crédit attendues afin de tenir compte du risque lié à une détérioration des conditions macroéconomiques plus importante que celles envisagées dans notre scénario pessimiste si les vaccins n'étaient pas efficaces contre les nouveaux variants, ou si des arrêts généralisés de l'activité économique étaient de nouveau imposés pour contenir la quatrième vague du virus ou des vagues subséquentes.

Les graphiques ci-après présentent la comparaison des scénarios de référence du PIB réel attendu et du PIB réel observé au Canada et aux États-Unis par trimestre d'année civile selon les prévisions établies au deuxième trimestre de 2021 pour les périodes de prévision jusqu'en 2022 :



Comme il est mentionné précédemment, le fait d'établir les prévisions des informations prospectives applicables à de multiples scénarios et de déterminer la pondération probabiliste pour chaque scénario fait largement intervenir le jugement de la direction, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les hypothèses quant au calendrier et à l'efficacité des programmes de vaccination de masse pour contrôler la propagation de la COVID-19 et de ses nouveaux variants plus infectieux, qui supposent que les gouvernements n'auront plus besoin d'imposer de restrictions sévères pour limiter l'incidence de prochaines vagues d'infection, sont cruciales à ces prévisions.

Si nous avons seulement utilisé notre scénario de référence pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 222 M\$ moins élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 31 juillet 2021 (204 M\$ au 31 octobre 2020). Si nous avons seulement utilisé le scénario pessimiste présenté dans les tableaux ci-dessus pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 239 M\$ plus élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 31 juillet 2021 (938 M\$ au 31 octobre 2020). Cette mesure de la sensibilité ne vise que l'évaluation des pertes de crédit attendues et, par conséquent, ne prend pas en compte les modifications dans la migration des expositions entre le premier et le deuxième stade qui auraient découlé de la détermination d'une augmentation importante du risque de crédit dans le contexte d'un scénario de référence intégral ou d'un scénario entièrement pessimiste. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts productifs pourrait dépasser le montant qui découlerait d'un scénario entièrement pessimiste en raison de la migration d'expositions supplémentaires du premier au deuxième stade. Les pertes de crédit réelles pourraient être sensiblement différentes de celles prises en compte dans nos estimations.

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable brute des prêts et les montants contractuels des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan selon l'application de notre probabilité de défaut (PD) ponctuelle pour les 12 mois à venir selon l'IFRS 9 aux tranches de PD utilisées aux fins de gestion du risque relativement aux expositions liées au portefeuille de détail et en fonction de la notation interne du risque des expositions liées aux entreprises et aux gouvernements. Pour plus de précisions sur les catégories de risque de la CIBC, se reporter à la section Risque de crédit de notre Rapport annuel 2020.

Prêts¹

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | | | 31 oct. 2020 | | | | |
|--|-------------------|------------------|------------------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------------------|-------------------|
| | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade ² | Total | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade ² | Total |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | | | | | | | | |
| – Exceptionnellement faible | 168 629 \$ | 3 \$ | - \$ | 168 632 \$ | 146 139 \$ | 2 \$ | - \$ | 146 141 \$ |
| – Très faible | 51 551 | 653 | - | 52 204 | 45 678 | 1 166 | - | 46 844 |
| – Faible | 11 827 | 3 408 | - | 15 235 | 12 491 | 6 042 | - | 18 533 |
| – Moyen | 288 | 4 685 | - | 4 973 | 232 | 4 924 | - | 5 156 |
| – Élevé | - | 832 | - | 832 | - | 1 054 | - | 1 054 |
| – Défaut | - | - | 469 | 469 | - | - | 654 | 654 |
| – Non noté | 2 075 | 444 | 181 | 2 700 | 1 810 | 818 | 155 | 2 783 |
| Prêts hypothécaires à l'habitation, montant brut ^{3, 4} | 234 370 | 10 025 | 650 | 245 045 | 206 350 | 14 006 | 809 | 221 165 |
| Provision pour pertes de crédit attendues | 55 | 86 | 158 | 299 | 51 | 161 | 151 | 363 |
| Prêts hypothécaires à l'habitation, montant net | 234 315 | 9 939 | 492 | 244 746 | 206 299 | 13 845 | 658 | 220 802 |
| Prêts personnels | | | | | | | | |
| – Exceptionnellement faible | 20 040 | - | - | 20 040 | 23 302 | - | - | 23 302 |
| – Très faible | 4 004 | 149 | - | 4 153 | 1 618 | 157 | - | 1 775 |
| – Faible | 8 661 | 2 456 | - | 11 117 | 8 662 | 2 497 | - | 11 159 |
| – Moyen | 1 354 | 2 656 | - | 4 010 | 1 265 | 2 768 | - | 4 033 |
| – Élevé | 264 | 838 | - | 1 102 | 331 | 769 | - | 1 100 |
| – Défaut | - | - | 110 | 110 | - | - | 140 | 140 |
| – Non noté | 575 | 71 | 53 | 699 | 513 | 159 | 41 | 713 |
| Prêts personnels, montant brut ⁴ | 34 898 | 6 170 | 163 | 41 231 | 35 691 | 6 350 | 181 | 42 222 |
| Provision pour pertes de crédit attendues | 140 | 558 | 109 | 807 | 179 | 540 | 113 | 832 |
| Prêts personnels, montant net | 34 758 | 5 612 | 54 | 40 424 | 35 512 | 5 810 | 68 | 41 390 |
| Cartes de crédit | | | | | | | | |
| – Exceptionnellement faible | 3 552 | - | - | 3 552 | 3 285 | - | - | 3 285 |
| – Très faible | 1 388 | - | - | 1 388 | 1 388 | - | - | 1 388 |
| – Faible | 2 253 | - | - | 2 253 | 2 340 | - | - | 2 340 |
| – Moyen | 2 237 | 987 | - | 3 224 | 1 778 | 1 973 | - | 3 751 |
| – Élevé | - | 323 | - | 323 | - | 472 | - | 472 |
| – Défaut | - | - | - | - | - | - | - | - |
| – Non noté | 121 | 9 | - | 130 | 135 | 18 | - | 153 |
| Cartes de crédit, montant brut | 9 551 | 1 319 | - | 10 870 | 8 926 | 2 463 | - | 11 389 |
| Provision pour pertes de crédit attendues | 154 | 363 | - | 517 | 125 | 542 | - | 667 |
| Cartes de crédit, montant net | 9 397 | 956 | - | 10 353 | 8 801 | 1 921 | - | 10 722 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements⁵ | | | | | | | | |
| – De première qualité | 61 144 | 591 | - | 61 735 | 50 691 | 307 | - | 50 998 |
| – De qualité inférieure | 84 102 | 4 740 | - | 88 842 | 80 471 | 7 319 | - | 87 790 |
| – Liste de surveillance | 60 | 2 964 | - | 3 024 | 447 | 4 291 | - | 4 738 |
| – Défaut | - | - | 1 088 | 1 088 | - | - | 1 359 | 1 359 |
| – Non noté | 229 | 29 | - | 258 | 218 | 49 | - | 267 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut ^{3, 6} | 145 535 | 8 324 | 1 088 | 154 947 | 131 827 | 11 966 | 1 359 | 145 152 |
| Provision pour pertes de crédit attendues | 244 | 519 | 540 | 1 303 | 380 | 648 | 650 | 1 678 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net | 145 291 | 7 805 | 548 | 153 644 | 131 447 | 11 318 | 709 | 143 474 |
| Total des prêts, montant net | 423 761 \$ | 24 312 \$ | 1 094 \$ | 449 167 \$ | 382 059 \$ | 32 894 \$ | 1 435 \$ | 416 388 \$ |

1) Le tableau ne présente pas les titres de créance évalués à la JVAERG, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 21 M\$ (22 M\$ au 31 octobre 2020) ont été comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global. De plus, le tableau ne tient pas compte des titres de créance classés au coût amorti, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 15 M\$ avaient été comptabilisées au 31 juillet 2021 (16 M\$ au 31 octobre 2020), dont une tranche de 13 M\$ au titre d'une provision pour pertes de crédit attendues de troisième stade sur des valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti (14 M\$ au 31 octobre 2020). Les autres actifs financiers classés au coût amorti ne sont pas non plus présentés dans le tableau ci-dessus, car leurs provisions pour pertes de crédit attendues étaient négligeables au 31 juillet 2021 et au 31 octobre 2020. Les actifs financiers autres que des prêts classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

2) Ne comprend pas les biens saisis de 23 M\$ (23 M\$ au 31 octobre 2020) qui étaient inclus dans les autres actifs du bilan consolidé intermédiaire.

3) Comprennent 14 M\$ (63 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de prêts hypothécaires à l'habitation et 24 940 M\$ (23 291 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de prêts aux entreprises et aux gouvernements évalués à la JVRN.

4) Les cotes de notation du risque internes présentées pour les prêts hypothécaires à l'habitation et certains prêts personnels ne tiennent pas compte des garanties d'emprunt ou d'assurances émises par le gouvernement du Canada (fédéral ou provincial), les organismes du gouvernement canadien ou des assureurs du secteur privé, étant donné que la question de savoir si l'augmentation importante du risque de crédit s'est produite pour ces prêts est liée aux variations relatives de la PD sur la durée de vie du prêt, compte non tenu des sûretés ou d'autres rehaussements de crédit.

5) Certains montants des périodes précédentes ont été retraités.

6) Comprennent les engagements de clients en vertu d'acceptations de 10 817 M\$ (9 606 M\$ au 31 octobre 2020).

Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | | | | 31 oct. 2020 | | | |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|------------|------------------|-------------------|--------------------|------------|
| | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | Total | Premier stade | Deuxième stade | Troisième stade | Total |
| Détail | | | | | | | | |
| – Exceptionnellement faible | 135 074 \$ | 7 \$ | - \$ | 135 081 \$ | 124 690 \$ | 8 \$ | - \$ | 124 698 \$ |
| – Très faible | 7 619 | 137 | - | 7 756 | 6 632 | 137 | - | 6 769 |
| – Bas | 8 620 | 569 | - | 9 189 | 8 703 | 416 | - | 9 119 |
| – Moyen | 934 | 554 | - | 1 488 | 909 | 692 | - | 1 601 |
| – Haut | 78 | 464 | - | 542 | 263 | 503 | - | 766 |
| – Défaut | - | - | 34 | 34 | - | - | 28 | 28 |
| – Non noté | 411 | 9 | - | 420 | 411 | 23 | - | 434 |
| Prêts de détail, montant brut | 152 736 | 1 740 | 34 | 154 510 | 141 608 | 1 779 | 28 | 143 415 |
| Provision pour pertes de crédit attendues | 30 | 27 | - | 57 | 36 | 36 | - | 72 |
| Prêts de détail, montant net | 152 706 | 1 713 | 34 | 154 453 | 141 572 | 1 743 | 28 | 143 343 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements¹ | | | | | | | | |
| – De première qualité | 103 938 | 279 | - | 104 217 | 89 883 | 149 | - | 90 032 |
| – De qualité inférieure | 56 963 | 1 605 | - | 58 568 | 55 910 | 3 679 | - | 59 589 |
| – Liste de surveillance | 13 | 925 | - | 938 | 91 | 1 665 | - | 1 756 |
| – Défaut | - | - | 88 | 88 | - | - | 129 | 129 |
| – Non noté | 596 | 31 | - | 627 | 795 | 41 | - | 836 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut | 161 510 | 2 840 | 88 | 164 438 | 146 679 | 5 534 | 129 | 152 342 |
| Provision pour pertes de crédit attendues | 36 | 24 | 3 | 63 | 73 | 35 | 2 | 110 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net | 161 474 | 2 816 | 85 | 164 375 | 146 606 | 5 499 | 127 | 152 232 |
| Total des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan, montant net | 314 180 \$ | 4 529 \$ | 119 \$ | 318 828 \$ | 288 178 \$ | 7 242 \$ | 155 \$ | 295 575 \$ |

1) Certains montants des périodes précédentes ont été retraités.

Note 7. Dépôts^{1, 2}

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | | | 31 oct. 2020 | |
|---|--------------------------------|--------------------------------------|--|-----------------|------------|
| | Payables à vue ³ | Payables sur préavis ⁴ | Payables à terme fixe ^{5, 6} | Total | Total |
| Particuliers | 15 837 \$ | 143 613 \$ | 51 233 \$ | 210 683 \$ | 202 152 \$ |
| Entreprises et gouvernements ^{7, 8} | 94 920 | 82 168 | 155 886 | 332 974 | 311 426 |
| Banques | 9 208 | 214 | 9 286 | 18 708 | 17 011 |
| Emprunts garantis ⁹ | - | - | 40 604 | 40 604 | 40 151 |
| | 119 965 \$ | 225 995 \$ | 257 009 \$ | 602 969 \$ | 570 740 \$ |
| Se compose de ce qui suit : | | | | | |
| Détenus au coût amorti | | | | 584 798 \$ | 557 321 \$ |
| Désignés à leur juste valeur | | | | 18 171 | 13 419 |
| | | | | 602 969 \$ | 570 740 \$ |
| Composition du total des dépôts ¹⁰ : | | | | | |
| Dépôts non productifs d'intérêts | | | | | |
| Canada | | | | 84 679 \$ | 71 122 \$ |
| États-Unis | | | | 15 089 | 13 833 |
| Établissements à l'étranger | | | | 5 502 | 5 798 |
| Dépôts productifs d'intérêts | | | | | |
| Canada | | | | 399 436 | 389 439 |
| États-Unis | | | | 72 828 | 66 399 |
| Établissements à l'étranger | | | | 25 435 | 24 149 |
| | | | | 602 969 \$ | 570 740 \$ |

1) Comprennent des dépôts libellés en dollars américains de 207,7 G\$ (185,2 G\$ au 31 octobre 2020) et libellés en d'autres monnaies étrangères de 34 G\$ (30,2 G\$ au 31 octobre 2020).

2) Nets de billets acquis de 3,4 G\$ (3,1 G\$ au 31 octobre 2020).

3) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous ne sommes pas autorisés à exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes de chèques.

4) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous pouvons légalement exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes d'épargne.

5) Comprennent tous les dépôts qui viennent à échéance à une date précise. Il s'agit habituellement de dépôts à terme, de certificats de placement garanti et d'instruments semblables.

6) Comprennent un montant de 30,6 G\$ (19,9 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des dépôts faisant l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne des banques publiés par le ministère des Finances du Canada. Ces règlements confèrent des pouvoirs à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), lui permettant notamment d'entreprendre la conversion en actions ordinaires de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC dans le cas où elle deviendrait non viable.

7) Comprennent un montant de 300 M\$ (303 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de billets émis à la Fiducie de capital CIBC.

8) Comprennent les passifs liés aux billets structurés qui ont été vendus à l'émission à des intermédiaires financiers tiers, qui peuvent revendre les billets à des investisseurs de détail à l'étranger.

9) Comprennent les passifs émis à la suite d'activités liées à la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation ou par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées ou d'entités de titrisation consolidées.

10) Le classement est fondé sur la répartition géographique de l'établissement de la CIBC.

Note 8. Titres secondaires

Le 26 janvier 2021, nous avons racheté la totalité de nos débentures d'un montant de 1,0 G\$ portant intérêt à 3,42 % et échéant le 26 janvier 2026. Conformément aux modalités des débentures, le prix de rachat était équivalant à 100 % du montant en principal, majoré des intérêts courus et impayés sur celui-ci.

Le 19 avril 2021, nous avons émis des débentures à 1,96 % d'un montant en capital de 1,0 G\$ (titres secondaires) échéant le 21 avril 2031. Les débentures portent intérêt à un taux fixe de 1,96 % par année (payable semestriellement) jusqu'au 21 avril 2026 et, par la suite, au taux CDOR à trois mois, majoré de 0,56 % par année (payable trimestriellement) jusqu'à leur échéance, le 21 avril 2031.

Note 9. Capital-actions

Actions ordinaires

| En millions de dollars, sauf le nombre d'actions | Pour les trois mois clos les | | | | | | Pour les neuf mois clos les | | | |
|---|---------------------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|------------------|--------------------------------|------------------|---------------------|------------------|
| | 31 juill. 2021 | | 30 avr. 2021 | | 31 juill. 2020 | | 31 juill. 2021 | | 31 juill. 2020 | |
| | Nombre d'actions | Montant | Nombre d'actions | Montant | Nombre d'actions | Montant | Nombre d'actions | Montant | Nombre d'actions | Montant |
| Solde au début de la période | 449 093 126 | 14 130 \$ | 447 849 605 | 13 991 \$ | 445 133 356 | 13 722 \$ | 447 085 329 | 13 908 \$ | 445 341 675 | 13 591 \$ |
| Emission en vertu de ce qui suit : | | | | | | | | | | |
| Régimes de rémunération fondée sur des actions réglées en instruments de capitaux propres ¹ | 479 170 | 50 | 643 481 | 66 | 40 146 | 4 | 1 417 277 | 145 | 586 503 | 63 |
| Régime d'investissement à l'intention des actionnaires | 227 896 | 33 | 259 931 | 33 | 416 078 | 39 | 781 991 | 98 | 1 204 873 | 111 |
| Régime d'achat d'actions par les employés | 292 863 | 41 | 309 137 | 37 | 433 769 | 38 | 948 076 | 116 | 1 134 732 | 108 |
| | 450 093 055 | 14 254 \$ | 449 062 154 | 14 127 \$ | 446 023 349 | 13 803 \$ | 450 232 673 | 14 267 \$ | 448 267 783 | 13 873 \$ |
| Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation | - | - | - | - | - | - | - | - | (2 208 600) | (68) |
| Actions autodétenues | (11 328) | (2) | 30 972 | 3 | (14 461) | (3) | (150 946) | (15) | (50 295) | (5) |
| Solde à la fin de la période | 450 081 727 | 14 252 \$ | 449 093 126 | 14 130 \$ | 446 008 888 | 13 800 \$ | 450 081 727 | 14 252 \$ | 446 008 888 | 13 800 \$ |

1) Comprennent le règlement d'une contrepartie conditionnelle liée à des acquisitions antérieures.

Fonds propres réglementaires et ratios de levier

Nos ratios de fonds propres et notre ratio de levier s'établissaient comme suit :

| En millions de dollars, aux | 31 juill. 2021 | 31 oct. 2020 |
|--|-------------------|-----------------|
| Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ¹ | 33 095 \$ | 30 876 \$ |
| Fonds propres de première catégorie | A 36 940 | 34 775 |
| Total des fonds propres | 42 902 | 40 969 |
| Total de l'actif pondéré en fonction du risque | 268 999 | 254 871 |
| Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires | 12,3 % | 12,1 % |
| Ratio des fonds propres de première catégorie | 13,7 % | 13,6 % |
| Ratio du total des fonds propres | 16,0 % | 16,1 % |
| Expositions du ratio de levier ² | B 795 642 \$ | 741 760 \$ |
| Ratio de levier | A/B 4,6 % | 4,7 % |

1) Comprend l'incidence des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes de crédit attendues annoncées par le BSIF le 27 mars 2020. Les mesures transitoires permettent d'inclure dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires une partie des provisions pour pertes de crédit attendues qui aurait autrement figuré dans les fonds propres de deuxième catégorie. Le montant est soumis à certains ajustements et à des restrictions jusqu'à l'exercice 2022.

2) Comprennent l'incidence de l'assouplissement par le BSIF des attentes réglementaires quant aux réserves auprès des banques centrales et aux titres d'émetteurs souverains qui sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité. À l'heure actuelle, le traitement autorisé par le BSIF permet d'exclure ces éléments de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier, mais cette exemption prendra fin le 31 décembre 2021 pour les titres d'émetteurs souverains.

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du BSIF, lesquelles découlent du cadre normatif sur les fonds propres élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

La CIBC a été désignée par le BSIF comme une banque d'importance systémique nationale (BISN) au Canada et est assujéti à un supplément de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspondant à 1,0 % de l'APR. À l'heure actuelle, le BSIF s'attend également à ce que les BISN détiennent une réserve pour stabilité intérieure (RSI) supplémentaire de 1,0 %. Par conséquent, les ratios cibles actuels, dont toutes les réserves de conservation, au titre des fonds propres pour les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres pour la période considérée sont donc respectivement de 9,0 %, 10,5 % et 12,5 % pour les BISN. La RSI sera portée à 2,5 % à compter du 31 octobre 2021, ce qui signifie que chacun des ratios cibles augmentera de 1,5 %. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2021, nous nous sommes conformés aux exigences en matière de fonds propres réglementaires du BSIF.

Note 10. Avantages postérieurs à l'emploi

Les tableaux ci-après présentent le détail de la charge au titre du régime d'avantages postérieurs à l'emploi comptabilisée dans le compte de résultat consolidé intermédiaire et des réévaluations comptabilisées dans l'état du résultat global consolidé intermédiaire :

Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | | | | | | |
|--|---------------------------------|-----------------|-------------------|---|-----------------|-------------------|---------------------|-------------------|---|-------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 | | |
| | Régimes de retraite | | | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | | | Régimes de retraite | | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | |
| Coût des services rendus au cours de l'exercice | 69 \$ | 70 \$ | 69 \$ | 2 \$ | 2 \$ | 3 \$ | 210 \$ | 207 \$ | 6 \$ | 10 \$ |
| Coût des services passés ¹ | - | - | - | - | - | - | - | (32) | - | (1) |
| (Produits nets) charges nettes d'intérêts | (4) | (4) | (2) | 4 | 4 | 5 | (12) | (7) | 12 | 15 |
| Prestations spéciales de cessation d'emploi ¹ | - | - | - | - | - | - | - | 9 | - | - |
| Frais d'administration liés aux régimes | 2 | 2 | 2 | - | - | - | 6 | 6 | - | - |
| Charge nette au titre des régimes de retraite à prestations définies comptabilisée en résultat net | 67 \$ | 68 \$ | 69 \$ | 6 \$ | 6 \$ | 8 \$ | 204 \$ | 183 \$ | 18 \$ | 24 \$ |

1) Comprend les montants liés aux charges de restructuration comptabilisés en 2020.

Charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|--|---------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Régimes à cotisations définies | 8 \$ | 13 \$ | 9 \$ | 32 \$ | 26 \$ |
| Régimes de retraite d'État ¹ | 35 | 38 | 34 | 109 | 106 |
| Total de la charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies | 43 \$ | 51 \$ | 43 \$ | 141 \$ | 132 \$ |

1) Comprendent le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et la Federal Insurance Contributions Act des États-Unis.

Réévaluation des régimes d'avantages du personnel à prestations définies¹

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | | | | | | |
|--|---------------------------------|-----------------|-------------------|---|-----------------|-------------------|---------------------|-------------------|---|---------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 | | |
| | Régimes de retraite | | | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | | | Régimes de retraite | | Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi | |
| Écarts actuariels nets liés à l'obligation au titre des prestations définies | (314) \$ | 674 \$ | (762) \$ | (18) \$ | 37 \$ | (49) \$ | 420 \$ | (703) \$ | 22 \$ | (48) \$ |
| Écarts actuariels nets sur les actifs des régimes | 519 | (267) | 525 | - | - | - | 459 | 662 | - | - |
| Variations du plafond de l'actif excluant les produits d'intérêts | (1) | - | 1 | - | - | - | (1) | (1) | - | - |
| Réévaluation nette des profits (pertes) comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global | 204 \$ | 407 \$ | (236) \$ | (18) \$ | 37 \$ | (49) \$ | 878 \$ | (42) \$ | 22 \$ | (48) \$ |

1) Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offerts au Canada sont réévalués chaque trimestre pour déterminer s'il y a eu des changements au taux d'actualisation et pour déterminer les rendements réels sur les actifs. Toutes les hypothèses actuarielles des autres régimes offerts au Canada et des régimes offerts à l'étranger sont mises à jour au moins chaque année.

Note 11. Impôt sur le résultat

Enron

Au cours d'exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a établi de nouvelles cotisations dans lesquelles elle refusait la déduction de paiements au titre du règlement dans l'affaire Enron et la déduction des frais juridiques connexes (les « frais liés à Enron »). En janvier 2019, la CIBC a conclu avec l'ARC une entente de règlement (l'« entente ») permettant d'établir avec certitude la partie des frais liés à Enron qui sont déductibles au Canada. L'entente a entraîné la comptabilisation d'un recouvrement d'impôt net de 38 M\$ au premier trimestre de 2019. Ce recouvrement d'impôt a été établi en tenant compte d'un remboursement d'intérêts imposable au Canada et de la partie des frais liés à Enron qui devraient être déductibles aux États-Unis (la « déduction aux États-Unis ». La déduction aux États-Unis n'a pas encore été acceptée par l'Internal Revenue Service. Le montant des économies d'impôt comptabilisées aux États-Unis pourrait nécessiter des ajustements.

Déduction pour dividendes reçus

Dans le cadre de nouvelles cotisations, l'ARC a réclamé à la CIBC un montant d'impôt supplémentaire d'environ 1 420 M\$ au motif que certains dividendes reçus de sociétés canadiennes de 2011 à 2016 étaient non déductibles parce qu'ils s'inscrivaient dans le cadre d'un « mécanisme de transfert de dividendes ». Les dividendes visés par les nouvelles cotisations s'apparentent à ceux visés prospectivement par les règles proposées dans les budgets fédéraux canadiens de 2015 et de 2018. En août 2021, la CIBC a déposé un avis d'appel auprès de la Cour canadienne de l'impôt et l'affaire fait maintenant l'objet d'un litige. Il est possible que la CIBC fasse l'objet de nouvelles cotisations visant des années ultérieures pour les mêmes raisons. La CIBC est persuadée que ses positions fiscales sont justifiées et entend se défendre vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Note 12. Résultat par action

| En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action | Pour les trois mois clos les | | | Pour les neuf mois clos les | |
|---|---------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 31 juill. 2021 | 30 avr. 2021 | 31 juill. 2020 | 31 juill. 2021 | 31 juill. 2020 |
| Résultat de base par action | | | | | |
| Résultat net applicable aux actionnaires | 1 725 \$ | 1 647 \$ | 1 170 \$ | 4 993 \$ | 2 775 \$ |
| Moins : dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres titres de participation | 30 | 51 | 31 | 111 | 92 |
| Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires | 1 695 \$ | 1 596 \$ | 1 139 \$ | 4 882 \$ | 2 683 \$ |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | 449 590 | 448 455 | 445 416 | 448 442 | 445 137 |
| Résultat de base par action | 3,77 \$ | 3,56 \$ | 2,56 \$ | 10,89 \$ | 6,03 \$ |
| Résultat dilué par action | | | | | |
| Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires | 1 695 \$ | 1 596 \$ | 1 139 \$ | 4 882 \$ | 2 683 \$ |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | 449 590 | 448 455 | 445 416 | 448 442 | 445 137 |
| Ajouter : options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers) | 1 322 | 796 | 294 | 901 | 378 |
| Ajouter : contrepartie réglée en instruments de capitaux propres (en milliers) | 236 | 94 | 184 | 169 | 196 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation (en milliers) | 451 148 | 449 345 | 445 894 | 449 512 | 445 711 |
| Résultat dilué par action | 3,76 \$ | 3,55 \$ | 2,55 \$ | 10,86 \$ | 6,02 \$ |

1) Ne tiennent pas compte d'un nombre moyen de néant options en cours (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2021 et 4 839 980 pour le trimestre clos le 31 juillet 2020) à un prix d'exercice moyen pondéré de néant (néant pour le trimestre clos le 30 avril 2021 et 108,08 \$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2020) pour le trimestre clos le 31 juillet 2021, et d'un nombre moyen de néant options en cours (4 387 057 pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020) à un prix d'exercice moyen pondéré de néant (109,47 \$ pour les neuf mois clos 31 juillet 2020) pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, le prix d'exercice des options étant inférieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

Note 13. Passifs éventuels et provisions

Procédures judiciaires et autres éventualités

Dans le cours normal des affaires, la CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cadre desquelles des dommages-intérêts imposants sont réclamés à la CIBC et à ses filiales. Des provisions sont constituées pour les procédures judiciaires si, de l'avis de la direction, il est probable que des ressources économiques devront être affectées au règlement de l'affaire et que le montant de l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Si l'estimation fiable d'une perte probable se situe dans une fourchette de résultats possibles à l'intérieur de laquelle un montant précis semble représenter une meilleure estimation, ce montant est comptabilisé. Si aucun montant précis à l'intérieur de la fourchette de résultats possibles ne semble être une meilleure estimation qu'un autre montant, le montant médian de la fourchette est comptabilisé. Dans certains cas, toutefois, il n'est pas possible de déterminer si une obligation est probable ou d'estimer de façon fiable le montant de la perte, de sorte qu'aucun montant ne peut être comptabilisé.

Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces procédures judiciaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, individuellement ou collectivement, aura des répercussions négatives importantes sur nos états financiers consolidés intermédiaires. Par contre, elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée. Nous vérifions régulièrement si les provisions pour les procédures judiciaires de la CIBC sont adéquates et procédons aux ajustements nécessaires en fonction des nouvelles informations disponibles.

Les provisions présentées à la note 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020 comprennent toutes les provisions de la CIBC au titre des procédures judiciaires à la date de ces derniers, notamment des montants liés aux procédures judiciaires importantes décrites dans cette note et à d'autres procédures judiciaires.

Selon la CIBC, les pertes sont raisonnablement possibles lorsque le risque qu'elles surviennent n'est pas probable, sans être faible. Il est raisonnablement possible que la CIBC subisse une perte supérieure au montant comptabilisé lorsque la perte comptabilisée correspond au point médian d'une fourchette de pertes raisonnablement possibles, ou que la perte éventuelle se rapporte à un litige pour lequel une issue défavorable est raisonnablement possible, sans être probable.

La CIBC croit qu'outre les montants déjà comptabilisés au titre des pertes raisonnablement déjà possibles, la fourchette globale estimative pour les procédures judiciaires importantes la visant susceptibles de faire l'objet d'une telle estimation allait de néant à environ 1,2 G\$ au 31 juillet 2021. La fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles est fondée sur les informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des procédures importantes auxquelles la CIBC est partie, compte tenu de la meilleure estimation de la CIBC quant aux pertes pouvant résulter de ces procédures et faire l'objet d'une estimation. L'estimation de la CIBC repose sur une grande part de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures et, dans bien des cas, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer. La fourchette ne tient pas compte des dommages-intérêts exemplaires potentiels ni des intérêts. La fourchette estimative au 31 juillet 2021 est fondée sur les procédures judiciaires importantes présentées à la note 22 des états financiers consolidés inclus dans notre Rapport annuel de 2020 telles qu'elles sont mises à jour ci-après. Les éléments déterminant la fourchette estimative changeront au fil du temps, et les pertes réelles pourraient être très différentes de l'estimation actuelle. Pour certaines procédures judiciaires, la CIBC ne croit pas qu'une estimation puisse être faite actuellement, car bon nombre ne sont qu'à un stade préliminaire, et les montants réclamés ne sont pas tous déterminés. Ainsi, ces procédures judiciaires ne sont pas incluses dans la fourchette.

Voici les faits nouveaux ayant trait à nos procédures judiciaires importantes depuis la publication des états financiers consolidés annuels de 2020 :

- *Recours collectifs liés aux cartes de crédit – Litige quant aux frais d'interchange* : Cinq des sept recours ont été réglés, sous réserve de l'approbation du tribunal. Les motions pour l'approbation des règlements par le tribunal devraient être entendues en décembre 2021. Les deux recours qui restent seront suspendus. La CIBC collaborera en vue d'arriver à un projet de règlement.
- *Pilon c. Banque Amex du Canada et al.* : L'appel interjeté par la demanderesse de la décision rejetant la demande d'autorisation de l'action collective a été entendu en février 2021. En mars 2021, le tribunal a rejeté l'appel de la demanderesse. En mai 2021, la demanderesse a déposé une demande d'autorisation d'en appeler du jugement devant la Cour suprême du Canada.

- *Recours collectifs relatifs aux renseignements personnels des clients de Simplii* : Les recours *Bannister* et *Steinman* ont été réglés, sous réserve de l'approbation du tribunal. Aux termes du règlement proposé, la CIBC versera 2 M\$ pour le règlement des recours. En avril 2021, le tribunal a approuvé le règlement proposé.
- *Recours collectifs relatifs aux courtiers exécutants* : La motion en certification dans *Frayce* a été reportée à décembre 2021, et le dossier *Michaud* a été suspendu.
- *Pope v. CIBC and CIBC Trust* : En décembre 2020, Gestion d'actifs CIBC inc. a été ajoutée à titre de défenderesse. La demande d'autorisation d'exercer une action collective a été entendue en août 2021, et l'affaire est en délibéré.
- *Fresco v. Canadian Imperial Bank of Commerce* : L'audience devant la Cour d'appel devrait avoir lieu en septembre 2021.
- *Salko c. Services investisseurs CIBC inc. et al.* : En mars 2021, un projet d'action collective a été présenté au Québec contre Services Investisseurs CIBC inc. et plusieurs autres institutions financières. Le demandeur a par la suite ajouté Marchés mondiaux CIBC inc. et d'autres institutions financières à titre de défenderesses. L'action collective a pour objet le recouvrement des frais de conversion de devises prétendument facturés illégalement aux membres du groupe et dissimulés par les défenderesses, ainsi que le paiement de dommages-intérêts exemplaires et punitifs. Le demandeur demande la restitution des frais facturés aux clients depuis le 15 mars 2018 ainsi que des dommages-intérêts punitifs représentant 5 % du total du montant des frais facturés aux membres du groupe, en plus des intérêts.
- *The RRSP of J.T.G v. Her Majesty The Queen* : La Compagnie Trust CIBC est la fiduciaire d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) autogéré qui a fait l'objet d'un recours devant la Cour canadienne de l'impôt. L'instance découle des appels de cotisations fiscales établies par le ministre du Revenu national à l'endroit du REER pour les années d'imposition 2004 à 2009 en vertu des parties I et XI.1 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Au moment de l'établissement des avis en mars 2013, la cotisation établie en vertu de la partie I s'élevait à environ 139 M\$, et la nouvelle cotisation établie en vertu de la partie XI.1 totalisait environ 144 M\$, montants qui englobaient les impôts, les pénalités et les intérêts applicables. En avril 2021, la Cour canadienne de l'impôt a rendu sa décision, accueillant l'appel pour une partie de la cotisation établie en vertu de la partie I et rejetant l'appel quant à la nouvelle cotisation établie en vertu de la partie XI.1. Le REER a interjeté appel de cette décision devant la Cour d'appel fédérale. Advenant que le REER ne dispose pas des fonds suffisants pour satisfaire à la nouvelle cotisation établie en vertu de la partie XI.1 pouvant être maintenue par les tribunaux, la Compagnie Trust CIBC pourrait être tenue d'acquitter une partie de ladite nouvelle cotisation.
- *Recours collectifs relatifs au remboursement anticipé de prêts hypothécaires* : L'appel de la décision autorisant la certification dans *Haroch* devrait être entendu en octobre 2021.
- *Banque Canadienne Impériale de Commerce, et al. c. Green* : Le procès prévu en septembre 2021 a été reporté à octobre 2021.

Outre les points mentionnés ci-dessus, il n'y a pas eu de changements importants relativement aux affaires présentées à la note 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020, et aucune nouvelle procédure judiciaire importante n'a été intentée depuis la publication des états financiers consolidés annuels de 2020.

Note 14. Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Le tableau ci-après présente les produits d'intérêts et charges d'intérêts consolidés par catégorie comptable.

| En millions de dollars | Pour les trois mois clos les | | | | | | Pour les neuf mois clos les | | | |
|--|---------------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|--------------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|
| | 31 juill. 2021 | | 30 avr. 2021 | | 31 juill. 2020 | | 31 juill. 2021 | | 31 juill. 2020 | |
| | Produits d'intérêts | Charges d'intérêts | Produits d'intérêts | Charges d'intérêts | Produits d'intérêts | Charges d'intérêts | Produits d'intérêts | Charges d'intérêts | Produits d'intérêts | Charges d'intérêts |
| Évaluation au coût amorti ¹ | 3 198 \$ | 661 \$ | 3 098 \$ | 703 \$ | 3 342 \$ | 990 \$ | 9 552 \$ | 2 178 \$ | 11 775 \$ | 5 174 \$ |
| Titres de créance évalués à la JVAERG ¹ | 81 | s. o. | 83 | s. o. | 132 | s. o. | 262 | s. o. | 578 | s. o. |
| Divers ² | 381 | 106 | 392 | 123 | 364 | 119 | 1 190 | 347 | 1 369 | 296 |
| Total | 3 660 \$ | 767 \$ | 3 573 \$ | 826 \$ | 3 838 \$ | 1 109 \$ | 11 004 \$ | 2 525 \$ | 13 722 \$ | 5 470 \$ |

1) Les produits d'intérêts relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût amorti et aux titres de créances qui sont évalués à la JVAERG sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2) Comprend les produits d'intérêts et les charges d'intérêts ainsi que le revenu de dividendes relatifs aux instruments financiers qui sont obligatoirement évalués et désignés à la JVRN, et aux titres de participation désignés à la JVAERG.
s. o. Sans objet

Note 15. Informations sectorielles

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégiques : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégiques sont appuyées par Siège social et autres.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada, offre aux particuliers et aux entreprises au Canada des conseils, des produits et des services financiers par l'entremise de centres bancaires et de canaux numériques, mobiles ou d'accès à distance.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada, ainsi que des services de gestion d'actifs aux investisseurs institutionnels.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, offre des services bancaires commerciaux et des services de gestion privée de patrimoine aux États-Unis, ainsi que des services bancaires aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises dans quatre marchés du Midwest américain. Ses activités sont principalement axées sur les sociétés du marché intermédiaire et les sociétés de taille moyenne, ainsi que sur les particuliers et les familles à valeur nette élevée.

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services consultatifs et d'exécution en placement, des solutions de services financiers aux entreprises et des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Il comprend les Services financiers directs, qui cherchent à accroître les capacités numériques de la CIBC afin d'offrir un ensemble cohérent de services bancaires directs et de solutions de placement direct et de paiement multidevises novateurs aux clients de la CIBC.

Siège social et autres comprend les groupes fonctionnels suivants : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, Culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégiques. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement à l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

Modifications apportées à nos secteurs d'activité

Les modifications suivantes ont été apportées au cours du premier trimestre de 2021 :

- Les résultats de Financière Simplii et Pro-Investisseurs CIBC, qui étaient auparavant présentés dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, sont présentés dans le nouveau secteur Services financiers directs de Marchés des capitaux, à l'instar de ceux de certains autres services de paiement direct qui étaient déjà présentés dans Marchés des capitaux. Cette modification a été apportée pour assurer une meilleure harmonisation avec les mandats des unités d'exploitation stratégiques visées.
- Les résultats financiers liés aux activités de trésorerie aux États-Unis de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sont maintenant présentés dans l'unité Trésorerie de Siège social et autres. En outre, la méthode de fixation des prix de transfert entre Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et l'unité Trésorerie de Siège social et autres, a été améliorée. Ces deux modifications permettent d'aligner le traitement applicable à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sur celui qui s'applique à nos autres unités d'exploitation stratégiques et d'optimiser la gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité.

Les résultats de nos unités d'exploitation stratégiques ont été touchés par ces modifications. Les montants des périodes précédentes ont été révisés en conséquence. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net consolidé.

| En millions de dollars, pour les trois mois clos les | | Services bancaires personnels et PME, région du Canada | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis | Marchés des capitaux | Siège social et autres | Total CIBC |
|--|---|---|--|---|-------------------------|---------------------------|------------|
| 31 juill. | Produits nets d'intérêts ¹ | 1 504 \$ | 336 \$ | 356 \$ | 669 \$ | 28 \$ | 2 893 \$ |
| 2021 | Produits autres que d'intérêts ² | 552 | 871 | 183 | 471 | 86 | 2 163 |
| | Total des produits ¹ | 2 056 | 1 207 | 539 | 1 140 | 114 | 5 056 |
| | Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | 67 | (49) | (57) | (60) | - | (99) |
| | Amortissement et perte de valeur ³ | 53 | 7 | 27 | 3 | 154 | 244 |
| | Autres charges autres que d'intérêts | 1 065 | 610 | 247 | 526 | 226 | 2 674 |
| | Résultat (perte) avant impôt sur le résultat | 871 | 639 | 322 | 671 | (266) | 2 237 |
| | Impôt sur le résultat ¹ | 229 | 169 | 56 | 180 | (127) | 507 |
| | Résultat net (perte nette) | 642 \$ | 470 \$ | 266 \$ | 491 \$ | (139) \$ | 1 730 \$ |
| | Résultat net (perte nette) applicable aux : | | | | | | |
| | Participations ne donnant pas le contrôle | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 5 \$ | 5 \$ |
| | Actionnaires | 642 | 470 | 266 | 491 | (144) | 1 725 |
| | Actif moyen ⁴ | 276 572 \$ | 71 863 \$ | 45 772 \$ | 256 512 \$ | 156 049 \$ | 806 768 \$ |
| 30 avr. | Produits nets d'intérêts ¹ | 1 425 \$ | 305 \$ | 351 \$ | 662 \$ | 4 \$ | 2 747 \$ |
| 2021 | Produits autres que d'intérêts ² | 516 | 830 | 181 | 532 | 126 | 2 185 |
| | Total des produits ¹ | 1 941 | 1 135 | 532 | 1 194 | 130 | 4 932 |
| | Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | 65 | (18) | (12) | (11) | 8 | 32 |
| | Amortissement et perte de valeur ³ | 53 | 7 | 27 | 3 | 159 | 249 |
| | Autres charges autres que d'intérêts | 1 005 | 601 | 244 | 535 | 122 | 2 507 |
| | Résultat (perte) avant impôt sur le résultat | 818 | 545 | 273 | 667 | (159) | 2 144 |
| | Impôt sur le résultat ¹ | 215 | 146 | 57 | 172 | (97) | 493 |
| | Résultat net (perte nette) | 603 \$ | 399 \$ | 216 \$ | 495 \$ | (62) \$ | 1 651 \$ |
| | Résultat net (perte nette) applicable aux : | | | | | | |
| | Participations ne donnant pas le contrôle | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 4 \$ | 4 \$ |
| | Actionnaires | 603 | 399 | 216 | 495 | (66) | 1 647 |
| | Actif moyen ⁴ | 266 763 \$ | 67 969 \$ | 46 364 \$ | 250 627 \$ | 163 650 \$ | 795 373 \$ |
| 31 juill. | Produits nets d'intérêts ¹ | 1 426 \$ | 318 \$ | 354 \$ | 636 \$ | (5) \$ | 2 729 \$ |
| 2020 ⁵ | Produits autres que d'intérêts ² | 484 | 695 | 158 | 510 | 132 | 1 979 |
| | Total des produits ¹ | 1 910 | 1 013 | 512 | 1 146 | 127 | 4 708 |
| | Dotation à la provision pour pertes sur créances | 217 | 57 | 160 | 64 | 27 | 525 |
| | Amortissement et perte de valeur ³ | 57 | 8 | 31 | 3 | 150 | 249 |
| | Autres charges autres que d'intérêts | 1 015 | 511 | 239 | 484 | 204 | 2 453 |
| | Résultat (perte) avant impôt sur le résultat | 621 | 437 | 82 | 595 | (254) | 1 481 |
| | Impôt sur le résultat ¹ | 164 | 117 | 22 | 152 | (146) | 309 |
| | Résultat net (perte nette) | 457 \$ | 320 \$ | 60 \$ | 443 \$ | (108) \$ | 1 172 \$ |
| | Résultat net (perte nette) applicable aux : | | | | | | |
| | Participations ne donnant pas le contrôle | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 2 \$ | 2 \$ |
| | Actionnaires | 457 | 320 | 60 | 443 | (110) | 1 170 |
| | Actif moyen ⁴ | 252 249 \$ | 66 176 \$ | 50 321 \$ | 233 252 \$ | 155 591 \$ | 757 589 \$ |

1) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux comprennent un ajustement selon la base d'imposition équivalente (BIE) de 51 M\$ pour le trimestre clos le 31 juillet 2021 (51 M\$ le 30 avril 2021 et 51 M\$ le 31 juillet 2020), les montants équivalents étant compensés dans le secteur Siège social et autres.

2) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

3) Comprennent l'amortissement et la perte de valeur des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des logiciels, ainsi que d'autres immobilisations incorporelles. La dépréciation du goodwill a été comptabilisée pour les trois mois clos le 31 juillet 2020.

4) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière, et c'est la mesure examinée par la direction.

5) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications apportées à nos secteurs d'activité.

| En millions de dollars, pour les neuf mois clos le | | Services bancaires personnels et PME, région du Canada | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada | Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis | Marchés des capitaux | Siège social et autres | Total CIBC |
|--|---|---|--|---|-------------------------|---------------------------|-------------------|
| 31 juill. | Produits nets d'intérêts ¹ | 4 412 \$ | 939 \$ | 1 081 \$ | 2 013 \$ | 34 \$ | 8 479 \$ |
| 2021 | Produits autres que d'intérêts ² | 1 610 | 2 491 | 551 | 1 495 | 325 | 6 472 |
| | Total des produits¹ | 6 022 | 3 430 | 1 632 | 3 508 | 359 | 14 951 |
| | Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances | 186 | (34) | (24) | (66) | 18 | 80 |
| | Amortissement et perte de valeur ³ | 159 | 21 | 82 | 8 | 460 | 730 |
| | Autres charges autres que d'intérêts | 3 103 | 1 776 | 743 | 1 581 | 467 | 7 670 |
| | Résultat (perte) avant impôt sur le résultat | 2 574 | 1 667 | 831 | 1 985 | (586) | 6 471 |
| | Impôt sur le résultat ¹ | 677 | 444 | 161 | 506 | (323) | 1 465 |
| | Résultat net (perte nette) | 1 897 \$ | 1 223 \$ | 670 \$ | 1 479 \$ | (263) \$ | 5 006 \$ |
| | Résultat net (perte nette) applicable aux : | | | | | | |
| | Participations ne donnant pas le contrôle | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 13 \$ | 13 \$ |
| | Actionnaires | 1 897 | 1 223 | 670 | 1 479 | (276) | 4 993 |
| | Actif moyen⁴ | 268 309 \$ | 68 541 \$ | 46 548 \$ | 252 540 \$ | 164 817 \$ | 800 755 \$ |
| 31 juill. | Produits nets d'intérêts ¹ | 4 363 \$ | 954 \$ | 1 066 \$ | 1 702 \$ | 167 \$ | 8 252 \$ |
| 2020 ⁵ | Produits autres que d'intérêts ² | 1 562 | 2 139 | 458 | 1 417 | 313 | 5 889 |
| | Total des produits ¹ | 5 925 | 3 093 | 1 524 | 3 119 | 480 | 14 141 |
| | Dotation à la provision pour pertes sur créances | 1 068 | 278 | 405 | 294 | 153 | 2 198 |
| | Amortissement et perte de valeur ³ | 171 | 22 | 97 | 8 | 477 | 775 |
| | Autres charges autres que d'intérêts | 3 061 | 1 617 | 762 | 1 463 | 793 | 7 696 |
| | Résultat (perte) avant impôt sur le résultat | 1 625 | 1 176 | 260 | 1 354 | (943) | 3 472 |
| | Impôt sur le résultat ¹ | 430 | 314 | 20 | 356 | (424) | 696 |
| | Résultat net (perte nette) | 1 195 \$ | 862 \$ | 240 \$ | 998 \$ | (519) \$ | 2 776 \$ |
| | Résultat net (perte nette) applicable aux : | | | | | | |
| | Participations ne donnant pas le contrôle | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | 1 \$ | 1 \$ |
| | Actionnaires | 1 195 | 862 | 240 | 998 | (520) | 2 775 |
| | Actif moyen⁴ | 251 915 \$ | 66 115 \$ | 48 097 \$ | 227 105 \$ | 127 674 \$ | 720 906 \$ |

1) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux comprennent un ajustement selon la BIE de 156 M\$, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021 (146 M\$ le 31 juillet 2020), les montants équivalents étant compensés dans le secteur Siège social et autres.

2) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.

3) Comprennent l'amortissement et la perte de valeur des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des logiciels, ainsi que d'autres immobilisations incorporelles. La dépréciation du goodwill a été comptabilisée pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020.

4) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière, et c'est la mesure examinée par la direction.

5) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications apportées à nos secteurs d'activité.

POUR NOUS JOINDRE

Secrétaire général : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-3096 ou par courriel, à l'adresse corporate.secretary@cibc.com.

Relations avec les investisseurs : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 813-3743 ou par courriel, à l'adresse investorrelations@cibc.com.

Communications et affaires publiques : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par courriel, à l'adresse corpcommmailbox@cibc.com.

Services bancaires téléphoniques CIBC : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

Présentation aux investisseurs en direct : De l'information financière supplémentaire, le Rapport au titre du troisième pilier, de l'information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultés à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC.

Conférence téléphonique sur les résultats financiers : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le troisième trimestre aura lieu le jeudi 26 août 2021, à 8 h 00 (HE). Pour la conférence en français, composez le 514 392-1587 ou le numéro sans frais 1 800 898-3989, code d'accès 7008374#; pour la conférence en anglais, composez le 416 340-2217 ou le numéro sans frais 1 800 806-5484, code d'accès 1028175#. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'à 23 h 59 (HE) le 26 septembre 2021. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 514 861-2272 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 2686343#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 905 694-9451 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 4865749#.

Webdiffusion audio : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du troisième trimestre de la Banque CIBC aura lieu le jeudi 26 août 2021 à 8 h 00 (HE), en français et en anglais. Pour accéder à la webdiffusion audio, rendez-vous à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC. Une version archivée de la webdiffusion audio sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC.

Assemblée annuelle : La prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la CIBC aura lieu le 7 avril 2022.

Fonds propres réglementaires : De l'information concernant les instruments de fonds propres réglementaires et la situation des fonds propres réglementaires de la CIBC peut être consultée à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Instruments de fonds propres réglementaires.

Créances requalifiables : De l'information concernant les créances requalifiables et les instruments de CTAP de la Banque CIBC peut être consultée à l'adresse www.cibc.com/francais : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Renseignements sur la dette : Créances requalifiables.

Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, à l'adresse www.cibc.com/francais, ne sont pas réputées être intégrées aux présentes.

SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de Paiements Canada. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Société de fiducie AST (Canada), C.P. 700, succ. B, Montréal (Québec) H3B 3K3, ou envoyer un courriel à l'adresse inquiries@astfinancial.com.

RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec la Société de fiducie AST (Canada) par téléphone, au 416 682-3860, au numéro sans frais 1 800 258-0499, ou par courriel à l'adresse inquiries@astfinancial.com.

PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

| Date | Options d'achat d'actions | Options de réinvestissement des dividendes et de dividendes en actions |
|---------------------------|---------------------------|--|
| 3 mai 2021 | 127,37 \$ | |
| 1 ^{er} juin 2021 | 139,56 \$ | |
| 2 juillet 2021 | 142,84 \$ | |
| 28 juillet 2021 | | 143,33 \$ |

